



Société anonyme au capital de 2 744 378 540 euros
Siège social : 36/38, avenue Kléber – 75116 PARIS
403 210 032 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2013

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 2 août 2013

Le président-directeur général
Antoine Frérot

PREMIERE PARTIE – Comptes consolidés au 30 juin 2013

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	2
ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL	6
ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE.....	8
ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	10
1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	- 13 -
2. RECOURS A DES APPRECIATIONS DU MANAGEMENT DANS L'APPLICATION DES NORMES COMPTABLES GROUPE	- 27 -
3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET PRINCIPALES ACQUISITIONS ET CESSIONS.....	- 29 -
4. GOODWILL	- 33 -
5. ACTIFS INCORPORELS DU DOMAINE CONCEDE	- 34 -
6. AUTRES ACTIFS INCORPORELS.....	- 34 -
7. ACTIFS CORPORELS	- 35 -
8. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES	- 36 -
9. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	- 40 -
10. ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS ET COURANTS	- 41 -
11. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS	- 42 -
12. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT.....	- 43 -
13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET TRESORERIE PASSIVE.....	- 44 -
14. CAPITAUX PROPRES	- 45 -
15. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES	- 47 -
16. DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES.....	- 48 -
17. INSTRUMENTS DERIVES	- 50 -
18. PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES.....	- 51 -
19. RESULTAT OPERATIONNEL	- 51 -
20. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	- 52 -
21. AUTRES REVENUS ET CHARGES FINANCIERS	- 53 -
22. IMPOTS SUR LE RESULTAT	- 53 -
23. ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITES NON POURSUIVIES OU CEDEES	- 54 -
24. RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	- 56 -
25. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	- 56 -
26. CONTROLES FISCAUX.....	- 58 -
27. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET SURETES REELLES.....	- 59 -
28. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	- 62 -
29. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	- 65 -
30. INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	- 65 -
31. EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	- 67 -
32. LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES INTEGREES DANS LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES-	67 -

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 Retraité (1)	Au 1 ^{er} janvier 2012 Retraité (1)
Goodwill	4	3 793,5	3 911,9	4 796,2
Actifs incorporels du domaine concédé	5	2 318,0	2 373,1	2 219,3
Autres actifs incorporels	6	851,1	926,3	1 014,9
Actifs corporels	7	4 526,1	4 706,3	6 497,4
Participations dans les co-entreprises	8	2 783,2	2 721,2	2 939,6
Participations dans les entreprises associées	9	431,6	477,7	360,8
Titres de participation non consolidés		43,3	47,0	65,4
Actifs financiers opérationnels non courants	10	2 000,4	2 215,9	2 091,5
Instruments dérivés non courants - Actif	17	245,7	280,0	745,0
Autres actifs financiers non courants	11	1 944,8	2 441,3	2 864,6
Impôts différés actifs		1 041,9	1 018,7	1 065,0
Actifs non courants		19 979,6	21 119,4	24 659,7
Stocks et travaux en cours	12	647,0	614,9	664,5
Créances d'exploitation	12	8 295,5	8 573,8	8 836,5
Actifs financiers opérationnels courants	10	154,6	167,0	165,2
Autres actifs financiers courants	11	1 724,4	1 488,6	978,9
Instruments dérivés courants - Actif	17	52,5	45,4	49,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	3 683,4	4 998,0	5 025,4
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	23	1 953,1	1 469,6	687,5
Actifs courants		16 510,5	17 357,3	16 407,6
TOTAL ACTIF		36 490,1	38 476,7	41 067,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- (1) Les normes sur la consolidation mentionnées en 1.1.3.1. et la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » mentionnée en 1.1.3.2., prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 Retraité (1)	Au 1er janvier 2012 Retraité (1)
Capital		2 744,4	2 610,4	2 598,2
Primes		7 851,2	8 466,3	9 796,2
Réserves et résultat attribuables aux propriétaires de la société mère		-2 236,5	-3 970,5	-5 386,9
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	14	8 359,1	7 106,2	7 007,5
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	14	1 405,0	1 391,4	1 532,8
Capitaux propres	14	9 764,1	8 497,6	8 540,3
Provisions non courantes	15	1 835,3	1 792,9	1 793,8
Dettes financières non courantes	16	10 111,4	12 131,3	14 213,3
Instruments dérivés non courants - Passif	17	147,6	186,8	156,8
Impôts différés passifs		993,8	1 010,3	1 465,1
Passifs non courants		13 088,1	15 121,3	17 629,0
Dettes d'exploitation	12	8 523,2	9 562,8	9 897,8
Provisions courantes	15	455,8	466,7	533,6
Dettes financières courantes	16	3 507,6	3 606,1	3 753,2
Instruments dérivés courants - Passif	17	50,7	73,6	85,0
Trésorerie passive	13	260,9	252,7	390,5
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	23	839,7	895,9	237,9
Passifs courants		13 637,9	14 857,8	14 898,0
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		36 490,1	38 476,7	41 067,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

(1) Les normes sur la consolidation mentionnées en 1.1.3.1. et la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » mentionnée en 1.1.3.2., prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 Retraité (1) (3)
Produit des activités ordinaires	18	11 073,8	11 448,3
<i>dont revenus des actifs financiers opérationnels</i>		91,0	92,2
Coûts des ventes		-9 300,4	-9 575,7
Coûts commerciaux		-264,0	-263,9
Coûts généraux et administratifs		-1 158,1	-1 231,7
Autres charges et produits opérationnels		12,6	-4,0
Résultat opérationnel	19	363,9	373,0
Quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	19	109,1	-38,3
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises	8	96,8	-42,9
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	9	12,3	4,6
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	19	473,0	334,7
Charges de l'endettement financier	20	-328,1	-327,0
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	20	22,5	30,3
Autres revenus et charges financiers	21	13,4	23,5
Impôts sur le résultat	22	-76,1	-82,3
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités poursuivies		104,7	-20,8
Résultat net des activités non poursuivies	23	-16,4	211,3
Résultat net		88,3	190,5
Part des propriétaires de la société mère		3,6	162,2
Part des participations ne donnant pas le contrôle	24	84,7	28,3

<i>(en euros)</i>			
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION ⁽²⁾			
Dilué		-0,03	0,32
Non dilué		-0,03	0,32
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION ⁽²⁾			
Dilué		0,01	-0,12
Non dilué		0,01	-0,12
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION ⁽²⁾			
Dilué		-0,04	0,44
Non dilué		-0,04	0,44

(1) Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des activités en cours de cession soit :
 - les activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Services à l'Energie ;
 - l'activité Eau au Maroc ;
 - la quote-part de résultat net de l'entreprise associée des Eaux de Berlin.
- des activités cédées soit :
 - l'activité Eau régulée au Royaume-Uni dans la Division Eau cédée en juin 2012;
 - l'activité Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté cédée en novembre 2012 ;
 - les activités d'énergie éolienne américaines cédées en décembre 2012 ;
 - les activités d'énergie éolienne européennes cédées en février 2013 ;

ont été présentés, au 30 juin 2012, rétrospectivement sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies » (Voir note 3 et 23).

- (2) *En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat net par action pour 2012 est ajusté suite à la distribution de dividendes en actions intervenue en juin 2013. Le nombre ajusté s'établit à 507,7 millions d'actions (dilué et non dilué) au 30 juin 2012.*

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté de l'exercice attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. En application de la norme IAS 33.9 et 12, le résultat net part du Groupe ajusté prend en compte le coût du coupon attribuable aux porteurs de titres super subordonnés émis par Veolia Environnement.

Au 30 juin 2013, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'établit à 510 034 028 (dilué et non dilué).

- (3) *Les normes sur la consolidation mentionnées en 1.1.3.1. et la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » mentionnée en 1.1.3.2., prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 Retraité (3)
Résultat net	88,3	190,5
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	-48,1	-59,2
Impôts	11,2	3,8
Montant net d'impôts	-36,9	-55,4
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-36,9	-55,4
<i>Dont part des co-entreprises</i>	<i>-4,7</i>	<i>-5,2</i>
<i>Dont part des entreprises associées</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,2</i>
Ajustements de valeur sur actifs disponibles à la vente	1,5	0,7
Impôts	0,2	-0,2
Montant net d'impôts	1,7	0,5
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie	25,9	-11,6
Impôts	-9,3	1,1
Montant net d'impôts	16,6	-10,5
Ecarts de conversion :		
- sur les filiales dont les comptes sont établis en devises étrangères	-81,9	253,8
Montant net d'impôts	-81,9	253,8
- sur le financement net des investissements à l'étranger	19,3	-37,8
- impôts	-0,3	-2,4
Montant net d'impôts	19,0	-40,2
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-44,6	203,6
<i>Dont part des co-entreprises (2)</i>	<i>21,9</i>	<i>41,2</i>
<i>Dont part des entreprises associées</i>	<i>-2,0</i>	<i>5,0</i>
Total Autres éléments du résultat global (1)	-81,5	148,2
RESULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PERIODE	6,8	338,7
dont quote-part des propriétaires de la société mère	-70,3	306,4
dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	77,1	32,3

(1) Les autres éléments du résultat global attribuables aux activités non poursuivies au sens de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » représentent -0,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 114,8 millions d'euros au 30 juin 2012.

(2) La part des co-entreprises concerne principalement :

Au 30 juin 2012 :

- La variation de la réserve de conversion des concessions chinoises dans la Division Eau pour 27,5 millions d'euros et de Dalkia International pour 22,3 millions d'euros ;
- Les écarts de conversion sur le financement net des investissements à l'étranger chez Dalkia International pour -9,0 millions d'euros ;

Au 30 juin 2013 :

- La variation de juste valeur des dérivés de couverture « cash flow hedge » Alwathba pour +4,9 millions d'euros et Glen Water pour +4,0 millions d'euros ;
- Les écarts de conversion sur le financement net des investissements à l'étranger chez Dalkia International pour +7,8 millions d'euros.

(3) Les normes sur la consolidation mentionnées en 1.1.3.1. et la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » mentionnée en 1.1.3.2., prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 Retraité (1)
Résultat net		88,3	190,5
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels		593,4	656,8
Amortissements et pertes de valeurs financiers		16,1	1,3
Plus ou moins-values de cessions et de dilution		-17,2	-271,4
Quote-part dans le résultat des co-entreprises	8	-97,0	79,0
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	9	-21,9	-4,8
Dividendes reçus	21	-1,6	-1,5
Coût de l'endettement financier net	20 & 23	317,8	316,9
Impôts	22 & 23	80,7	96,0
Autres éléments		30,0	91,3
Capacité d'autofinancement		988,6	1 154,1
Variation du besoin en fonds de roulement	12	-748,8	-499,8
Impôts versés		-123,3	-97,8
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		116,5	556,5
<i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i>	23	-14,6	44,3
Investissements industriels		-525,5	-697,9
Cessions d'actifs industriels		30,4	25,6
Investissements financiers		-3,3	-54,5
Cessions d'actifs financiers		85,7	650,5
Actifs financiers opérationnels			
Nouveaux actifs financiers opérationnels		-75,6	-89,5
Remboursements d'actifs financiers opérationnels		94,6	95,4
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des co-entreprises et des entreprises associées)	21	75,6	73,4
Créances financières non courantes décaissées		-489,6	-116,9
Créances financières non courantes remboursées		11,2	17,2
Variation des créances financières courantes		139,9	-29,7
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-656,6	-126,4
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i>	23	-31,9	615,9
Variation des dettes financières courantes	16	-599,0	-551,3
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	16	81,3	1 112,1
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	16	-1 180,6	-1 183,5
Augmentation de capital		0,4	0,2
Réduction de capital		-	-
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles		-8,5	-80,0
Transactions entre actionnaires : cessions partielles		1,3	1,9
Emission de titres super subordonnés	14 & 16	1 470,2	-
Coupons sur les titres super subordonnés		-16,6	-
Mouvements sur actions propres		-	-
Dividendes versés		-171,6	-403,5
Intérêts financiers versés		-459,5	-454,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-882,6	-1 558,4
<i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</i>	23	-38,5	568,6
Trésorerie d'ouverture		4 745,3	4 634,9
Effets de change et divers		99,9	-35,5
Trésorerie de clôture		3 422,5	3 471,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	3 683,4	3 916,1
Trésorerie passive	13	260,9	445,0
Trésorerie de clôture		3 422,5	3 471,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- (1) Les normes sur la consolidation mentionnées en 1.1.3.1. et la révision de la norme IAS 19 « avantages au personnel » mentionnée en 1.1.3.2. prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. En conséquence, les états financiers présentés au titre des exercices comparatifs ont été retraités.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	Nombres de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres d'autocontrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
Montant au 1 ^{er} janvier 2012 retraité	519 652 960	2 598,2	9 796,2	-442,5	-4 909,2	31,5	-66,7	7 007,5	1 532,8	8 540,3
Augmentation du capital de la société mère	2 433 889	12,2	11,7	-	-	-	-	23,9	-	23,9
Distribution de dividendes de la société mère	-	-	-1 341,6	-	987,8	-	-	-353,8	-	-353,8
Elimination des titres d'autocontrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement fondé sur des actions	-	-	-	-	-1,3	-	-	-1,3	-	-1,3
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-73,6	-73,6
Transactions entre actionnaires	-	-	-	-	-13,6	-	-	-13,6	4,7	-8,9
Total des transactions entre actionnaires	2 433 889	12,2	-1 329,9	-	972,9	-	-	-344,8	-66,7	-413,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-53,1	208,9	-11,6	144,2	4,0	148,2
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	162,2	-	-	162,2	28,3	190,5
Résultat global total de la période	-	-	-	-	109,1	208,9	-11,6	306,4	32,3	338,7
Autres variations	-	-	-	-	1,6	-	-	1,6	-1,9	-0,3
Montant au 30 juin 2012 retraité	522 086 849	2 610,4	8 466,3	-442,5	-3 825,6	240,4	-78,3	6 970,7	1 494,5	8 465,2

(en millions d'euros)	Nombres de titres en circulation	Capital	Prime d'émission	Titres super subordonnés	Titres d'autocontrôle	Réserves de consolidation et résultat	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Total attribuable aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
Montant au 31 décembre 2012 retraité	522 086 849	2 610,4	8 466,3	-	-442,5	-3 690,2	222,3	-60,1	7 106,2	1 391,4	8 497,6
Augmentation du capital de la société mère	26 788 859	134,0	93,3	-	-	-	-	-	227,3	-	227,3
Emission de titres super subordonnés	-	-	-	1 470,2	-	-	-	-	1 470,2	-	1 470,2
Coupon des titres super subordonnés	-	-	-	-16,6	-	-	-	-	-16,6	-	-16,6
Distribution de dividendes de la société mère	-	-	-708,4	-	-	352,9	-	-	-355,5	-	-355,5
Elimination des titres d'autocontrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement fondé sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des tiers dans les augmentations de capital des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-43,4	-43,4
Transactions entre actionnaires	-	-	-	-	-	-4,6	-	-	-4,6	-3,5	-8,1
Total des transactions entre actionnaires	26 788 859	134,0	-615,1	1 453,6	-	348,3	-	-	1 320,8	-46,5	1 274,3
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-35,2	-55,5	16,8	-73,9	-7,6	-81,5
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	3,6	-	-	3,6	84,7	88,3
Résultat global total de la période	-	-	-	-	-	-31,6	-55,5	16,8	-70,3	77,1	6,8
Autres variations	-	-	-	-	-	2,4	-	-	2,4	-17,0	-14,6
Montant au 30 juin 2013	548 875 708	2 744,4	7 851,2	1 453,6	-442,5	-3 371,1	166,8	-43,3	8 359,1	1 405,0	9 764,1

Le montant du dividende distribué par action ressort à 0,70 euro en 2013 et 0,70 euro en 2012. En 2013 et 2012, le dividende a été payé pour partie en actions.

Les montants totaux de dividendes versés s'élèvent respectivement, au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012, à -172 millions d'euros et -404 millions d'euros dans le tableau des flux de trésorerie et intègrent :

(en millions d'euros)

	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité
Distribution de dividendes de la société mère	-356	-354
Part des tiers dans les distributions de dividendes des filiales	-43	-74
Païement du dividende pour partie en action ⁽¹⁾	+227	+24
Montant total des dividendes versés	-172	-404

⁽¹⁾ Les lignes « Augmentation de capital » et « Dividendes versés » au tableau de flux de trésorerie sont présentées nettes du montant des dividendes versés en actions ce versement ne donnant pas lieu à un flux financier.

1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe au 30 juin 2013 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui s'est tenu le 2 août 2013.

1.1 Référentiel

1.1.1 Base de préparation de l'information financière

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002 modifié par le règlement n°297/2008 du 11 mars 2008, les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe Veolia Environnement (« le Groupe ») au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent donc pas toute l'information financière requise par le référentiel IFRS pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers annuels du Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles que publiées par l'IASB et l'IFRIC au 30 juin 2013 et telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces normes et interprétations sont disponibles sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés au titre de l'exercice 2012, sous réserve des éléments présentés ci-dessous et des spécificités requises par la norme IAS 34.

1.1.2 Nouvelles normes et interprétations

Les méthodes et règles comptables sont décrites de façon détaillée dans la note 1 des Etats financiers consolidés au 31 décembre 2012. Les modifications apportées aux méthodes et règles comptables par l'entrée en vigueur des nouvelles normes sur la consolidation et des amendements à la norme IAS 19 sont présentées en 1.3, 1.4 et 1.5.

Textes d'application obligatoire pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013

- Amendements à la norme IAS 19 visant principalement à éliminer la possibilité de différer la comptabilisation de tout ou partie des écarts actuariels (méthode du corridor)
- IFRS 10, « Etats financiers consolidés »
- IFRS 11, « Partenariats »
- IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »
- IAS 28, « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »
- Amendements aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 précisant les modalités transitoires
- IFRS 13, « Evaluation de la juste valeur »
- Amendements résultant du processus d'améliorations annuelles des normes IFRS 2009-2011
- Amendements à la norme IFRS 7, « Instruments financiers » : compensation des actifs et passifs financiers.

La première application d'un certain nombre de ces textes entraîne des impacts sur les comptes consolidés du Groupe, explicités en 1.1.3.

Textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2013

- Amendements à la norme IAS 32 visant à préciser les principes relatifs à la compensation des actifs et passifs financiers ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » et amendement à la norme IFRS 9 – Instruments financiers visant à reporter la date d'application obligatoire de la norme aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- Amendements à la norme IFRS 7, relatifs aux informations à fournir dans le cadre de la transition vers la norme IFRS 9 ;
- Interprétation IFRIC 21 - Droits ou taxes, relative à la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible ;
- Amendement à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, relatif aux informations à fournir sur les valeurs recouvrables des actifs non financiers.

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, ces normes, amendements et interprétations de normes sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 ou ultérieurement. Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels effets induits par la première application de ces textes.

1.1.3 Changements comptables

1.1.3.1 Première application des nouvelles normes sur la consolidation

Les normes sur la consolidation citées ci-dessus (IFRS 10, IFRS 11, IFRS12) ont été publiées en mai 2011 et prévoient une application rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Ces normes ont été adoptées par l'Union européenne le 29 décembre 2012, avec une application rétrospective obligatoire au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2014, une application anticipée de ces normes étant toutefois autorisée.

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et conformément aux normes IFRS telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

En conséquence, le Groupe applique, par anticipation, ces nouvelles normes à compter du 1^{er} janvier 2013.

Impact de la première application de la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés »

La norme IFRS 10 remplace les dispositions relatives aux états financiers consolidés qui figuraient dans la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation – entités ad hoc ».

La norme IFRS 10 introduit un nouveau modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ». Auparavant, le contrôle était défini dans la norme IAS 27 comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

La première application de cette nouvelle norme a conduit le Groupe à mener des travaux d'analyse de ses participations afin de déterminer le contrôle exercé sur celles-ci au regard de la nouvelle définition du contrôle, et ce sur l'ensemble des périodes présentées. L'appréciation des trois critères caractéristiques du contrôle selon IFRS 10 a conduit le Groupe à développer un cadre d'analyse couvrant les cas spécifiques de situations faisant intervenir plusieurs partenaires dans un environnement contractuel dense.

Les travaux menés n'ont pas conduit à identifier d'impact significatif résultant de la première application de cette norme (voir 1.1.3.4).

Impact de la première application de la norme IFRS 11 « Partenariats »

La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises » et l'interprétation SIC 13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des co-entrepreneurs ». Cette nouvelle norme définit la manière dont doit être traité un partenariat au travers duquel au moins deux parties exercent un contrôle conjoint.

En application de cette nouvelle norme, seuls deux types de partenariat existent : les co-entreprises et les activités conjointes, la classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs de l'entité.

Pour rappel, la norme IAS 31 définissait trois types de partenariat, en s'appuyant principalement sur la forme juridique du partenariat. En application de la norme IAS 31, le Groupe comptabilisait ses partenariats, réalisés en co-entreprises, en utilisant la méthode de l'intégration proportionnelle.

En application de la norme IFRS 11, les partenariats qualifiés de co-entreprises doivent être comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (la méthode de l'intégration proportionnelle n'est plus autorisée). Chacun des co-participants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Les modifications introduites sur les formes de partenariats et les modes de consolidation qui en résultent ont conduit le Groupe à mener des travaux de revue de ses partenariats, sur l'ensemble des périodes présentées.

Les principaux partenariats, sous contrôle conjoint, existant au sein du Groupe, constituent des co-entreprises au sens de la norme IFRS 11 et doivent donc être comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence en application d'IFRS 11.

Les impacts liés à la première application de la norme IFRS 11 sur les partenariats sont présentés en 1.1.3.4.

Impact de la première application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

La norme IFRS 12 est une norme qui précise les informations à fournir au titre des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et/ou des entités structurées non consolidées. Cette norme s'appliquera pour la première fois au Groupe lors de l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice 2013 et entraînera un enrichissement des notes aux états financiers. Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2013, un certain nombre d'informations prévues par la norme IFRS 12 et principalement relatives aux co-entreprises sont communiquées dans les notes annexes afin de permettre une correcte lecture des états financiers.

Impact de la première application de la norme IAS 28 révisée

La première application de cette norme révisée n'a pas entraîné d'impact pour le Groupe. Les modifications apportées à cette norme sont principalement des modifications induites par les nouvelles normes sur la consolidation évoquées ci-dessus.

1.1.3.2 Première application de la norme révisée sur les avantages du personnel

L'IASB a publié en juin 2011 la révision de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », IAS 19R, qui a été approuvée par le Parlement Européen le 5 juin 2012 et est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. L'application de la norme révisée est rétrospective.

Les principales modifications apportées par la norme révisée portent sur :

- La reconnaissance immédiate des écarts actuariels en autres éléments du résultat global, ce qui supprime l'option « corridor » qu'offrait la norme dans sa version précédente. Le Groupe ayant opté historiquement pour l'option « SORIE », consistant à comptabiliser immédiatement les écarts actuariels générés en autres éléments du résultat global, aucun impact au titre de cette modification n'est constaté.
- La reconnaissance immédiate en résultat de l'intégralité du coût des services passés; est ainsi supprimée la reconnaissance du coût des services passés au titre des avantages postérieurs à l'emploi non acquis, en amortissant ces coûts sur la durée résiduelle d'acquisition des droits. Par conséquent, l'ensemble des modifications de régimes ou introductions de nouveaux régimes est comptabilisé immédiatement et intégralement en résultat de la période.
- Une nouvelle notion est introduite, celle d'intérêts nets sur le passif (actif) net au titre des prestations définies qui est le résultat de l'application au passif (actif) net relatif aux prestations définies, du taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la dette actuarielle. En pratique, le rendement attendu des actifs de couverture de l'ancienne norme est remplacé par le taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation de la dette actuarielle.

1.1.3.3 Première application de la nouvelle norme sur l'évaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 est une norme transverse à l'ensemble des normes IFRS ayant recours à la notion de juste valeur en termes d'évaluation et d'informations à fournir.

L'objectif de cette norme est de définir la notion de juste valeur, de présenter un cadre pour les évaluations à la juste valeur et enfin de préciser les informations à fournir sur les modalités d'évaluation à la juste valeur.

Cette norme ne modifie pas le champ d'application de la juste valeur au sein des normes IFRS, mais apporte un certain nombre de précisions tant sur l'évaluation que sur les informations à fournir.

La première application de cette norme, d'application prospective, n'entraîne pas d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires résumés du Groupe au 30 juin 2013.

1.1.3.4 Impacts liés à la première application de ces nouvelles normes sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés

Les différentes lignes du compte de résultat consolidé du Groupe présentées dans les tableaux ci-dessous correspondent au compte de résultat consolidé tel que désormais présenté, consécutivement à l'entrée en vigueur des nouvelles normes sur la consolidation et à la recommandation n°2013-01 émise par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) le 4 avril 2013 relative à la présentation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence dans le compte de résultat consolidé établi selon les normes comptables internationales. En application de cette recommandation et en prenant en compte la nature des activités exercées par les entités mises en équivalence du Groupe, les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence du Groupe sont intégrées dans la ligne « Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence ».

Ont également été intégrés dans ces tableaux, les impacts des reclassements des résultats des activités cédées ou en cours de cession (activités d'énergie éolienne américaine et européenne, de l'Eau Maroc, et des Eaux de Berlin), en « Résultat net des activités non poursuivies », conformément à la norme IFRS 5 (voir note 23). Bien qu'il ne s'agisse pas de l'impact d'une nouvelle norme, la colonne « IFRS5 » a été maintenue pour faciliter le rapprochement entre les résultats de juin 2012 publiés et les résultats de juin 2012 retraités.

Les principales entités concernées par l'application de ces nouvelles normes et en particulier IFRS 11, sont notamment :

- Dalkia International, co-entreprise de la Division Services à l'Energie, détenue à 75% par Dalkia et à 25% par EDF avec un taux d'intérêt ultime de 50% désormais mise en équivalence ;
- Proactiva Group, co-entreprise de la Division « Autres » détenue à 50% avec FCC ;
- Les concessions chinoises, ensemble constitué d'une vingtaine co-entreprises au sein de la Division Eau, dont les taux de détention ultime varient entre 21% et 50%, selon les concessions considérées et dont les plus significatives en termes de « Produit des Activités Ordinaires » sont Shenzhen et Shanghai ;
- Transdev Group hors SNCM, co-entreprise entre la Caisse des dépôts et consignations et Veolia Environnement, qui, a été maintenue en activités non poursuivies, dans la perspective du désengagement du Groupe.

(en millions d'euros)	Résultats juin 2012 publié	IFRS 5	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	Résultats juin 2012 retraité
Produit des activités ordinaires	14 780,7	-3,6	-279,2	-3 049,6	-3 328,8	0,0	11 448,3
Résultat opérationnel	523,1	47,2	-29,2	-173,5	-202,7	5,4	373,0
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence	523,1	38,4	-15,6	-216,6	-232,2	5,4	334,7
Résultat net des activités poursuivies	-13,7	31,3	-6,1	-37,7	-43,8	5,4	-20,8
Résultat net des activités non poursuivies	245,7	-31,3	0,0	-3,1	-3,1	0,0	211,3
Résultat net	232,0	0,0	-6,1	-40,8	-46,9	5,4	190,5
Part des propriétaires de la société mère	153,1	0,0	3,0	0,7	3,7	5,4	162,2
Part des participations ne donnant pas le contrôle	78,9	0,0	-9,1	-41,5	-50,6	0,0	28,3
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère							
- dilué	0,30		0,01	0,00	0,01	0,01	0,32
- non dilué	0,30		0,01	0,00	0,01	0,01	0,32

(en millions d'euros)	Juin 2012 publié	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	Juin 2012 retraité
Résultat net	232,0	-6,1	-40,8	-46,9	5,4	190,5
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-56,7	0	1,3	1,3	0	-55,4
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	219,5	-0,7	-15,2	-15,9	0	203,6
Résultat global total de la période	394,8	-6,8	-54,7	-61,5	5,4	338,7

(en millions d'euros)	Résultats exercice 2012 publié	IFRS 5	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidatio n	Première application de la norme IAS 19 R	Résultats exercice 2012 retraité
Produit des activités ordinaires	29 438,5		-552,5	-5 647,1	-6 199,6	0,0	23 238,9
Résultat opérationnel	1 095,0		-65,9	-329,4	-395,3	11,6	711,3
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entités mises en équivalence	1 095,0	-22,4	-35,8	-368,2	-404,0	10,8	679,4
Résultat net des activités poursuivies	143,7	-36,1	-15,5	-65,6	-81,1	6,6	33,1
Résultat net des activités non poursuivies	386,1	36,1	0,0	-11,3	-11,3	-4,4	406,5
Résultat net	529,8		-15,5	-76,9	-92,4	2,2	439,6
Part des propriétaires de la société mère	393,8		7,0	1,2	8,2	2,0	404,0
Part des participations ne donnant pas le contrôle	136,0		-22,5	-78,1	-100,6	0,2	35,6
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de la société mère							
- dilué	0,78		0,01	0,00	0,01	0,00	0,79
- non dilué	0,78		0,01	0,00	0,01	0,00	0,79

(en millions d'euros)	Exercice 2012 publié	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	Exercice 2012 retraité
Résultat net	529,8	-15,5	-76,9	-92,4	2,2	439,6
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-111,2	0	4,4	4,4	5,9	-100,9
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	214,6	-1,3	-23,5	-24,8	0	189,8
Résultat global total de la période	633,2	-16,8	-96	-112,8	8,1	528,5

Impact de la première application de ces nouvelles normes sur l'état de la situation financière consolidée du Groupe au titre des périodes présentées

(en millions d'euros)	1er janvier 2012 publié	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	1er janvier 2012 retraité
Goodwill	5 795,9	-172,9	-826,8	-999,7	0,0	4 796,2
Actifs incorporels du domaine concédé	4 629,1	-8,6	-2 401,2	-2 409,8	0,0	2 219,3
Autres actifs incorporels	1 280,8	-28,0	-237,9	-265,9	0,0	1 014,9
Actifs corporels	8 488,3	-198,4	-1 792,5	-1 990,9	0,0	6 497,4
Participations dans les coentreprises	0,0	237,6	2 706,1	2 943,7	-4,1	2 939,6
Participations dans les entreprises associées	325,2	0,2	35,4	35,6	0,0	360,8
Titres de participation non consolidés	106,3	-32,4	-8,5	-40,9	0,0	65,4
Actifs financiers opérationnels non courants	5 088,3	-16,4	-2 980,4	-2 996,8	0,0	2 091,5
Instruments dérivés non courants Actif	742,8	0,0	2,2	2,2	0,0	745,0
Autres actifs financiers non courants	736,5	-28,1	2 156,2	2 128,1	0,0	2 864,6
Impôts différés actifs	1 263,9	-11,0	-198,6	-209,6	10,7	1 065,0
Actifs non courants	28 457,1	-258,0	-3 546,0	-3 804,0	6,6	24 659,7
Stocks et travaux en cours	1 020,8	-21,5	-334,8	-356,3	0,0	664,5
Créances d'exploitation	11 427,6	-119,9	-2 471,2	-2 591,1	0,0	8 836,5
Actifs financiers opérationnels courants	357,0	-5,0	-186,8	-191,8	0,0	165,2
Autres actifs financiers courants	114,6	0,1	864,2	864,3	0,0	978,9
Instruments dérivés courants - Actif	48,1	0,0	1,5	1,5	0,0	49,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 723,9	-85,8	-612,7	-698,5	0,0	5 025,4
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	3 256,5	0,0	-2 569,0	-2 569,0	0,0	687,5
Actifs courants	21 948,5	-232,1	-5 308,8	-5 540,9	0,0	16 407,6
Total ACTIF	50 405,6	-490,1	-8 854,8	-9 344,9	6,6	41 067,3
Capitaux propres part du Groupe	7 069,7	33,0	-31,2	1,8	-64,0	7 007,5
Capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle	2 765,4	-104,2	-1 121,5	-1 225,7	-6,9	1 532,8
Total CAPITAUX PROPRES	9 835,1	-71,2	-1 152,7	-1 223,9	-70,9	8 540,3
Provisions non courantes	2 077,1	-75,4	-285,4	-360,8	77,5	1 793,8
Dettes financières non courantes	16 706,7	-15,9	-2 477,5	-2 493,4	0,0	14 213,3
Instruments dérivés non courants - Passif	215,4	0,0	-58,6	-58,6	0,0	156,8
Impôts différés passifs	1 891,1	-13,9	-412,1	-426,0	0,0	1 465,1
Passifs non courants	20 890,3	-105,2	-3 233,6	-3 338,8	77,5	17 629,0
Dettes d'exploitation	12 598,6	-111,2	-2 589,6	-2 700,8	0,0	9 897,8
Provisions courantes	604,8	-3,0	-68,2	-71,2	0,0	533,6
Dettes financières courantes	3 942,3	-200,1	11,0	-189,1	0,0	3 753,2
Instruments dérivés courants - Passif	81,5	0,0	3,5	3,5	0,0	85,0
Trésorerie passive	440,2	0,6	-50,3	-49,7	0,0	390,5
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	2 012,8	0,0	-1 774,9	-1 774,9	0,0	237,9
Passifs courants	19 680,2	-313,7	-4 468,5	-4 782,2	0,0	14 898,0
Total PASSIF	50 405,6	-490,1	-8 854,8	-9 344,9	6,6	41 067,3

Les impacts, au 1^{er} janvier 2012, de l'application des nouvelles normes sur les capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle sont principalement relatifs au passage des sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle à la mise en équivalence, en particulier :

- Eaux de Berlin pour -682,2 millions d'euros ;
- Dalkia International pour -278,6 millions d'euros ;
- Transdev Group pour -93,6 millions d'euros.

Les impacts, au 1^{er} janvier 2012, de l'application des nouvelles normes sur les postes « actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente » sont principalement relatifs au passage de Transdev Group, consolidé précédemment selon la méthode de l'intégration proportionnelle à la mise en équivalence.

(en millions d'euros)	31 décembre 2012 publié	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	31 décembre 2012 retraité
Goodwill	4 795,0	-189,6	-693,5	-883,1	0,0	3 911,9
Actifs incorporels du domaine concédé	4 518,6	-8,2	-2 137,3	-2 145,5	0,0	2 373,1
Autres actifs incorporels	1 142,9	-6,6	-210,0	-216,6	0,0	926,3
Actifs corporels	6 837,9	-200,1	-1 931,5	-2 131,6	0,0	4 706,3
Participations dans les coentreprises	0,0	246,0	2 476,7	2 722,7	-1,5	2 721,2
Participations dans les entreprises associées	441,5	-0,3	36,5	36,2	0,0	477,7
Titres de participation non consolidés	77,4	-38,2	7,8	-30,4	0,0	47,0
Actifs financiers opérationnels non courants	2 650,7	-17,4	-417,4	-434,8	0,0	2 215,9
Instruments dérivés non courants Actif	277,6	0,0	2,4	2,4	0,0	280,0
Autres actifs financiers non courants	589,0	-32,2	1 884,5	1 852,3	0,0	2 441,3
Impôts différés actifs	1 243,1	-13,0	-220,0	-233,0	8,6	1 018,7
Actifs non courants	22 573,7	-259,6	-1 201,8	-1 461,4	7,1	21 119,4
Stocks et travaux en cours	1 018,4	-22,2	-381,3	-403,5	0,0	614,9
Créances d'exploitation	10 305,9	-125,0	-1 607,0	-1 732,0	-0,1	8 573,8
Actifs financiers opérationnels courants	202,0	-4,6	-30,4	-35,0	0,0	167,0
Autres actifs financiers courants	944,8	-25,5	569,3	543,8	0,0	1 488,6
Instruments dérivés courants - Actif	45,2	0,0	0,2	0,2	0,0	45,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 547,8	-54,6	-495,2	-549,8	0,0	4 998,0
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	3 974,3	0,0	-2 500,9	-2 500,9	-3,8	1 469,6
Actifs courants	22 038,4	-231,9	-4 445,3	-4 677,2	-3,9	17 357,3
Total ACTIF	44 612,1	-491,5	-5 647,1	-6 138,6	3,2	38 476,7
Capitaux propres part du Groupe	7 152,1	41,9	-31,9	10,0	-55,9	7 106,2
Capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle	1 973,6	-128,5	-447,4	-575,9	-6,3	1 391,4
Total CAPITAUX PROPRES	9 125,7	-86,6	-479,3	-565,9	-62,2	8 497,6
Provisions non courantes	2 092,7	-81,3	-284,0	-365,3	65,5	1 792,9
Dettes financières non courantes	13 083,7	-5,2	-947,2	-952,4	0,0	12 131,3
Instruments dérivés non courants - Passif	235,1	0,0	-48,4	-48,4	0,1	186,8
Impôts différés passifs	1 392,5	-13,1	-368,9	-382,0	-0,2	1 010,3
Passifs non courants	16 804,0	-99,6	-1 648,5	-1 748,1	65,4	15 121,3
Dettes d'exploitation	11 598,7	-129,4	-1 906,5	-2 035,9	0,0	9 562,8
Provisions courantes	543,0	-3,9	-72,4	-76,3	0,0	466,7
Dettes financières courantes	3 629,2	-168,9	145,8	-23,1	0,0	3 606,1
Instruments dérivés courants - Passif	71,8	0,0	1,8	1,8	0,0	73,6
Trésorerie passive	288,7	-3,1	-32,9	-36,0	0,0	252,7
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	2 551,0	0,0	-1 655,1	-1 655,1	0,0	895,9
Passifs courants	18 682,4	-305,3	-3 519,3	-3 824,6	0,0	14 857,8
Total PASSIF	44 612,1	-491,5	-5 647,1	-6 138,6	3,2	38 476,7

Impacts de la première application des nouvelles normes sur les états consolidés des flux de trésorerie du Groupe au titre des périodes présentées

(en millions d'euros)	TFT juin 2012 publié	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	TFT juin 2012 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	820,0	-55,4	-208,1	-263,5		556,5
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-396,3	51,5	218,4	269,9	0,0	-126,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 606,8	31,2	17,2	48,4	0,0	-1 558,4
Effets de change et autres	-42,6	17,7	-10,6	7,1	0,0	-35,5
Trésorerie d'ouverture	5 283,7	-86,4	-562,4	-648,8	0,0	4 634,9
Trésorerie de clôture	4 058,0	-41,4	-545,5	-586,9	0,0	3 471,1

(en millions d'euros)	TFT exercice 2012 publié	Première application de la norme IFRS 10	Première application de la norme IFRS 11	Première application des normes sur la consolidation	Première application de la norme IAS 19 R	TFT exercice 2012 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	2 851,5	-111,6	-761,6	-873,2	0,0	1 978,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	427,9	58,1	552,4	610,5	0,0	1 038,4
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-3 114,8	59,9	268,3	328,2	0,0	-2 786,6
Effets de change et autres	-189,2	28,5	41,0	69,5	0,0	-119,7
Trésorerie d'ouverture	5 283,7	-86,4	-562,4	-648,8	0,0	4 634,9
Trésorerie de clôture	5 259,1	-51,5	-462,3	-513,8	0,0	4 745,3

1.1.4 Saisonnalité de l'activité du Groupe

Les activités du Groupe sont, par nature, soumises à la fois à la saisonnalité des activités et aux conditions climatiques. Ainsi, les activités de Services à l'Energie se réalisent essentiellement au cours des premier et quatrième trimestres, correspondant aux périodes de chauffe en Europe. Dans les métiers de l'Eau, la consommation d'eau à usage domestique et l'assainissement induit sont plus importants entre mai et septembre dans l'hémisphère Nord, où le Groupe réalise la majeure partie de son activité.

Par conséquent, les résultats intermédiaires du Groupe au 30 juin 2013, ainsi que le niveau de certains indicateurs tel que le BFR, reflètent l'impact de cette combinaison de facteurs et ne sont pas indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2013.

1.2 Base de présentation des comptes au 30 juin 2013

Les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Veolia Environnement SA et des entités qu'elle contrôle (ses filiales). Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Le Groupe apprécie le contrôle exercé sur une entité chaque fois que des faits et circonstances indiquent qu'un élément d'appréciation du contrôle est modifié.

1.3 Méthodes de consolidation

1.3.1 Entités contrôlées

Veolia Environnement consolide par intégration globale les entités dont elle détient le contrôle.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le Groupe (i) détient le pouvoir sur une entité, (ii) est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et (iii) a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration d'une filiale dans les comptes consolidés du Groupe intervient à la date à laquelle le Groupe prend le contrôle et cesse le jour où le Groupe perd le contrôle de cette entité.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au Groupe.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global sont répartis entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Modification de pourcentages d'intérêt au sein de filiales consolidées

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de mode de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres, s'agissant de transactions effectuées avec des actionnaires agissant en cette qualité.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le compte de résultat consolidé du Groupe.

Ces transactions sont par ailleurs présentées dans le tableau de flux de trésorerie en activités de financement.

1.3.2 Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises

Définition

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financière et opérationnelle de l'entité, sans toutefois contrôler ou contrôler conjointement ces politiques.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des co-entreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence, sauf lorsque la participation est classée comme détenue en vue de la vente. Elle est alors comptabilisée selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

La méthode de la mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée ou dans une co-entreprise soit initialement comptabilisée au coût, puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée ou de la co-entreprise.

Une participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une co-entreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une co-entreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en goodwill. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Tests de dépréciation

Les dispositions de la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation s'appliquent pour déterminer s'il est nécessaire d'effectuer un test de perte de valeur au titre de sa participation dans une entreprise associée ou une co-entreprise. Si nécessaire, la valeur comptable totale de la participation (y compris goodwill) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs.

Perte de l'influence notable ou du contrôle conjoint

Dès lors que la participation ne constitue plus une entreprise associée ou une co-entreprise, la méthode de la mise en équivalence n'est plus appliquée. Si le Groupe conserve un intérêt résiduel dans l'entité et que cet intérêt constitue un actif financier, cet actif financier est évalué à la juste valeur à la date où la participation cesse d'être une entreprise associée ou une co-entreprise.

Dans les cas où une participation dans une entreprise associée devient une participation dans une co-entreprise et inversement, la méthode de la mise en équivalence continue d'être appliquée et ces changements d'intérêts ne donnent pas lieu à une réévaluation à la juste valeur.

1.3.3 Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans les cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Le Groupe, en tant que coparticipant à une activité conjointe comptabilise les éléments suivants concernant ses intérêts dans l'activité conjointe :

- ses actifs, y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement le cas échéant ;
- ses passifs, y compris sa quote-part des passifs assumés conjointement le cas échéant ;
- les produits qu'il a tirés de la vente de sa quote-part de la production générée par l'activité conjointe;
- sa quote-part des produits tirés de la vente de la production générée par l'activité conjointe ;
- les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement le cas échéant.

Le Groupe en tant que coparticipant comptabilise les actifs, les passifs, les produits et les charges relatifs à ses intérêts dans une activité conjointe en conformité avec les normes IFRS applicables à ces actifs, passifs, produits et charges.

Transactions avec des activités conjointes

Lorsque le Groupe conclut une transaction telle qu'une vente ou un apport d'actifs avec une activité conjointe dans laquelle il est coparticipant, les profits et pertes liés à cette transaction sont comptabilisés dans les états financiers consolidés du Groupe seulement à concurrence des intérêts des autres parties dans l'activité conjointe.

Lorsque le Groupe conclut une transaction telle qu'un achat d'actifs avec une activité conjointe à laquelle il est coparticipant, la quote-part des gains ou pertes liés à cette transaction n'est reconnue que lors de la revente de ces actifs à des tiers.

1.4 Opérations sur le périmètre

1.4.1 Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition telle que définie dans la norme IFRS 3.

En application de cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entreprise acquise doivent être comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill résultant du regroupement d'entreprise est évalué comme étant l'excédent du montant total de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle et le cas échéant de la juste valeur de la participation antérieurement détenue par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Ce goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise et est inscrit à l'actif de l'état de la situation financière.

Le Groupe a la possibilité d'opter, transaction par transaction, à la date d'acquisition, pour une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur (« goodwill complet ») soit à la quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

En application des normes IFRS, les goodwills ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, et dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée à l'actif de l'état de la situation financière.

Lorsque le regroupement d'entreprises s'effectue à des conditions avantageuses, un goodwill négatif est identifié. Le profit correspondant est comptabilisé en résultat à la date d'acquisition.

Les frais connexes à une opération d'acquisition sont comptabilisés en résultat des périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, le Groupe dispose d'une période d'évaluation pour finaliser la comptabilisation des regroupements d'entreprises, cette période s'achevant dès les dernières informations nécessaires obtenues et au plus tard un an après la date d'acquisition.

En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS pour la constitution des co-entreprises, le Groupe applique la méthode de l'acquisition telle que définie par la norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises pour la comptabilisation des acquisitions de co-entreprises.

1.4.2 Actifs/passifs classés comme détenus en vue de la vente, activités non poursuivies

La norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » spécifie le traitement comptable applicable aux actifs détenus en vue de la vente, la présentation et les informations à fournir sur les activités abandonnées.

En particulier, elle impose que les actifs détenus en vue de la vente soient présentés séparément dans l'état de la situation financière consolidée pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, dès lors que les critères prévus par la norme sont satisfaits.

Lorsque le Groupe est engagé dans un processus de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale, tous les actifs et passifs de cette filiale sont classés comme étant détenus en vue de la vente dès lors que les critères de la norme sont satisfaits, indépendamment du fait que le Groupe conserve ou non un intérêt résiduel dans l'entité cédée après la vente.

Lorsque le Groupe est engagé dans un processus de vente impliquant une participation ou une partie d'une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise, la participation ou partie de participation destinée à être cédée est classée comme détenue en vue de la vente à la date à laquelle les critères prévus par la norme sont satisfaits, et la méthode de la mise en équivalence cesse de s'appliquer à la participation ou partie de participation classée comme détenue en vue de la vente. Toute partie conservée d'une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise qui n'a pas été classée comme détenue en vue de la vente doit être comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence jusqu'à la date de sortie de la partie classée comme détenue en vue de la vente. Après la réalisation de la cession, le Groupe comptabilise les intérêts conservés dans une entreprise associée ou une coentreprise conformément à la norme IAS39, sauf si les intérêts conservés continuent de constituer une participation dans une entreprise associée ou une co-entreprise, auquel cas la méthode de la mise en équivalence est appliquée.

En outre, elle impose que les résultats des activités abandonnées (non poursuivies) soient présentés séparément au compte de résultat consolidé, de façon rétrospective sur l'ensemble des périodes présentées.

Une activité abandonnée (non poursuivie) est une composante d'une entité dont l'entité s'est séparée ou bien qui est classée comme détenue en vue de la vente et :

- Qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ;
- Ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la vente.

1.5 Régimes de retraite et autres engagements sociaux postérieurs à l'emploi

Veolia Environnement et ses filiales ont mis en place plusieurs régimes de retraite :

Les plans à cotisations définies : il s'agit de plans pour lesquels le Groupe (ou une entité du groupe) paye une contribution déterminée à une entité séparée, ce qui l'exonère de tout paiement éventuel complémentaire.

Ces obligations sont reconnues en charges quand elles sont dues.

Les plans à prestations définies : il s'agit de plans qui ne répondent pas à la définition d'un plan à cotisations définies. Les obligations nettes de chaque entité du Groupe sont calculées pour chaque plan sur la base d'une estimation du montant que les salariés percevront en échange des services rendus sur la période en cours et sur les périodes passées. Le montant de l'obligation est actualisé et la juste valeur des actifs de retraite est déduite.

Lorsque le calcul implique un bénéfice pour le régime, l'actif comptabilisé est plafonné à la somme de la valeur actuelle des bénéfices, disponibles sous la forme de remboursements futurs ou de réductions de contributions au plan. Dans ce cas, le surplus du régime est comptabilisé dans les actifs financiers non courants.

Certains engagements du Groupe ou d'entités du Groupe peuvent bénéficier de droits à remboursement, correspondant à l'engagement d'une autre partie de rembourser en partie ou en totalité les dépenses liées à ces engagements. Ces droits à remboursement sont comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

Dans le cadre du financement des plans à prestations définies, le Groupe peut être amené à effectuer des paiements volontaires à des fonds de pension. Le cas échéant, ces paiements volontaires sont présentés au sein des flux nets de trésorerie générés par l'activité de l'état consolidé des flux de trésorerie, de la même manière que pour les autres contributions employeurs versées.

Les engagements sociaux du Groupe sont déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte des probabilités du maintien des personnels dans les sociétés jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et de l'actualisation financière. Les taux d'actualisation retenus sont propres à chaque zone monétaire. Ils sont déterminés sur la base des taux de rendement des obligations émises par des entreprises de bonne qualité (notées AA) ou des obligations d'Etat lorsque le marché n'est pas liquide, de maturité équivalente à la moyenne des durations des régimes évalués sur les zones concernées. Ce traitement se traduit par l'enregistrement d'actifs ou de provisions de retraite dans l'état de la situation financière consolidée et par la reconnaissance des charges nettes s'y rapportant.

En application de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel », les écarts actuariels générés sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

1.6 Conversion des états financiers des sociétés à l'étranger

Les cours de change des monnaies des pays non-membres de la zone euro utilisées pour établir les états financiers consolidés sont principalement les suivants :

Cours de change de clôture (une devise étrangère = xx euro)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2012
Dollar américain	0,7645	0,7943	0,7579
Livre sterling	1,1666	1,2395	1,2253
Yuan RenMinbi chinois	0,1246	0,1250	0,1216
Dollar australien	0,7057	0,8104	0,7867

Cours de change moyen (une devise étrangère = xx euro)	cours moyen 1^{er} semestre 2013	cours moyen 1^{er} semestre 2012	cours moyen année 2012
Dollar américain	0,7613	0,7711	0,7778
Livre sterling	1,1750	1,2158	1,2329
Yuan RenMinbi chinois	0,1230	0,1221	0,1233
Dollar australien	0,7715	0,7962	0,8056

1.7 Information par secteur opérationnel

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe qui exercent des activités et dont les résultats opérationnels sont revus par le Président-directeur général du Groupe (principal décisionnaire opérationnel) afin de mesurer les performances de chacun de ces secteurs et de permettre les prises de décision en matière d'allocation des ressources.

Les informations présentées au principal décisionnaire opérationnel sont extraites du reporting interne du Groupe.

La première application à compter de l'exercice 2013 des nouvelles normes sur la consolidation a conduit le Groupe à comptabiliser ses co-entreprises selon la méthode de la mise en équivalence, jusqu'alors comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Cependant, les co-entreprises que sont Dalkia International et les Concessions chinoises font partie intégrante des objectifs stratégiques de développement du Groupe. Les performances opérationnelles de ces co-entreprises sont également revues par le Président-directeur général du Groupe, sur la base de données présentées en quote-part, afin de mesurer leurs performances et d'arbitrer les allocations de ressources. En ce sens, ces deux co-entreprises constituent des secteurs opérationnels dont les principaux agrégats sont fournis dans le cadre de l'information requise par la norme IFRS 8.

Par conséquent, les secteurs opérationnels présentés par le Groupe sont les suivants :

- **L'Eau**, qui rassemble principalement les activités d'eau potable et d'eaux usées telles que la distribution d'eau, l'assainissement, les processus industriels, la fabrication d'installations et de systèmes de traitement de l'eau ;
- **La Propreté**, avec pour principales activités la collecte, le traitement et l'élimination des déchets ménagers, commerciaux et industriels ;
- **Les Services à l'Energie**, qui comprennent la production et la distribution de chaleur, l'optimisation énergétique, ainsi que les services assimilés et la production d'électricité ;
- **Les Autres secteurs**, qui regroupent les activités de la SNCM, de Proactiva MedioAmbiente (joint-venture avec FCC), et les différentes holdings du Groupe ;
- **Dalkia International**, dans les métiers de Services à l'Energie et les **Concessions chinoises** dans l'Eau.

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les Etats financiers consolidés.

L'annonce, le 8 juillet dernier, d'une réorganisation de la structure du Groupe (voir note 31), ne modifie, pour l'année en cours, ni les modalités de suivi de la performance ni l'allocation des ressources, qui résultent des décisions prises en début d'exercice et n'a donc pas d'impact sur la présentation de l'information sectorielle en 2013, et en particulier dans les comptes consolidés au 30 juin 2013.

2. RECOURS A DES APPRECIATIONS DU MANAGEMENT DANS L'APPLICATION DES NORMES COMPTABLES GROUPE

Veolia Environnement peut être amené à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges ainsi que les informations relatives aux éléments d'actif et de passif latents. Les résultats réels futurs sont susceptibles de diverger sensiblement par rapport à ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes antérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement économique et financier incertain (volatilité des marchés financiers, mesures d'austérité des gouvernements, etc.) qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. Dans ce contexte, les comptes consolidés intermédiaires ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-après.

Veolia Environnement doit faire appel à des hypothèses et jugements pour évaluer le niveau de contrôle de certaines participations notamment pour la définition des activités pertinentes et l'identification des droits substantiels. Ces jugements sont revus si les faits et circonstances évoluent.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés du Groupe, et plus particulièrement du compte de résultat consolidé, le Groupe est amené à apprécier les activités de ses entités mises en équivalence, afin de déterminer si ces dernières s'inscrivent ou non dans le prolongement de la nature des activités du Groupe que sont l'Eau, les services à l'Energie et la Propreté. Les appréciations réalisées influent sur la présentation des quotes-parts de résultat net de ses entités au compte de résultat consolidé et sont revues dans le cadre de chaque arrêté.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », le Groupe est amené à exercer son jugement pour déterminer si les critères permettant d'identifier un actif ou un groupe d'actifs comme détenu en vue de la vente sont satisfaits. De même, les activités abandonnées sont identifiées au regard des critères également définis par la norme IFRS 5. Ces appréciations sont revues dans le cadre de chaque arrêté au vu de l'évolution des faits et circonstances.

Les tests de dépréciation sont réalisés sur les unités génératrices de trésorerie identifiées comme à risque au 31 décembre 2012 ou sur celles présentant un indice de perte de valeur sur la période. La direction du Groupe a procédé aux tests sur la base des meilleures anticipations des flux de trésorerie futurs actualisés de l'activité des unités concernées. La note 19 présente les pertes de valeur comptabilisées dans les comptes au 30 juin 2013.

La note 22 est relative à la charge fiscale du Groupe. Cette charge d'impôt de la période est calculée en appliquant le taux effectif annuel d'impôt estimé au résultat avant impôt de la période, ajusté des éventuels éléments ponctuels.

L'ensemble de ces estimations repose sur un processus organisé de collecte d'informations prévisionnelles sur les flux futurs avec validation par les responsables opérationnels, ainsi que sur des anticipations de données de marchés fondées sur des indicateurs externes et utilisées selon des méthodologies constantes et formalisées.

Lors de la clôture de juin 2013, les taux ont fait l'objet d'un examen au vu des conditions actuelles et les modalités suivantes ont été retenues :

- Application d'IAS 36 « Dépréciation d'actifs »: conformément aux pratiques du Groupe, les taux d'actualisation utilisés correspondent au Coût Moyen Pondéré du Capital calculé annuellement en fin de premier semestre. Une prime de risque spécifique est intégrée dans le calcul du coût moyen pondéré du capital des entités situées dans les pays suivants : Belgique, Espagne, Irlande, Italie, Portugal, Slovaquie et Slovénie.
- Application d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels »: les taux retenus sont composés de taux sans risque et de prime de risque spécifique aux actifs et passifs sous-jacents.
- Application d'IAS 19 révisée « Avantages au personnel »: Les engagements sont mesurés en utilisant une fourchette d'indices du marché et en particulier l'ibovx.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET PRINCIPALES ACQUISITIONS ET CESSIONS

3.1 Contexte général

Dans le contexte économique de contraction de l'activité en Europe, les performances opérationnelles, bien que contrastées, résistent au cours du premier semestre 2013.

Le Groupe poursuit l'accélération de la mise en œuvre de sa stratégie dans le cadre d'un vaste programme de recentrage de ses activités, de transformation, et de réduction des coûts.

3.2 Evolutions de périmètre au sein du Groupe

Il n'y a pas eu d'évolution significative réalisée au premier semestre 2013.

Le 7 juin 2013, le groupe a signé un accord avec le groupe Fomento de construcciones y Contratas (FCC) en vue d'acquérir la participation de 50% dans Proactiva Medio Ambiente. Le montant de l'opération s'élèverait à 150 millions d'euros et permettrait au Groupe de détenir 100% du capital de Proactiva.

Cette acquisition reste soumise aux conditions usuelles applicables à ce type d'opération et sa réalisation définitive est attendue pour la fin de l'année 2013 (voir aussi note 27).

3.3 Accélération de la mise en place du plan stratégique de Veolia Environnement

3.3.1 Transformation du Groupe

Le groupe poursuit l'accélération de la mise en œuvre de sa stratégie au travers d'un vaste programme de transformation avec pour objectifs de :

- Concentrer le Groupe sur les activités où il peut apporter une valeur ajoutée différenciante ;
- Accélérer le développement de l'activité pour le compte de la clientèle industrielle ;
- Se renforcer sur les marchés en croissance ;
- Poursuivre l'évolution de ses modèles économiques.

3.3.2 Politique de recentrage des activités

Désengagement de l'activité Transport

Le Groupe poursuit le processus de désengagement de Transdev Group en concertation étroite avec son coactionnaire, la Caisse des Dépôts et consignations : ajustement de la stratégie industrielle, transfert à Veolia Environnement de la SNCM, objectif de structuration de bilan et stratégie de refinancement.

Dans le cadre des discussions sur l'évolution de l'actionariat de Transdev Group, le Groupe et la Caisse des Dépôts et consignations ont annoncé, début juillet 2013, la prorogation de leur accord du 22 octobre 2012 jusqu'au 31 octobre 2013.

Au 30 juin 2013, l'avancement du processus de désengagement du Groupe de l'activité Transport se traduit par :

- le maintien des activités de Transdev Group hors SNCM en activités non poursuivies (voir note 23), et le maintien à la juste valeur des actifs et passifs concernés, conformément à la norme IFRS 5 ;
- maintien de la participation du groupe dans la co-entreprise SNCM au sein des activités poursuivies par le Groupe.

La valeur de référence de la co-entreprise Transdev Group, hors SNCM, est identique à celle prise en compte au 31 décembre 2012, soit 400 millions d'euros à 100%.

Les engagements du Groupe envers la SNCM sont provisionnés au 30 juin 2013.

Autres cessions

Le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie, notamment par :

- La cession des activités européennes d'Eolfi le 28 février 2013, présentées en activités non poursuivies depuis le 31 décembre 2012 ;
- La cession, le 21 juin 2013, à Beijing Enterprises Water Group, de sa filiale Eau au Portugal (Compagnie Générale des Eaux du Portugal – Consultadoria e Engenharia) pour une valeur d'entreprise de 91 millions d'euros. Cette société était présentée en actifs destinés à la vente depuis la date de la signature de l'accord avec l'acheteur le 28 mars 2013 ;
- L'introduction en bourse sur le marché d'Oman de 35% des parts de la société Sharqiyah Desalination Company (dont 19,25% détenues par le Groupe) le 13 juin 2013, qui a entraîné, pour le Groupe, la cession de 1 255 128 actions pour 2,7 millions d'euros. Suite à la perte de contrôle dans Sharqiyah Desalination Company, et compte tenu d'une participation résiduelle de 35,75%, cette entité est consolidée en mise en équivalence au 30 juin 2013. L'impact sur l'endettement financier net du Groupe s'élève à -89 millions d'euros.

Par ailleurs, un certain nombre d'autres opérations devraient se dénouer d'ici la fin de l'exercice 2013 :

- Le 7 mars 2013, Veolia Environnement a signé un accord, via sa holding Veolia Services à l'Environnement au Maroc, avec le fond d'investissement britannique Actis pour la cession de ses activités dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité concédées au Maroc, portées par les sociétés délégataires Redal et Amendis, pour une valeur d'entreprise de 370 millions d'euros. Ce désengagement, compte tenu du traitement en IFRS 5 au 31 décembre 2012, contribuera à hauteur de 90 millions d'euros environ, au désendettement du Groupe sur le second semestre 2013.
- Le 9 mai 2013, un accord portant sur la cession des activités de Marine Services a été signé entre Veolia Environnement et Harkand Global Holdings Limited. Eu égard à l'avancement du processus de cession, les activités de Marine Services ont été maintenues en actifs et passifs destinés à la vente au 30 juin 2013 ;
- En outre, les négociations avec le Land de Berlin ont été entamées afin de définir les modalités de désengagement total du Groupe. A ce titre, les contributions des activités des Eaux de Berlin sont reclassées en activités non poursuivies au 30 juin 2013, au vu de l'avancée du processus de cession.

3.4 Financement du groupe

3.4.1 Emission hybride subordonnée perpétuelle en Euros et Sterling

Veolia Environnement a émis début janvier 2013 des titres super subordonnés à durée indéterminée en euros et en sterlings (1 milliard d'euros à 4,5% de rendement et 400 millions de sterlings à 4,875% de rendement remboursables à partir d'avril 2018). Cette opération permet de renforcer la structure financière du Groupe et d'accompagner la transformation tout en confortant ses ratios de crédit. Cette émission est considérée comme des fonds propres dans les comptes consolidés du Groupe, établis conformément aux normes IFRS.

3.4.2 Financement des activités internationales de Dalkia

Le 15 février 2013, un accord portant sur le financement de sa filiale Dalkia International a été conclu entre Dalkia, Veolia Environnement, EDF et Dalkia International.

Cet accord s'est traduit par l'émission de 600 millions d'euros d'obligations super subordonnées par Dalkia International, à laquelle ses actionnaires ont souscrit à hauteur de leur participation directe dans le capital, soit respectivement 144 millions d'euros pour EDF et 456 millions d'euros pour Dalkia financés par un prêt à long terme de Veolia Environnement, ainsi qu'un renforcement du droit à l'information des actionnaires de Dalkia International, au travers notamment de la création d'un comité d'audit de Dalkia International, entré en vigueur le 27 février 2013.

3.4.3 Rachat des obligations en dollars et en euros

Début juin 2013, Veolia Environnement a procédé à des rachats partiels de souches obligataires : 200 millions d'euros sur la souche obligataire EUR de coupon 5.25% de maturité avril 2014, 103 millions d'euros sur la souche obligataire EUR de coupon 4.0% de maturité février 2016, 86 millions d'euros sur la souche obligataire EUR de coupon 4.375% de maturité en janvier 2017, 129 millions d'euros sur la souche obligataire EUR de coupon 5.375% de maturité en mai 2018, 109 millions d'euros sur la souche obligataire EUR de coupon 4.375% de maturité décembre 2020 et 94 millions de dollars (72 millions d'euros équivalents) sur la souche obligataire USD de coupon 6.0% de maturité juin 2018.

Le coût de ces rachats s'élève à 43 millions d'euros, enregistré en coût de l'endettement financier net.

Ces opérations s'inscrivent dans la logique de gestion active de la dette et d'optimisation du coût de financement de Veolia Environnement réduisant ainsi le coût de portage de la trésorerie disponible, suite aux cessions réalisées en 2012.

3.4.4 Paiement du dividende

Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 14 mai 2013, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en action ou en numéraire. L'option de paiement en actions du dividende a été retenue pour 64,86% des coupons à verser, entraînant la création de 26 788 859 titres représentant environ 4,88% du capital et 5,01% des droits de vote. Ainsi, le paiement du dividende ayant fait l'objet de l'option de paiement en numéraire représente un montant total de 127,5 millions d'euros. Il a été versé le 14 juin 2013.

3.5 Autres événements significatifs

3.5.1 Enquête de la Commission Européenne

Par décision du 23 avril 2013, la Commission Européenne, après examen des pièces versées au dossier, a décidé de clôturer la procédure ouverte en 2010 relative aux soupçons de cartel et d'abus de position dominante dans le secteur de la gestion déléguée de services de distribution de l'eau et de l'assainissement en France.

3.5.2 SNCM – Commission Européenne

La Commission Européenne a ouvert le 27 juin 2012 une enquête formelle afin de déterminer si les compensations reçues par la SNCM et la CMN pour la desserte des lignes maritimes entre Marseille et la Corse au titre de la délégation de service public pour la période 2007-2013 étaient conformes aux règles de l'Union Européenne sur les aides d'Etat. Par décision du 2 mai 2013, la Commission a validé les subventions reçues au titre du service de base ; en revanche, la Commission a ordonné à la France de recouvrer certaines aides reçues au titre du service complémentaire pouvant s'élever, selon la Commission, à environ 220 millions d'euros, hors intérêts moratoires. L'Etat a déposé le 12 juillet 2013 auprès, respectivement, du Tribunal de l'Union Européenne et de son président deux recours au fond en annulation et en suspension de cette décision de la Commission. La SNCM examine, quant à elle, les moyens de recours à sa disposition. A la connaissance du Groupe, les autorités françaises n'ont pas, à date, mis en œuvre la décision du 2 mai 2013 à l'encontre de la SNCM.

Par ailleurs, le 12 juin 2013, l'Assemblée nationale a créé une commission d'enquête sur les conditions de la privatisation de la SNCM.

3.5.3 Italie

Propreté

En avril 2012, le Groupe a initié une procédure de règlement amiable avec les créanciers de ses deux principales filiales italiennes (Termo Energia Calabria « TEC » et Termo Energia Versilia « TEV ») en raison de déséquilibres économiques sur les contrats de concession de ces entités et de retards de paiement chroniques des autorités concédantes concernées. Cette procédure dite « Concordato preventivo di gruppo (CPG) », a fait l'objet d'un vote favorable de la majorité des créanciers constaté par le tribunal de la Spezia le 20 mars 2013.

Les événements décrits ci-dessus n'ont pas engendré d'impact financier significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2013.

Services à l'Energie

La société italienne de Services à l'Energie, Siram, a fait l'objet, le 3 avril 2012, d'une perquisition dans le cadre d'une enquête judiciaire impliquant notamment un organisme de recherche, Polytechnic Laboratory of Research SCarL, auquel Siram avait confié des services de recherche ayant donné lieu à l'attribution de crédits d'impôt recherche.

Siram a procédé pendant l'été 2012 à une régularisation de sa situation fiscale au regard de ce crédit impôt recherche à hauteur de 5,6 millions d'euros. Une régularisation supplémentaire de 2,4 millions d'euros est actuellement à l'étude.

Parallèlement, Polare a assigné Siram en août 2012 devant le tribunal civil de Venise en règlement de créances prétendument impayées et simultanément sollicité une mesure d'exécution provisoire. N'ayant pas eu connaissance de l'enquête judiciaire impliquant Polare (classée sans suite depuis), le tribunal de Venise a accueilli la demande de cette dernière pour un montant de 2,8 millions d'euros. Siram a cependant obtenu, le 29 août 2012, la suspension de cette mesure et a demandé à titre reconventionnel la restitution d'une partie substantielle des avances d'environ 10 millions d'euros qui avaient été consenties par Siram à Polare. Une audience de plaidoiries a eu lieu le 26 juin 2013, durant laquelle l'affaire a été renvoyée sine die.

4. GOODWILL

Les goodwills se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Montant brut	4 497,4	4 567,9
Pertes de valeur cumulées	-703,9	-656,0
MONTANT NET	3 793,5	3 911,9

La ventilation au 30 juin 2013 de la valeur nette comptable des goodwills, par Division, est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Eau	1 694,7	1 718,6
Propreté	1 714,0	1 808,4
Services à l'Energie	374,0	374,0
Autres	10,8	10,9
GOODWILL	3 793,5	3 911,9

La variation des goodwills de -118,4 millions d'euros s'explique principalement par :

- Les effets de change pour -64,6 millions d'euros, principalement liés à l'évolution de la livre sterling, du dollar australien et de la couronne tchèque face à l'euro pour respectivement -38,7 millions d'euros, -9,3 millions d'euros et -7,0 millions d'euros ;
- Les pertes de valeur comptabilisées dans la Division Propreté, en Allemagne, pour -48,5 millions d'euros.

Tests de pertes de valeur au 30 juin 2013

Les goodwills et autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet de tests de perte de valeur annuels conformément au calendrier du Groupe.

Néanmoins, dans le cadre de l'arrêté des comptes au 30 juin 2013, ont été testées :

- a) les unités génératrices de trésorerie identifiées à risque lors de l'arrêté des comptes annuels 2012 dans le cadre des tests de sensibilité, d'une part,
- b) les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles il existe un indice de perte de valeur intervenu au cours du premier semestre 2013, d'autre part.

Aucun changement n'est intervenu dans la méthodologie de calcul de la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie.

Les tests effectués tiennent compte des dernières révisions des données prévisionnelles et des taux d'actualisation retenus au 30 juin 2013.

Les taux d'actualisation des principales zones sont les suivants :

France	6,5%	Royaume-Uni	6,4%
États-Unis	6,3%	Chine	8,7%
Allemagne	6,5%	Italie	8,7%

Ces tests ont conduit à comptabiliser des dépréciations au 30 juin 2013 de -48,5 millions d'euros, sur les activités de la Propreté en Allemagne, consécutivement à la baisse constatée du prix du papier et du niveau de la collecte commerciale et industrielle.

Au 30 juin 2013, les pertes de valeur cumulées pour -703,9 millions d'euros concernent essentiellement les goodwills de :

- la Division Services à l'Energie aux Etats-Unis (-162,9 millions d'euros) ;
- la Division Propreté en Allemagne (-391,5 millions d'euros), en Italie (-64,0 millions d'euros) ;
- la Division Eau au Royaume-Uni (-49,1 millions d'euros).

5. ACTIFS INCORPORELS DU DOMAINE CONCEDE

Les actifs incorporels du domaine concédé se détaillent par secteur opérationnel comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013			Valeur nette au 31 décembre 2012 retraitée
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	
Eau	2 579,4	-1 188,2	1 391,2	1 478,8
Propreté	856,8	-381,6	475,2	460,5
Services à l'Energie	797,3	-345,7	451,6	433,8
Autres	-	-	-	-
ACTIFS INCORPORELS DU DOMAINE CONCEDE	4 233,5	-1 915,5	2 318,0	2 373,1

L'évolution de la valeur nette comptable des actifs incorporels du domaine concédé pour -55,1 millions d'euros s'explique principalement :

- par des investissements pour 168,1 millions d'euros (dont 88,4 millions d'euros dans l'Eau),
- compensés par des dotations aux amortissements et pertes de valeur pour -132,1 millions d'euros et la cession des activités au Portugal dans la Division Eau pour -71,1 millions d'euros ;
- par l'effet de change pour -16,3 millions d'euros (principalement lié à l'évolution de la livre sterling face à l'euro).

6. AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les autres actifs incorporels se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE INDETERMINEE NETS	14,8	14,9
Actifs incorporels à durée de vie définie bruts	2 887,8	2 914,3
Amortissements et pertes de valeur	-2 051,5	-2 002,9
ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE DEFINIE NETS	836,3	911,4
ACTIFS INCORPORELS NETS	851,1	926,3

L'évolution de la valeur nette des autres actifs incorporels pour -75,2 millions d'euros s'explique principalement par :

- des investissements pour 26,8 millions d'euros, dont 18,1 millions d'euros en logiciels ;
- des dotations aux amortissements pour -93,8 millions d'euros.

7. ACTIFS CORPORELS

L'évolution de la valeur nette des actifs corporels au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Actifs corporels bruts	11 512,8	11 608,9
Amortissements et pertes de valeurs	-6 986,7	-6 902,6
ACTIFS CORPORELS NETS	4 526,1	4 706,3

La variation des actifs corporels de -180,2 millions d'euros comprend notamment les éléments suivants :

- des investissements pour 277,7 millions d'euros (dont 68,7 millions d'euros dans l'Eau, 147,8 millions d'euros dans la Propreté, et 53,5 millions d'euros dans les Services à l'Energie) ;
- des cessions pour -21,9 millions d'euros (dont -17,3 millions d'euros dans la Propreté) ;
- des effets de change pour -55,4 millions d'euros (dont -11,3 millions d'euros dans l'Eau, -48,8 millions d'euros dans la Propreté et 4,6 millions d'euros dans les Services à l'Energie) ;
- et des dotations aux amortissements pour -352,1 millions d'euros.

Les actifs corporels se détaillent par Division comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013			Valeur nette au 31 décembre 2012 retraité
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	
Eau	2 661,1	-1 683,9	977,2	1 005,8
Propreté	7 357,0	-4 869,3	2 487,7	2 609,9
Services à l'Energie	1 245,8	-319,1	926,7	951,2
Autres	248,9	-114,4	134,5	139,4
Actifs corporels	11 512,8	-6 986,7	4 526,1	4 706,3

Les actifs corporels se détaillent par nature d'actif comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013			Valeur nette au 31 décembre 2012 retraité
	Valeur brute	Amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	
Terrains	641,8	-433,3	408,5	424,8
Constructions	2 035,2	-1 104,9	930,3	974,0
Installations techniques, matériel et outillage	5 080,2	-2 994,7	2 085,5	2 162,6
Matériel roulant et autre matériel de transport	1 624,6	-1 238,3	386,3	425,9
Autres immobilisations corporelles	1 467,6	-1 212,8	254,8	274,2
Immobilisations corporelles en cours	463,4	-2,7	460,7	444,8
ACTIFS CORPORELS	11 512,8	-6 986,7	4 526,1	4 706,3

8. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES

(en millions d'euros)	Quote-part des capitaux propres			Quote-part des résultats		
	30 juin 2013	31 décembre 2012 retraité	1 ^{er} janvier 2012 retraité	30 juin 2013	31 décembre 2012 retraité	30 juin 2012 retraité
Dalkia International	820,5	787,4	933,4	59,5	-119,8	-82,8
Concessions chinoises	1 409,3	1 377,9	1 368,7	10,4	20,1	8,8
Autres	553,4	555,9	637,5 (*)	27,1	39,5	-5,0 (**)
Total	2 783,2	2 721,2	2 939,6	97,0	-60,2	-79,0
<i>Dont quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence au sein des activités poursuivies</i>				96,8	-56,3	-42,9
<i>Dont quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence au sein des activités non poursuivies</i>				0,2	-3,9	-36,1
(*) dont Eaux de Berlin 45,9 millions d'euros au 1 ^{er} janvier 2012						
(**) dont Eaux de Berlin 7,9 millions d'euros au 30 juin 2012						

8.1 Co-entreprises significatives

Les co-entreprises significatives du Groupe au 30 juin 2013 sont les suivantes :

- Dalkia International, dans la Division Services à l'Energie, opérant notamment en Italie, Pologne, République Tchèque et Pays Baltes ;
- Les concessions chinoises, dans la Division Eau, qui sont une combinaison d'une vingtaine d'entités juridiques distinctes détenues entre 21 % et 50 % au 30 juin 2013, et dont les plus significatives, en termes de Produit des Activités Ordinaires sont Shenzhen à 25% et Shanghai à 50%.

Les informations financières (à 100%) résumées de chacune des principales co-entreprises sont présentées ci-dessous. Les montants présentés sont les montants figurant dans les états financiers de la co-entreprise établis en application des normes IFRS, après prise en compte des retraitements de mise à juste valeur réalisés lors de l'acquisition et des retraitements d'homogénéisation avec les principes comptables du Groupe, lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence.

Informations financières à 100% résumées - Co-entreprise Dalkia International	30/06/2013	31/12/2012	01/01/2012
Actifs courants	3 188,7	2 990,0	3 016,4
Actifs non courants	4 096,9	4 268,8	4 091,7
TOTAL ACTIF	7 285,6	7 258,8	7 108,1
Capitaux propres part de l'entité	2 026,6	1 989,4	2 182,8
Participations ne donnant pas le contrôle	359,2	376,1	387,7
Passifs courants	2 216,3	2 744,7	2 214,0
Passifs non courants	2 683,5	2 148,7	2 323,6
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	7 285,6	7 258,9	7 108,1

Les montants d'actifs et de passifs présentés ci-dessus incluent les éléments suivants :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 132,7	792,9	649,9
Passifs financiers courants (hors dettes fournisseurs, autres créditeurs et provisions)	750,3	959,7	434,4
Passifs financiers non courants (hors dettes fournisseurs, autres créditeurs et provisions)	2 272,2	1 733,3	1 927,3

COMPTE DE RESULTAT	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012
Produit des activités ordinaires	2 436,6	2 531,7
Résultat opérationnel	211,6	35,5
<i>dont dotations aux amortissements</i>	-102,3	-105,1
Résultat net des activités poursuivies	115,9	-79,4
Résultat net après impôt des activités non poursuivies	0	0
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-37,4	-30
Résultat net	78,5	-109,4
Autres éléments du résultat global	-44,6	40,7
Résultat global de l'exercice	33,9	-68,7

DIVIDENDES	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012
Dividendes reçus de la co-entreprise	0	0

La réconciliation des informations financières résumées de la co-entreprise Dalkia International avec la valeur comptable des intérêts du Groupe dans cette co-entreprise s'établit de la manière suivante :

En millions €	30/06/2013	31/12/2012	01/01/2012
Actif net de la co-entreprise Dalkia International	2 026,6	1 989,4	2 182,8
Pourcentage de détention du Groupe dans la co-entreprise Dalkia International	75,80%	75,80%	75,81%
Goodwill	335,0	348,6	348,8
Autres (*)	-1 050,7	-1 069,2	-1 070,2
Valeur comptable des intérêts du Groupe dans la co-entreprise Dalkia International	820,5	787,4	933,4

(*) Les autres éléments figurant dans la réconciliation entre les informations financières résumées du groupe Dalkia International et la valeur comptable des intérêts du Groupe dans cette co-entreprise correspondent principalement aux plus-values d'apports dégagées lors des transferts des filiales étrangères historiquement détenues par Dalkia France à Dalkia International, dans le contexte de sa création et éliminées aux bornes du Groupe Veolia Environnement.

En millions €	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net de la co-entreprise Dalkia International	78,5	-109,4
Pourcentage de détention du Groupe dans la co-entreprise Dalkia International	75,80%	75,81%
Quote-part de résultat net dans la co-entreprise Dalkia International	59,5	-82,8

Informations financières à 100% résumées - Co-entreprise Concessions chinoises
30/06/2013 31/12/2012 01/01/2012

Actifs courants	998,2	886,1	888,3
Actifs non courants	4 870,3	4 782,7	4 814,5
TOTAL ACTIF	5 868,5	5 668,8	5 702,8
Capitaux propres part de l'entité	2 971,9	2 900,7	2 871,8
Participations ne donnant pas le contrôle	238,9	231,7	232,5
Passifs courants	1 533,2	1 358,7	1 381,4
Passifs non courants	1 124,5	1 177,7	1 217,1
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	5 868,5	5 668,8	5 702,8

Les montants d'actifs et de passifs présentés ci-dessus incluent les éléments suivants :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	413,7	378,6	412,8
Passifs financiers courants (hors dettes fournisseurs, autres créditeurs et provisions)	643,7	509,4	541,1
Passifs financiers non courants (hors dettes fournisseurs, autres créditeurs et provisions)	630,1	698,2	746,5

COMPTE DE RESULTAT
Au 30 juin 2013 Au 30 juin 2012

Produit des activités ordinaires	697,1	672,8
Résultat opérationnel	83,5	73,6
	<i>dont dotations aux amortissements</i>	
Résultat net des activités poursuivies	-69,4	-65,9
Part des participations ne donnant pas le contrôle	37,9	27,5
Résultat net	-3,5	1,6
Autres éléments du résultat global	34,4	29,1
Résultat global de l'exercice	82,9	71,1
	117,3	100,2

DIVIDENDES
Au 30 juin 2013 Au 30 juin 2012

Dividendes reçus de la co-entreprise	8,2	8,2
--------------------------------------	-----	-----

La réconciliation des informations financières résumées des concessions chinoises avec la valeur comptable des intérêts du Groupe dans ces co-entreprises s'établit de la manière suivante :

En millions €	30/06/2013	31/12/2012	01/01/2012
Actif net de la co-entreprise Concessions chinoises	2 971,9	2 900,7	2 871,8
Pourcentage de détention dans la co-entreprise Concessions Chinoises	30,24%	30,24%	30,24%
Goodwill	268,2	261,9	263,9
Autres	242,4	238,8	236,4
Valeur comptable des intérêts du Groupe dans la co-entreprise Concessions chinoises	1 409,3	1 377,9	1 368,7

Les concessions chinoises étant une combinaison d'une vingtaine de concessions individuelles, dont les taux de détention ultimes varient de 21% à 50% selon les concessions considérées, le pourcentage de détention mentionné au sein de la réconciliation ci-dessus est donc un taux moyen pondéré de la contribution de chacune des concessions au sein de la combinaison.

En conséquence, la ligne « Autres » de la réconciliation entre les données financières des concessions chinoises, prises dans leur ensemble, et leur valeur comptable au bilan consolidé représente l'ajustement entre la quote-part d'actif net issue du taux de détention combiné de l'ensemble des concessions chinoises et la quote-part d'actif net comptabilisée, calculée à partir du taux effectif de détention de chacune des concessions chinoises prise individuellement.

En millions €	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net de la co-entreprise Concessions chinoises	34,4	29,1
Pourcentage de détention du Groupe dans la co-entreprise Concessions chinoises	30,24%	30,24%
Quote-part de résultat net dans la co-entreprise Concessions chinoises	10,4	8,8

8.2 Autres co-entreprises

Le Groupe détient également des intérêts dans d'autres co-entreprises (qui, considérés individuellement, ne sont pas significatifs) pour une valeur nette comptable globale de 553,4 millions d'euros, au 30 juin 2013.

Les différentes composantes des résultats globaux de ces coentreprises, aux bornes du Groupe, sont les suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Part du Groupe dans le résultat net des activités poursuivies	26,9	31,1
Part du Groupe dans le résultat net après impôt des activités non poursuivies	0,2	-36,1
Part du Groupe dans les autres éléments du résultat global	5,4	-8,4
Part du Groupe dans le résultat global total	32,5	-13,4

8.3 Quotes-parts non comptabilisées de pertes dans les co-entreprises

Toutes les co-entreprises étant des partenariats dans lesquels le Groupe exerce un contrôle conjoint, les éventuelles quotes-parts de pertes sont toutes comptabilisées.

9. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

(en millions d'euros)	Quote-part des capitaux propres			Quote-part des résultats		
	30 juin 2013	31 décembre 2012 retraité	1 ^{er} janvier 2012 retraité	30 juin 2013	31 décembre 2012 retraité	30 juin 2012 retraité
Berlin	0	44,3	0	9,6	4,2	0
Autres	431,6	433,4	360,8	12,3	24,7	4,8
Total	431,6	477,7	360,8	21,9	28,9	4,8
<i>Dont quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence au sein des activités poursuivies</i>				12,3	24,4	4,6
<i>Dont quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence au sein des activités non poursuivies</i>				9,6	4,5	0,2

Jusqu'en octobre 2012, le Groupe exerçait un contrôle conjoint sur l'ensemble RVB/BwB. Cet ensemble était donc comptabilisé en co-entreprise. Fin octobre 2012, le parlement berlinois a adopté la résolution concernant l'achat des titres RVB par le Land de Berlin à RWE. La cession effective des titres entre RWE et le Land est intervenue le 30 octobre 2012. La réalisation de cette opération avait entraîné :

- la perte de contrôle conjoint qu'exerçait le Groupe sur l'ensemble RVB/BwB : le Land était désormais détenteur de 75,05% de BWB (entité gestionnaire du contrat des Eaux de Berlin) et avait obtenu de nouveaux droits de nomination, au sein des organes de gouvernance des entités, lui conférant le contrôle financier et opérationnel de ces entités. Veolia Environnement conservait toutefois une influence notable au travers de sa présence dans ces mêmes organes ;
- la comptabilisation de la participation détenue par le Groupe en entreprise associée à compter du 31 octobre 2012.

Pour mémoire au 31 décembre 2012, la valeur totale de l'investissement dans les Eaux de Berlin s'élevait à 619,9 millions d'euros dont 44,3 millions d'euros comptabilisés en « participations dans les entreprises associées » et 575,6 millions d'euros comptabilisés en créances financières.

Au cours du second trimestre 2013, des discussions entre Veolia et le Land de Berlin ont été entamées afin de définir les modalités d'un désengagement total du Groupe. L'avancement des négociations et le calendrier établi entre les parties prévoient une finalisation de la transaction d'ici la fin de l'exercice.

Compte tenu de l'avancement du projet de cession, la totalité de la participation dans les Eaux de Berlin a été considérée comme répondant aux critères de la norme IFRS 5 et a donc été classée en actifs et passifs destinés à la vente et la quote-part de résultat net classée en activités non poursuivies.

Le Groupe détient également des intérêts dans d'autres entreprises associées (qui, considérés individuellement, ne sont pas significatifs) pour une valeur comptable globale de 431,6 millions d'euros, au 30 juin 2013.

10. ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS ET COURANTS

Les actifs financiers opérationnels regroupent les actifs financiers résultant de l'application de l'IFRIC 12 sur le traitement comptable des concessions et ceux résultant de l'application de l'IFRIC 4.

L'évolution de la valeur nette des actifs financiers opérationnels non courants et courants au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Montant brut	2 066,4	2 263,7
Pertes de valeur	-66,0	-47,8
ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS	2 000,4	2 215,9
Montant brut	154,6	167,0
Pertes de valeur	-	-
ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS COURANTS	154,6	167,0
ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS NON COURANTS ET COURANTS	2 155,0	2 382,9

La variation des actifs financiers opérationnels au premier semestre 2013 de -227,9 millions d'euros provient essentiellement :

- des nouveaux actifs financiers opérationnels pour 78,6 millions d'euros correspondant essentiellement à l'augmentation des créances financières sur les contrats en cours (en particulier dans la Division Eau pour 20,4 millions d'euros et dans la Division Services à l'Energie pour 30,3 millions d'euros) ;
- du remboursement des actifs financiers opérationnels pour -94,5 millions d'euros (notamment dans la Division Eau pour -43,9 millions d'euros et dans la Division Services à l'Energie pour -34,3 millions d'euros) ;
- de la variation de périmètre liée à l'introduction en bourse de Sharqiyah (Oman) pour -113,6 millions d'euros (voir note 3) ;
- de l'impact du change pour -39,9 millions d'euros principalement lié à l'évolution de la livre sterling à hauteur de -22,5 millions d'euros et du won coréen, à hauteur de -18,1 millions d'euros.

La ventilation par Division des actifs financiers opérationnels non courants et courants est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Non courants		Courants		Total	
	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Eau	1 000,3	1 152,0	60,5	64,1	1 060,8	1 216,1
Propreté	622,5	635,6	50,7	52,3	673,2	687,9
Services à l'Energie	292,8	332,7	40,3	47,6	333,1	380,3
Autres	84,8	95,6	3,1	3,0	87,9	98,6
ACTIFS FINANCIERS OPERATIONNELS	2 000,4	2 215,9	154,6	167,0	2 155,0	2 382,9

11. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS

L'évolution de la valeur des autres actifs financiers non courants et courants au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Non courants		Courants		Total	
	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Montant brut	1 984,2	2 477,4	1 747,4	1 511,7	3 731,6	3 989,1
Pertes de valeur	-67,6	-69,3	-25,3	-25,5	-92,9	-94,8
ACTIFS FINANCIERS EN PRETS ET CREANCES	1 916,6	2 408,1	1 722,1	1 486,2	3 638,7	3 894,3
AUTRES ACTIFS FINANCIERS	28,2	33,2	2,3	2,4	30,5	35,6
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	1 944,8	2 441,3	1 724,4	1 488,6	3 669,2	3 929,9

La diminution des autres actifs financiers non courants et courants sur le premier semestre 2013, qui s'élève à -260,7 millions d'euros, provient essentiellement :

- des nouveaux actifs financiers non courants pour 491,4 millions d'euros, dont 456,0 millions d'euros (hors intérêts) dans la Division Services à l'Energie, au titre de l'émission de titres super subordonnés (voir note 3.4.2) ;
- des variations de l'activité pour -139,8 millions d'euros, dont le remboursement du prêt VE SA à Dalkia International pour -202,2 millions d'euros ;
- du reclassement en actifs et passifs destinés à la vente des Eaux de Berlin pour -542,8 millions d'euros ;
- des effets de change pour -59,4 millions d'euros.

Comme décrit en note 3, un accord a été conclu en février 2013 entre les actionnaires Dalkia et EDF. Cet accord s'est traduit par l'émission de 600 millions d'euros d'obligations super-subordonnées convertibles en actions, souscrites à hauteur de la participation directe au capital de chacun des actionnaires. La souscription de Dalkia a été financée par Veolia Environnement à hauteur de 456 millions d'euros (hors intérêts).

Au 30 juin 2013, les principaux actifs financiers non courants et courants en prêts et créances correspondent essentiellement aux prêts accordés à des co-entreprises consolidées par la méthode de la mise en équivalence pour un montant total de 3 302,3 millions d'euros, contre 2 984,8 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Ces prêts concernaient principalement :

- Dalkia International pour 2 229,4 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 2 008,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 ;
- Transdev Group pour 909,0 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 901,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

12. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'évolution du besoin en fonds de roulement ("BFR") net au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Stocks et travaux en cours nets	647,0	614,9
Créances d'exploitation nettes	8 295,5	8 573,8
Dettes d'exploitation nettes	8 523,2	9 562,8
BFR NET	419,3	-374,1

Le BFR net intègre le BFR "opérationnel" (stocks, créances clients, dettes fournisseurs et autres dettes et créances d'exploitation), le BFR "fiscal" (créances et dettes d'impôt courant) et le BFR "investissement" (créances et dettes sur acquisitions d'immobilisations).

Dans l'évolution du BFR net de 793,4 millions d'euros, présentée ci-dessus, la part de la variation du BFR "opérationnel" présentée sur la ligne « Variation de besoin en fonds de roulement » du tableau de flux de trésorerie est de 719,2 millions d'euros, celle du BFR "fiscal" inclus dans la ligne « Impôts versés » du tableau de flux de trésorerie est de 14,6 millions d'euros et celle du BFR "investissement" inclus dans la ligne « Investissements » du tableau de flux de trésorerie est de 59,6 millions d'euros.

L'évolution du BFR net résulte notamment :

- d'une part de l'incidence de la saisonnalité de l'activité du Groupe (le BFR net au 30 juin 2012 s'élevait à 203,4 millions d'euros) ;
- d'un allongement limité, circonscrit à certaines activités, des délais d'encaissement des créances clients relatives ux collectivités publiques ;
- des modifications contractuelles de modalités de recouvrement et de règlement dans l'Eau, en France.

13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET TRESORERIE PASSIVE

L'évolution de la trésorerie nette au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Disponibilités	456,6	617,5
Equivalents de trésorerie	3 224,8	4 380,5
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	3 683,4	4 998,0
Trésorerie passive	260,9	252,7
Trésorerie nette	3 422,5	4 745,3

Les supports d'investissement utilisés par le Groupe sont principalement des OPCVM monétaires (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières), des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires, bons à moyen terme négociables et billets de trésorerie ayant une maturité inférieure à trois mois), ainsi que des dépôts à terme auprès de banques commerciales de premier rang.

La trésorerie passive est constituée des soldes créditeurs de banques et des intérêts courus et non échus qui s'y rattachent, correspondant à des découverts momentanés.

Au 30 juin 2013, les disponibilités sont détenues par la Division Eau à hauteur de 245,8 millions d'euros, la Division Propreté à hauteur de 113,3 millions d'euros, la Division Services à l'Energie à hauteur de 25,9 millions d'euros, Veolia Environnement SA à hauteur de 36,3 millions d'euros et certaines filiales (principalement d'assurance) à hauteur de 37,3 millions d'euros.

Au 30 juin 2013, les équivalents de trésorerie sont principalement détenus par Veolia Environnement SA (3 109,2 millions d'euros). Ils se composent d'OPCVM monétaires pour 1 820,9 millions d'euros, des titres de créances négociables pour 214,7 millions d'euros et des dépôts à terme pour 1 073,6 millions d'euros.

La baisse de la trésorerie reflète notamment les remboursements et rachats de dettes et le versement du dividende de Veolia Environnement aux actionnaires, qui sont compensés partiellement par l'émission de titres super-subordonnés.

14. CAPITAUX PROPRES

14.1 Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère

Capital

Le capital est entièrement libéré.

Augmentation de capital :

Au 30 juin 2013, Veolia Environnement a procédé à une augmentation de capital de 227,3 millions d'euros (nets des frais d'émission) à l'occasion du versement de dividendes en actions. Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 14 mai 2013, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende en actions ou en numéraire. L'option de paiement en actions du dividende s'est traduite par la création de 26 788 859 titres.

Nombre d'actions émises et valeur nominale :

Le nombre d'actions est de 548 875 708 actions au 30 juin 2013. Il était de 522 086 849 au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012 (et ce y compris les actions détenues par Veolia Environnement). La valeur nominale de chaque action est de 5 euros.

Imputation des titres d'autocontrôle sur les capitaux propres

Au 30 juin 2013, le nombre total d'actions détenues par Veolia Environnement est de 14 237 927, représentant 2,59 % du capital de la Société. Au 31 décembre 2012, il était également de 14 237 927, représentant 2,73 % du capital de la Société. Au cours du premier semestre 2013, aucune opération d'achat ou de cession n'a été réalisée par Veolia Environnement sur ses actions propres.

Affectation du résultat et dividende

Un dividende de 355,5 millions d'euros a été distribué par Veolia Environnement SA prélevé sur les postes « Primes d'émission, de fusion, d'apport » et « Réserves de consolidation ». Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère sur l'exercice 2012 de 404,0 millions d'euros a été affecté au poste « Réserves de consolidation ».

Ecart de conversion

Au 30 juin 2013, la diminution de la réserve de conversion d'un montant de -55,5 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère) provient notamment de la livre sterling à hauteur de -46,8 millions d'euros.

Au 30 juin 2013, le montant cumulé de la réserve de conversion est positif de 166,8 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère) dont 90,1 millions d'euros sur le dollar américain, -178,1 millions d'euros sur la livre sterling, 305,1 millions d'euros sur le yuan renminbi chinois, 67,1 millions d'euros sur la couronne tchèque, 49,5 millions d'euros sur le dollar australien et -63,4 millions d'euros sur le dollar de Hong Kong et -103,5 millions d'euros en autres devises.

Variation des écarts de conversion (Total des capitaux propres attribuables aux Propriétaires de la société mère et aux Participations ne donnant pas le contrôle)

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Dont attribuables aux propriétaires de la société mère
Solde au 31 décembre 2012 retraité	320,2	222,3
Ecart sur les entités dont les comptes sont établis en devises étrangères	-81,9	-72,3
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	19,0	16,8
Variations sur le premier semestre 2013	-62,9	-55,5
Ecart sur les entités dont les comptes sont établis en devises étrangères	397,9	308,0
Écarts sur le financement net des investissements à l'étranger	-140,6	-141,2
Solde au 30 juin 2013	257,3	166,8

Réserve de juste valeur

Elle ressort, en part des propriétaires de la société mère, à -43,3 millions d'euros au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2013, elle correspond pour l'essentiel à l'évaluation de dérivés de taux venant couvrir des emprunts à taux variables et des dérivés sur matières premières.

Écarts actuariels sur engagements de retraite

La variation, en part attribuable aux propriétaires de la société mère, des écarts actuariels sur engagements de retraite est une perte actuarielle de -35,2 millions d'euros au 30 juin 2013 (perte actuarielle de - 53,1 millions d'euros au 30 juin 2012), qui s'explique essentiellement par les variations des taux d'actualisation et d'inflation au Royaume-Uni.

14.2 Participations ne donnant pas le contrôle

Le détail de la variation des participations ne donnant pas le contrôle figure dans l'état de variation des capitaux propres.

La légère augmentation des participations ne donnant pas le contrôle sur le premier semestre 2013 s'explique principalement par le résultat de la période, compensé par les distributions de dividendes de filiales et les variations de périmètre.

14.3 Titres super-subordonnés

Comme décrit en note 3, en janvier 2013, Veolia Environnement a réalisé une émission de titres super-subordonnés à durée indéterminée en euros et sterlings remboursable à partir d'avril 2018. Veolia Environnement a émis 1 milliard d'euros à 4,5% de rendement sur la tranche euros et 400 millions de livres sterling à 4,875% de rendement sur la tranche sterling.

Conformément à IAS32 et compte tenu de ses caractéristiques intrinsèques, cet instrument est comptabilisé en capitaux propres.

15. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

En application de la norme IAS 37, les provisions dont l'échéance est de plus d'un an font l'objet d'une actualisation. Les taux d'actualisation utilisés pour les « provisions pour coûts de fermeture et postérieurs à la fermeture des sites », constituant l'essentiel des provisions non courantes, ont évolué de la manière suivante :

Evolution des taux d'actualisation

(en %)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012
Euros		
2 à 5 ans	2,78	3,28
6 à 10 ans	4,03	4,43
plus de 10 ans	5,09	5,42
Dollars américains		
2 à 5 ans	3,16	3,59
6 à 10 ans	4,34	4,53
plus de 10 ans	5,38	5,53
Livres sterling		
2 à 5 ans	3,60	4,17
6 à 10 ans	4,65	4,98
plus de 10 ans	5,58	5,77

La méthodologie de calcul de ces taux d'actualisation est présentée en note 2 « Recours à des appréciations du management dans l'application des normes comptables Groupe ».

L'évolution des provisions au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

(en millions d'euros)	Non courant		Courant		Total	
	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Provisions hors engagements sociaux	1 107,2	1 053,2	455,8	466,7	1 563,0	1 519,9
Provisions pour engagements sociaux	728,1	739,7	-	-	728,1	739,7
TOTAL	1 835,3	1 792,9	455,8	466,7	2 291,1	2 259,6

Les provisions augmentent globalement de 31,5 millions d'euros sur le premier semestre.

Les variations des provisions hors engagements sociaux, prises individuellement ne sont pas significatives et n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les mouvements significatifs du semestre concernent principalement les provisions pour engagements sociaux. Ils sont notamment relatifs à la reprise de provisions pour engagements sociaux de -71,1 millions d'euros dont -40,3 millions d'euros sur VE SA, liée à la modification du régime de retraite (voir ci-dessous), compensée par des écarts actuariels de 42,4 millions d'euros, liés à l'évolution des taux notamment au Royaume-Uni.

Le Conseil d'Administration du 14 mars 2013 a approuvé, après avis favorable du Comité d'Entreprise et sur recommandation de son Comité des Nominations et des Rémunérations, la suppression d'une part, du régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies destinés aux membres du COMEX (incluant le mandataire social) et d'autre part, de celui destiné aux principaux cadres dirigeants du Groupe (hors COMEX). L'Assemblée Générale du 14 mai 2013 a approuvé la résolution autorisant la modification du régime de retraite du mandataire social en tant que convention réglementée.

Les bénéficiaires de ces régimes de retraite fermés ont été transférés à compter du 1er juillet dans un régime à prestations définies préexistant destiné à certaines catégories de cadres dirigeants.

La fermeture de ces deux régimes de retraite a généré une reprise de provision de 40,3 millions d'euros, au 30 juin 2013 (voir aussi note 19).

16. DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

L'évolution des dettes financières non courantes et courantes au cours du premier semestre 2013 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Non courant		Courant		Total	
	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Emprunts obligataires	9 338,8	10 821,2	621,5	829,5	9 960,3	11 650,7
Autres dettes financières	772,6	1 310,1	2 886,1	2 776,6	3 658,7	4 086,7
TOTAL DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES	10 111,4	12 131,3	3 507,6	3 606,1	13 619,0	15 737,4

16.1 Emprunts obligataires

Ventilation des emprunts obligataires

La part des émissions publiques au sein des emprunts obligataires non courants s'élève à 9 175,5 millions d'euros au 30 juin 2013 dont 710,8 millions d'euros équivalents sur le marché américain.

La part des emprunts obligataires reclassée en courant sur le premier semestre 2013 s'élève à 620,3 millions d'euros et concerne principalement l'émission publique européenne de maturité avril 2014 (609,1 millions d'euros).

Evolution des emprunts obligataires

La baisse des emprunts obligataires courants et non courants s'explique principalement par l'amortissement de la souche obligataire euro de maturité mai 2013 pour 432 millions d'euros et de la souche obligataire dollars de maturité juin 2013 pour 490 millions de dollars et par les rachats réalisés début juin 2013 sur les souches obligataires euro de maturité 2014, 2016, 2017, 2018 et 2020 et sur la souche obligataire dollars de maturité 2018 pour un montant nominal total de 699 millions d'euros équivalent.

16.2 Autres dettes financières

Ventilation des autres dettes financières

La part des autres dettes financières reclassée en courant sur le premier semestre 2013 s'élève à 94,0 millions d'euros.

Evolution des autres dettes financières

La variation des autres dettes financières courantes et non courantes provient essentiellement du remboursement du crédit syndiqué en zlotys polonais en avril 2013 (393 millions d'euros équivalent au 31 décembre 2012).

16.3 Informations sur les clauses de remboursement anticipé des emprunts

Dettes de Veolia Environnement

La documentation juridique des financements bancaires et obligataires contractés par la Société ne renferme pas de covenant financier, c'est-à-dire d'engagement de respecter un ratio de couverture ou une notation de crédit minimum dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré.

Dettes des filiales

Les financements de projet en Italie qui ne respectaient pas l'intégralité de leurs covenants au 31 décembre 2012, c'est-à-dire d'engagement de respecter un ratio de couverture ou une notation de crédit minimum dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée du financement considéré, ont été maintenus en dettes financières courantes au 30 juin 2013, compte tenu des procédures en cours.

17. INSTRUMENTS DERIVES

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe est exposé aux risques financiers de marché (risque de taux d'intérêt, risque de change, et risques de prix des matières premières).

N'ayant pas vocation à supporter l'intégralité des risques de marchés, le Groupe a mis en place une gestion centralisée de ces aléas financiers dans le cadre des principes de sécurité, de transparence et d'efficacité fixés par la Direction Générale.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire ses expositions aux risques de taux d'intérêt, de change et de matières premières.

La juste valeur figurant sur la situation financière consolidée, des instruments financiers dérivés est la suivante :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013		Au 31 décembre 2012 retraité	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux	218,7	61,8	272,1	97,6
Couvertures de juste valeur	150,2	5,7	190,6	-
Couvertures de flux de trésorerie	64,3	46,6	75,6	84,6
Dérivés non qualifiés de couverture	4,2	9,5	5,9	13,0
Instruments dérivés de change	64,8	82,3	45,4	114,1
Couvertures d'investissements nets	28,6	7,5	4,3	21,4
Couvertures de flux de trésorerie	9,9	0,3	2,5	1,3
Couvertures de juste valeur	2,2	5,1	3,5	3,4
Dérivés non qualifiés de couverture	24,1	69,4	35,1	88,0
Autres instruments dérivés dont matières premières	14,7	54,2	7,9	48,7
TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES	298,2	198,3	325,4	260,4
Dont instruments dérivés non courants	245,7	147,6	280,0	186,8
Dont instruments dérivés courants	52,5	50,7	45,4	73,6

La variation de valeur du portefeuille d'instruments dérivés de taux qualifiés de couverture de juste valeur s'explique essentiellement par la baisse de la juste valeur des swaps de variabilisation, consécutivement à la hausse des taux EUR et USD, ainsi que par l'appréciation du taux de change du dollar américain face à l'euro.

18. PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES

Le Produit des activités ordinaires comme les autres agrégats du compte de résultat n'intègre pas les montants relatifs aux activités non poursuivies, conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » (voir note 23).

VENTILATION DU PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Prestations de services	8 437,8	8 470,6
Ventes de biens	933,9	1 041,1
Revenus des actifs financiers opérationnels	91,1	92,2
Construction	1 611,0	1 844,4
Produit des activités ordinaires	11 073,8	11 448,3

Les ventes de biens correspondent essentiellement aux activités de ventes de solutions technologiques de l'Eau ainsi qu'aux ventes de produits liées aux activités de recyclage de la Propreté.

Le produit des activités ordinaires par secteur opérationnel est présenté en note 30.

19. RESULTAT OPERATIONNEL

Les éléments constitutifs du résultat opérationnel sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Produit des activités ordinaires	11 073,8	11 448,3
Coûts des ventes	-9 300,4	-9 575,7
dont : pertes de valeur sur goodwill nets des goodwill négatifs constatés en résultat	-48,5	-63,9
pertes de valeur (hors BFR) et provisions	-28,9	-16,8
Coûts commerciaux	-264,0	-263,9
Coûts généraux et administratifs	-1 158,1	-1 231,7
Autres produits et charges opérationnels	12,6	-4,0
dont : plus ou moins-values de cessions d'actifs autres	12,6	-2,7
	-	-1,3
Résultat opérationnel	363,9	373,0
Quote-part de résultat net des entités mises en équivalence	109,1	-38,3
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	473,0	334,7

Les pertes de valeurs et provisions constatées en résultat opérationnel, en coût des ventes, au 30 juin 2013, portent principalement sur les actifs suivants :

- goodwill, à hauteur de -48,5 millions d'euros dans l'activité Propreté en Allemagne (voir note 4),
- actifs courants et non courants et provisions (hors Besoin en Fonds de Roulement) à hauteur de -28,9 millions d'euros.

Les plus-values de cession d'actifs comptabilisées sur le premier semestre 2013 sont relatives à la cession de l'activité Eau au Portugal.

Par ailleurs, comme décrit en note 15, le résultat opérationnel inclut l'impact positif de la fermeture de ces deux régimes de retraite dirigeants pour un montant de 40,3 millions d'euros, sur le premier semestre 2013.

20. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le détail des produits et charges constitutifs du coût de l'endettement financier net est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Produits	22,5	30,3
Charges	-328,1	-327,0
Coût de l'endettement financier net ⁽¹⁾	-305,6	-296,7

⁽¹⁾ L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette.

Les charges et produits de l'endettement financier net sont représentatifs du coût de la dette financière diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. En outre, le coût de l'endettement financier net inclut le résultat des dérivés qui sont affectés à la dette qu'ils soient ou non qualifiés comptablement de couverture.

Le coût de l'endettement financier net augmente de 8,9 millions d'euros entre le 30 juin 2012 retraité et le 30 juin 2013. Le coût de l'endettement financier net du 30 juin 2012 comprend les charges induites par le remboursement des placements privés américains (USPP) en février 2012 pour -16.8 M€ et le coût de l'endettement financier net du 30 juin 2013 comprend les coûts de rachats de dettes obligataires de juin 2013 pour -43 M€. Hors ces éléments, le coût de financement passe de -279,9 M€ au 30 juin 2012 à -262,6 M€ au 30 juin 2013, soit une baisse de -17.3 M€ liée principalement à l'impact de la baisse des taux courts sur la part variable de l'endettement financier net du groupe et aux rachats de dettes obligataires réalisés en décembre 2012.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Passifs financiers évalués selon la méthode du taux d'Intérêt Effectif	-317,6	-412,9
Commissions liées à des lignes de crédit non tirées	-4,2	-4,7
Charges sur l'endettement	-321,8	-417,6
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option de juste valeur) *	17,1	21,9
Résultat sur instruments dérivés et relations de couverture et autres	-0,9	99,0
Coût de l'endettement financier net	-305,6	-296,7

* Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat.

L'évolution du résultat sur instruments dérivés et relations de couverture entre le 30 juin 2012 retraité et le 30 juin 2013 s'explique principalement par le retournement anticipé d'une partie du portefeuille de swaps de taux euros emprunteurs taux variables, en juillet et août 2012 (3 075 millions d'euros d'encours notionnel).

21. AUTRES REVENUS ET CHARGES FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Gains nets/Pertes nettes sur les prêts et créances	45,4	64,5
Résultats sur actifs disponibles à la vente	2,3	1,8
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par le résultat	-	-1,2
Désactualisation des provisions	-23,5	-23,9
Résultat de change	-4,9	-15,6
Autres	-5,9	-2,1
Autres revenus et charges financiers	13,4	23,5

22. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Les éléments de la charge fiscale sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Résultat net des activités poursuivies (a)	104,7	-20,8
Quote-part de résultat net des co-entreprises (b)	96,8	-42,9
Quote-part de résultat net des entreprises associées (b)	12,3	4,6
Quote-part dans le résultat net des autres mises en équivalence (b)	-	-
Impôts sur le résultat (c)	-76,1	-82,3
Résultat des activités poursuivies avant impôts (d)= (a)-(b)-(c)	71,7	99,8
Taux d'imposition apparent - (c)/(d)	106,1%	82,5%

La charge d'impôt s'élève à -76,1 millions d'euros au 30 juin 2013, contre -82,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Au 30 juin 2013, le taux d'impôt s'affiche à 52,6% après retraitement des éléments ponctuels, principalement constitués d'une perte de valeur sur le goodwill de l'activité Propreté en Allemagne (voir note 4) et d'actifs non déductibles ou dont la déduction fiscale n'a pu être retenue compte tenu des projections fiscales sur ces filiales. Ces retraitements s'élèvent à -87,5 millions d'euros, dans le résultat des activités poursuivies avant impôts et 7,7 millions d'euros en impôts sur le résultat.

Au 30 juin 2012 retraité, le taux d'impôt s'affiche à 31,6% après retraitement des éléments ponctuels principalement constitués de pertes de valeur de goodwill non fiscalisées à hauteur de -63,9 millions d'euros.

Certaines filiales françaises ont opté pour le groupe d'intégration fiscale constitué par Veolia Environnement (convention d'une durée de cinq ans renouvelée en 2011). Veolia Environnement est seule redevable envers le Trésor Public français de l'impôt sur les sociétés calculé sur la base de la déclaration fiscale d'ensemble. L'économie d'impôt susceptible d'en résulter est acquise à Veolia Environnement, société intégrante.

Au 30 juin 2011, Veolia Environnement avait décidé de ne pas reconnaître d'impôts différés actifs au titre du groupe d'intégration fiscale France et avait déprécié à ce titre -114,7 millions d'euros. Au 30 juin 2012, le Groupe n'avait pas reconnu de nouveaux impôts différés actifs nets au sein de ce groupe fiscal. Cette position a été maintenue au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2013, le Groupe a reconnu des impôts différés actifs dans sa situation financière consolidée au titre de ses déficits, en lien avec son planning fiscal aux Etats-Unis.

23. ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITES NON POURSUIVIES OU CEDEES

Dans le compte de résultat consolidé présenté en comparatif, les résultats des activités cédées ou en cours de cession, ont été reclassés sur le poste "Résultat net des activités non poursuivies". Il s'agit :

- des activités en cours de cession soit :
 - l'intégralité de Transdev Group, hormis les activités du groupe Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (SNCM), ce sous-groupe ayant été exclu du processus de cession de Transdev Group au cours du premier semestre 2012 ;
 - des activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Services à l'Energie ;
 - l'activité Eau au Maroc ;
 - la quote-part de résultat net de l'entreprise associée des Eaux de Berlin, jusqu'au 30 juin 2013.
- des activités cédées soit :
 - l'activité Eau régulée au Royaume-Uni cédée en juin 2012 ;
 - les activités de Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté cédées en novembre 2012 ;
 - les activités d'énergies éoliennes américaines cédées en décembre 2012 ;
 - les activités d'énergies éoliennes européennes cédées en février 2013 ;

Pour rappel et comme décrit en note 3.3.2. « Politique de recentrage des activités », le Groupe a poursuivi la préparation de son désengagement de Transdev Group. Au 30 juin 2013, l'avancée du processus de désengagement se traduit par le maintien des activités de Transdev Group, hors SNCM, en activités non poursuivies.

L'évolution du résultat net des activités non poursuivies est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité
Résultat des activités non poursuivies	-13,6	-22,5
Plus ou moins-values de cession	-2,8	233,8
Effets fiscaux	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	-16,4	211,3

Au 30 juin 2013, le résultat net des activités non poursuivies par Division se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Services à l'Energie	Propreté	Autres	Total
Résultat des activités non poursuivies	16,9	-30,4	-	-0,1	-13,6
Plus ou moins-values de cession	-	-	-	-2,8	-2,8
Effets fiscaux	-	-	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	16,9	-30,4	-	-2,9	-16,4

Au 30 juin 2012 retraité, le résultat net des activités non poursuivies par Division se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Eau	Services à l'Energie	Propreté	Autres	Total
Résultat des activités non poursuivies	51,2	-11,0	48,3	-111,0	-22,5
Plus ou moins-values de cession	233,8	-	-	-	233,8
Effets fiscaux	-	-	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	285,0	-11,0	48,3	-111,0	211,3

Les principaux indicateurs du compte de résultat au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 retraité des activités non poursuivies sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Produit des activités ordinaires	371,9	614,2
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	-3,2	24,3
Eléments financiers	-6,2	-33,1
Charge d'impôts sur les sociétés	-4,2	-13,7
Résultat des activités non poursuivies hors résultats de cession nets d'impôt	-13,6	-22,5

Le produit des activités ordinaires par Division reclassé en activités destinées à être cédées pour les premiers semestres 2013 et 2012 retraité se détaille comme suit:

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Eau	238,8	173,7
Services à l'Energie	130,1	127,3
Propreté	-	309,6
Autres	3,0	3,6
Produit des activités ordinaires des activités non poursuivies	371,9	614,2

Les activités en cours de cession ont un impact sur l'état de la situation financière consolidée du Groupe pour les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Actifs destinés à la vente	1 953,1	1 469,6
Passifs destinés à la vente	839,7	895,9

Au 30 juin 2013, les actifs et passifs destinés à la vente concernent essentiellement :

- La participation dans la co-entreprise Transdev Group hormis les activités du groupe SNCM ;
- Les activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Services à l'Energie ;
- Les activités de l'Eau au Maroc ;
- La participation dans l'entreprise associée Eaux de Berlin ;
- Les actifs et passifs de l'activité Marine Services dans la Division Propreté.

Au 31 décembre 2012, les actifs et passifs classés comme destinés à la vente concernaient principalement :

- La participation dans la co-entreprise Transdev Group hormis les activités du groupe SNCM ;
- Les activités de l'Eau au Maroc ;
- Les activités d'Energies éoliennes européennes ;
- Les activités d'éclairage public urbain (Citelum) appartenant à la Division Services à l'Energie ;
- Les actifs et passifs de l'activité Marine Services dans la Division Propreté.

Au 30 juin 2013, le Groupe demeure engagé dans un processus de désengagement global de ses activités dans le transport.

Dans ce cadre, les deux accords de négociation signés avec la Caisse des dépôts et consignations en mars et en octobre 2012 ont fait l'objet d'une prorogation, signée le 9 juillet 2013, qui confirme les termes des accords initiaux et prévoit une finalisation de la transaction au plus tard le 31 octobre 2013. Par conséquent, les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2013 reflètent la poursuite des négociations, en conservant le traitement comptable retenu pour les comptes consolidés au 31 décembre 2012 :

- maintien des activités de Transdev Group hors SNCM en activités non poursuivies, et maintien à la juste valeur des actifs et passifs concernés, conformément à la norme IFRS 5 (voir aussi note 3) ;
- maintien de la participation du groupe dans la co-entreprise SNCM au sein des activités poursuivies par le Groupe.

La seule modification apportée résulte de la première application des normes sur la consolidation, à compter du 1^{er} janvier 2013, qui a entraîné la comptabilisation de ces co-entreprises selon la méthode de la mise en équivalence.

Les activités d'éclairage public urbain, déclassées en activités non poursuivies au 31 décembre 2011, sont maintenues en activités non poursuivies au 30 juin 2013 en raison de l'avancée des négociations relatives aux accords de cession au cours du premier semestre 2013. La juste valeur des actifs et passifs de Citelum, retenue dans les comptes intermédiaires au 30 juin 2013, est de 140 millions d'euros, en valeur d'entreprise, sans modification par rapport au 31 décembre 2012.

Les actifs et passifs de Marine Services sont maintenus en actifs et passifs destinés à la vente dans le cadre de l'arrêté des comptes intermédiaires au 30 juin 2013 au vu de l'avancée du processus de cession et notamment de la signature d'un protocole de cession des activités de Marine au cours du premier semestre 2013. Les modalités de cession définies dans ces accords ne remettent pas en cause la juste valeur des actifs et passifs de Marine Services au 30 juin 2013.

24. RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 84,7 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 28,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Au premier semestre 2013, elle concerne notamment les actionnaires minoritaires de filiales dans l'Eau (47,9 millions d'euros), dans la Propreté (4,8 millions d'euros), et dans les Services à l'Energie (32,2 millions d'euros).

25. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

25.1 Informations relatives à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Les principales catégories d'actifs et de passifs financiers du Groupe sont identiques à celles identifiées lors de l'établissement des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012. Par ailleurs, les écarts entre les justes valeurs et les valeurs comptables de ces principales catégories d'actifs et de passifs financiers n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2012.

25.2 Compensation des actifs et passifs financiers

Au 30 juin 2013, les seuls actifs et/ou passifs financiers faisant l'objet d'accords de compensation globale exécutoire sont les dérivés gérés dans le cadre de contrats ISDA ou EFET. Ces instruments ne sont compensables qu'en cas de défaut d'une des parties au contrat. Ils ne sont par conséquent pas compensés comptablement.

Au 30 juin 2013, ces dérivés sont comptabilisés à l'actif pour un montant de 298,2 millions d'euros, et au passif pour un montant de 198,3 millions d'euros dans l'état de la situation financière consolidée du Groupe.

26. CONTROLES FISCAUX

Dans le cadre de leurs activités courantes, les entités du Groupe en France et à l'étranger font l'objet de contrôles fiscaux réguliers. Les redressements, ou les positions fiscales incertaines identifiées mais ne faisant pas encore l'objet d'un redressement, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement conformément aux critères de la norme IAS 37.

L'administration fiscale a également mené divers contrôles fiscaux dans et hors des groupes d'intégration fiscale. A ce jour, ces contrôles n'ont pas conduit à une dette envers l'administration fiscale d'un montant significativement supérieur à celui qui avait été estimé dans le cadre de la revue des risques fiscaux.

Au 30 juin 2013, le Groupe a pris en compte dans son estimation des risques, les charges qui pourraient résulter des conséquences de ces contrôles fiscaux, en fonction de l'analyse technique des positions que le Groupe défend face aux administrations fiscales. Le Groupe revoit périodiquement l'estimation de ces risques au regard de l'évolution des contrôles et des contentieux.

En Italie, dans la Division Services à l'Energie, la société Siram a reçu des notifications de redressements au titre des exercices 2004 et 2005. Une procédure contentieuse a été engagée au titre des redressements de ces exercices. Les dettes relatives à ces contentieux fiscaux ont été anticipées et provisionnées conformément aux critères de la norme IAS 37.

Veolia Environnement par l'intermédiaire de sa filiale VENAO a reçu le 10 mars 2010 des notifications préliminaires de redressement (notices of proposed adjustments, ci-après les « Notifications ») émanant de l'administration fiscale américaine et concernant certaines positions fiscales adoptées par ses filiales aux Etats-Unis et en particulier les déficits fiscaux liés à la réorganisation de l'ancienne US Filter (« Worthless Stock Deduction »). Les notifications portaient sur la Worthless Stock Deduction pour un montant de 4,5 milliards de dollars US (en base). Elles portaient également sur un certain nombre d'autres questions au titre des exercices 2004, 2005 et 2006 pour un montant global de même ordre de grandeur. Ces notifications sont des évaluations préliminaires qui ne reflètent pas la position définitive de l'administration fiscale et sont susceptibles d'évoluer. La réception de ces notifications préliminaires faisait suite à la volonté du Groupe d'obtenir un accord préalable dit de « pre filing agreement » ayant spécifiquement pour objet de valider le montant de ses déficits au 31 décembre 2006.

Au cours des années 2010, 2011, 2012 et du premier semestre 2013, Veolia Environnement a poursuivi la revue de ces notifications avec l'administration fiscale américaine, afin de résoudre les points de désaccord et en vue d'une notification formelle ouvrant droit à un recours hiérarchique ou juridictionnel. Au 30 juin 2013, les notifications restantes hors pénalités (montants en base) portent sur la Worthless Stock Deduction pour un montant de 4,5 milliards de dollars ainsi que certains autres points estimés à hauteur de 0,7 milliard de dollars. Les notifications étant émises sous réserve du contrôle toujours en cours, aucun paiement n'est requis à ce jour. Compte tenu des informations en sa possession à la date de clôture, le Groupe n'a pas comptabilisé de provisions dans ses comptes consolidés et a comptabilisé un impôt différé actif au titre de la reconnaissance d'une partie de ses déficits.

Dans le cadre du contrôle, l'administration fiscale américaine a émis des sommations auxquelles VENAO a répondu par la remise de nombreux documents. Néanmoins le 5 janvier 2013, invoquant une insuffisance de réponse aux sommations, le Département de la justice américain a assigné VENAO devant l'US District Court de l'Etat du Delaware pour la mise en exécution de sommations.

Par ailleurs, le contrôle initié en 2011 au titre des exercices 2007 et 2008 pour la totalité du périmètre des entités américaines du groupe est toujours en cours d'instruction au 30 juin 2013. A ce jour, aucun risque majeur n'a été identifié.

27. ENGAGEMENTS HORS BILAN ET SURETES REELLES

27.1 Engagements relatifs au Groupe et ses filiales

27.1.1 Engagements donnés

Le détail des engagements donnés est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012 retraité	Au 30 juin 2013	Echéance		
			A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Engagements liés aux activités opérationnelles	8 272,5	8 616,5	4 697,7	1 964,0	1 954,8
Garanties opérationnelles y compris performance bonds	8 235,1	8 574,1	4 680,1	1 952,1	1 941,9
Obligations d'achat	37,4	42,4	17,6	11,9	12,9
Engagements liés au périmètre du Groupe	877,5	1 018,6	351,1	418,6	248,9
Garantie de passif	855,7	848,1	190,8	410,5	246,8
Obligation d'achat	10,0	158,5	157,5	0,6	0,4
Obligation de vente	1,4	1,4	1,4	-	-
Autres engagements liés au périmètre	10,4	10,6	1,4	7,5	1,7
Engagements liés au financement	794,0	718,7	192,6	260,3	265,8
Lettres de crédit	325,2	283,3	81,6	197,6	4,1
Garantie d'une dette	468,8	435,4	111,0	62,7	261,7
Total engagements donnés	9 944,0	10 353,8	5 241,4	2 642,9	2 469,5

Les engagements donnés se répartissent par Division comme suit :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Eau	7 448,9	7 177,4
Propreté	551,4	572,4
Services à l'Energie	417,5	419,8
Autres secteurs	1 936,0	1 774,4
Total	10 353,8	9 944,0

L'augmentation des engagements donnés des Autres Secteurs résulte principalement des engagements donnés par la holding sur l'acquisition de Proactiva Medio Ambiente à hauteur de 150 millions d'euros (voir note 3.2.).

En complément des engagements donnés, Veolia Environnement a par ailleurs, consenti des engagements non limités en montant, se rapportant :

- d'une part à une garantie solidaire de bonne exécution d'un pacte d'actionnaires signé lors de l'acquisition d'une société municipale en Allemagne, au sein de la Division Eau,
- et d'autre part à des garanties opérationnelles de bonne exécution, d'un contrat de construction et de contrats d'exploitation de traitement des déchets à Hong Kong, dans les Divisions Eau et Propreté.

Ces engagements, limités à la durée desdits contrats, ont fait l'objet d'une approbation préalable du conseil d'administration de Veolia Environnement.

Engagements donnés liés aux activités opérationnelles

Le total des engagements donnés au titre des activités construction dans la Division Eau (Veolia Water Solutions & Technologies) s'élève à 3 564,2 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 3 431,5 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Le total des engagements reçus (voir ci-après) au titre de ces mêmes activités s'élève à 470,2 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 594,7 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les engagements donnés sur les trois principaux contrats contribuent à environ 48 % des engagements totaux.

Engagements donnés liés au périmètre du Groupe

- **Garanties de passif :**

Elles comprennent essentiellement celles données :

- dans le cadre des cessions des activités américaines dans l'Eau intervenues en 2004 pour 271,4 millions d'euros ;
- à la Caisse des Dépôts et Consignations concernant Veolia Transport, dans le cadre du rapprochement intervenu le 3 mars 2011 entre Veolia Transport et Transdev, estimées à environ 191,3 millions d'euros ;
- dans le cadre de la cession de l'activité Eau régulée au Royaume-Uni à hauteur de 112,3 millions d'euros ;
- dans le cadre de la cession de l'activité Déchets solides dans la Propreté aux Etats-Unis, à hauteur de 72,6 millions d'euros ;
- dans le cadre de la cession des activités d'énergies éoliennes américaines et européennes, à hauteur de 70,9 millions d'euros.

Par ailleurs, Veolia a accordé à l'acquéreur de l'activité Eau régulée, pour une durée de 4 ans, une garantie de passifs sur les risques fiscaux, plafonnée au prix de cession.

- **Obligations d'achat :**

Elles comprennent les engagements pris par les sociétés du Groupe pour acquérir des parts d'autres sociétés ou pour investir. Au 30 juin 2013, ces obligations concernent essentiellement Veolia Environnement SA pour 150,0 millions d'euros (engagement de rachat auprès de FCC de leur quote-part dans Proactiva Medio Ambiente – voir note 3.2.).

- **Accords avec EDF**

Veolia Environnement a accordé à EDF une option d'achat sur la totalité de ses titres Dalkia dans l'hypothèse où un concurrent d'EDF viendrait à prendre le contrôle de Veolia Environnement.

De même, EDF a accordé à Veolia Environnement une option d'achat sur la totalité de ses titres Dalkia dans l'hypothèse où le statut d'EDF serait modifié et où un concurrent de Veolia Environnement, agissant seul ou de concert, viendrait à prendre le contrôle d'EDF. À défaut d'accord sur le prix de cession des titres, celui-ci serait fixé à dire d'expert.

- **Accords avec la Caisse des dépôts et consignations**

Veolia Environnement a accordé à la Caisse des Dépôts et Consignations une option d'achat sur la totalité de ses titres Transdev Group dans l'hypothèse d'un changement de contrôle de Veolia Environnement.

Sûretés réelles données en garantie de dettes financières

Au 30 juin 2013, le Groupe a consenti 195,0 millions d'euros de sûretés réelles en garantie de dettes financières, dont 113,7 millions d'euros en garantie de dettes financières de ses co-entreprises.

27.1.2 Engagements reçus

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Garanties reçues	1 402,0	1 584,5
Garantie opérationnelle	871,6	941,3
Garantie liée au périmètre	177,1	160,2
Garantie de financement	353,3	483,0

Ces engagements sont notamment liés aux engagements reçus de nos partenaires dans le cadre des contrats de construction.

Ils comprennent également les garanties de passif données par la Caisse des Dépôts et Consignations concernant Transdev Group, dans le cadre du rapprochement intervenu le 3 mars 2011 entre Veolia Transport et Transdev, estimées à environ 115 millions d'euros ;

Par ailleurs, le Groupe dispose de lignes de crédit et crédits syndiqués non tirés moyen et court terme pour un montant total de 4 203 millions d'euros.

27.2 Engagements relatifs aux co-entreprises

Le détail des engagements donnés à l'égard des co-entreprises (à 100%) est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Engagements liés aux activités opérationnelles	505,7	505,8
Engagements liés au périmètre du Groupe	150,0	-
Engagements liés au financement	375,9	402,1
Total engagements donnés	1 031,6	907,9

28. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

La direction considère, en application des critères de l'IAS 37, que les procédures judiciaires ou d'arbitrage décrites ci-après ne doivent pas faire l'objet d'une provision ou, le cas échéant, d'une provision complémentaire, ou de la reconnaissance d'un produit à recevoir au 30 juin 2013, compte tenu du caractère incertain de leurs issues.

Les principaux actifs et passifs éventuels associés à des procédures judiciaires ou d'arbitrage sont décrits ci-après :

Eau - Berliner Wasserbetriebe A.ö.R

En mars 2010, l'Office fédéral des cartels allemands (« l'OFC ») a initié une procédure d'enquête administrative à l'encontre de Berliner Wasserbetriebe A.ö.R (« BWB ») pour soupçon d'abus de position dominante dans le domaine de la distribution de l'eau, prétendument caractérisé selon l'OFC par une facturation excessive aux usagers. BWB est une société détenue à 100% par le Land de Berlin mais sur laquelle RWE-Veolia Berlinwasser Beteiligungs GmbH (« RVB ») (société détenue conjointement par Veolia Wasser GmbH et BWB Rekom Berlin GmbH & Co. KG, entité détenue à 100% par le Land) a des droits économiques indirects.

Le 4 juin 2012, l'OFC a rendu sa décision définitive, enjoignant BWB à une baisse moyenne, comprise entre 17 et 18% par rapport à 2011 (année de référence), de sa rémunération moyenne annuelle (prix de l'eau potable hors redevances publiques) par mètre cube générée par la vente d'eau potable aux consommateurs berlinois sur les quatre prochaines années. BWB a initié une procédure judiciaire au fond contre cette décision devant la cour d'appel de Düsseldorf le 11 juin 2012. Une audience est prévue le 22 septembre 2013. Dans l'intervalle, cette baisse est mise en œuvre, au titre de l'année 2012, sous forme d'avoirs à établir au profit des usagers, lors des campagnes de facturation 2013.

Par ailleurs, en avril 2009, RVB a assigné le Land de Berlin devant un tribunal arbitral afin d'obtenir validation du mode de calcul de l'incorporation dans le tarif usager des amortissements inflatés (« *Wiederbeschaffungszeitwerte* » ou « WBZW ») au titre de laquelle elle réclame une indemnisation. Un jugement interlocutoire du 8 juillet 2013 a confirmé le principe de la méthode de calcul. Un expert devrait être désigné prochainement par le tribunal arbitral pour vérifier la mise en œuvre de ce calcul, notamment quant au caractère raisonnable des indices retenus par RVB dans le calcul des WBZW.

Propreté – Italie

Confrontée à un déséquilibre économique important des contrats de concession de ses deux principales filiales, les sociétés Termo Energia Calabria (« TEC ») et Termo Energia Versilia (« TEV »), et à une situation de retard de paiement chronique des autorités concédantes à l'égard de celles-ci, le groupe Veolia Servizi Ambientali Tecnitalia S.p.A (« VSAT »), spécialisé dans l'incinération de déchets en Italie, s'est vu contraint de déposer le 18 avril 2012 une demande de procédure de règlement amiable avec les créanciers, dite *concordato preventivo di gruppo* (« CPG »). L'un des intérêts du CPG est l'unicité de la procédure pour l'ensemble des sociétés concernées avec un juge unique, le ou les mêmes commissaires au *concordato* et une seule et même masse de créances et de dettes. Parallèlement, les contrats de concession de TEC et TEV ont été résiliés respectivement le 31 janvier 2012 et le 15 mai 2012 et les installations opérationnelles restituées respectivement le 23 novembre 2012 et le 29 juin 2012.

A la suite de l'adoption à l'été 2012 d'un décret-loi assouplissant le régime du *concordato preventivo*, une nouvelle demande de CPG est déposée le 17 septembre 2012 auprès du tribunal civil de la Spezia et admise le 5 décembre 2012. Le vote des créanciers a été fixé par le tribunal au 11 février 2013, assorti d'un délai de 20 jours pour le vote par correspondance, soit jusqu'au 4 mars 2013. Le 20 mars 2013, le tribunal civil de la Spezia a constaté le vote favorable d'une majorité des créanciers, en nombre de classes et en montant, pour la proposition de CPG. Une audience de discussion des oppositions s'est tenue devant ledit tribunal le 20 mai 2013. Le 17 juillet 2013, le tribunal a rejeté ces oppositions et clos la procédure de CPG par un jugement d'homologation. Ce dernier peut être frappé d'appel de la part des seuls créanciers ayant formé opposition. Mais un tel appel ne serait pas suspensif.

Les événements décrits ci-dessus n'ont pas engendré d'impact financier significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2013.

Autres secteurs – Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (« SNCM »)

La société Corsica Ferries a entrepris diverses actions contre la Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (la « SNCM »), filiale de Transdev Group que la Société a l'intention d'acquérir. Corsica Ferries a ainsi demandé l'annulation de la délibération du 7 juin 2007 portant attribution de la desserte maritime de la Corse (sous contrat de délégation de service public, « DSP ») au groupement SNCM/CMN pour la période 2007-2013. Après avoir été débouté par un jugement du tribunal administratif de Bastia le 24 janvier 2008, Corsica Ferries a interjeté appel devant la cour administrative d'appel de Marseille. Cette dernière juridiction a

annulé le jugement du tribunal administratif de Bastia par un arrêt rendu le 7 novembre 2011, enjoignant à l'autorité concédante soit de résilier à l'amiable la convention de DSP à compter du 1er septembre 2012, soit de saisir le tribunal administratif de Bastia dans les 6 mois de la notification (soit avant le 7 mai 2012) afin qu'il prenne les mesures appropriées. Par requête du 24 février 2012, l'autorité concédante a donc saisi le tribunal administratif de Bastia d'une demande de résiliation de la DSP, dont elle a finalement demandé le désistement le 14 janvier 2013. La SNCM a, pour sa part, formé pourvoi auprès du Conseil d'Etat contre l'arrêt de la cour administrative de Marseille le 5 janvier 2012. Le 13 juillet 2012, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille du 7 novembre 2011 et renvoyé l'affaire devant cette juridiction.

Il convient de rappeler que l'acquisition par Veolia Transport de la participation dans la SNCM auprès de la Compagnie Générale Maritime et Financière (la « CGMF ») en 2006 avait été faite notamment sous condition résolutoire que l'autorité concédante maintienne la desserte maritime de la Corse sous forme de DSP. Faute de pourvoi exercé par l'autorité concédante, Veolia Transport notifiait le 13 janvier 2012 à la CGMF sa décision de mettre en œuvre la clause résolutoire du protocole d'accord de privatisation du 16 mai 2006. Le 25 janvier 2012, la CGMF contestait la mise en œuvre de la clause résolutoire. En l'absence de réaction de la CGMF à la proposition de résolution amiable du litige, Veolia Transport informait celle-ci le 7 février 2012 de son intention de soumettre l'affaire à la juridiction compétente. Le 11 mai 2012, Veolia Transport assignait la CGMF devant le tribunal de commerce de Paris. La prochaine audience de procédure a été fixée au 23 septembre 2013.

Le 17 février 2012, l'Autorité de la concurrence française recommandait par ailleurs à l'autorité concédante d'évaluer avec précision les besoins en termes de desserte maritime de la Corse afin de limiter le champ du service public à ce qui est nécessaire.

Une procédure de mise en concurrence pour une nouvelle DSP a été lancée pour l'exploitation du transport maritime (passagers et fret) entre le port de Marseille et la Corse pour un démarrage de la DSP à compter du 1^{er} janvier 2014. La SNCM et la CMN y ont répondu en groupement le 14 janvier 2013.

Corsica Ferries a également contesté la validité de la décision de la Commission Européenne du 8 juillet 2008, qui considérait que les sommes versées lors des opérations de privatisation de la SNCM ne constituaient pas des aides d'Etat au sens de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (« TFUE ») et autorisait les aides versées avant la privatisation de la SNCM. En vertu du TFUE, les pouvoirs publics ne peuvent verser des aides d'Etat à des entreprises exerçant des activités économiques que dans des cas très limités et sous réserve d'avoir obtenu l'autorisation de la Commission Européenne. Le 11 septembre 2012, le Tribunal de l'Union Européenne a annulé partiellement la décision de la Commission Européenne du 8 juillet 2008. L'examen des mesures concernées (qui incluent les mesures relatives à la privatisation de la SNCM et une partie des mesures antérieures à la privatisation) a donc été renvoyé à la Commission Européenne, laquelle a ouvert une nouvelle procédure d'examen. Le 22 novembre 2012, la SNCM et la République française ont chacune introduit un pourvoi devant la Cour de Justice de l'Union Européenne contre cet arrêt du Tribunal de l'Union Européenne. Le risque maximum pour la SNCM, à l'issue du réexamen du dossier par la Commission Européenne, d'une requalification des mesures concernées en aides d'Etat incompatibles avec le TFUE est évalué à 222 millions d'euros, hors intérêts moratoires.

Le 12 juin 2013, l'Assemblée nationale a créé une commission d'enquête sur les conditions de la privatisation de la SNCM.

Par ailleurs, la Commission Européenne a annoncé le 27 juin 2012 avoir ouvert une enquête formelle afin de déterminer si les compensations reçues par la SNCM et la CMN pour la desserte des lignes maritimes entre Marseille et la Corse au titre de la DSP pour la période 2007-2013 étaient conformes aux règles de l'Union Européenne sur les aides d'Etat. Par décision du 2 mai 2013, la Commission a validé les subventions reçues au titre du service de base; en revanche, la Commission a ordonné à la France de recouvrer certaines aides reçues par la SNCM au titre du service complémentaire pouvant s'élever, selon la Commission, à environ 220 millions d'euros, hors intérêts moratoires. L'Etat a déposé le 12 juillet 2013 auprès respectivement du Tribunal de l'Union Européenne et de son président, deux recours au fond en annulation et en suspension de cette décision de la Commission. La SNCM examine, quant à elle, les moyens de recours à sa disposition. A la connaissance du Groupe, les autorités françaises n'ont pas, à date, mis en œuvre la décision du 2 mai 2013 à l'encontre de la SNCM.

Enfin, Corsica Ferries dénonçait auprès du Conseil de la concurrence une prétendue entente résidant dans la constitution d'un groupement non justifié entre la SNCM et la CMN, l'existence d'un abus de position dominante du fait de la constitution de ce groupement, et enfin l'existence d'un abus de position dominante caractérisé par le dépôt d'une offre comportant une demande de subvention excessive, cachant des subventions croisées. Les deux griefs concernant le groupement ont été écartés par le Conseil de la concurrence dans sa décision du 6 avril 2007. S'agissant du grief de demande de subvention excessive lors de la procédure d'appel d'offres, la procédure au fond et l'instruction par l'Autorité de la concurrence (ex-Conseil de la concurrence) sont en cours. L'instruction porte également sur les conditions d'exécution de la DSP (surveillance de la mise en œuvre de la clause de sauvegarde des recettes et de l'évolution corrélative du montant de la subvention perçue par les délégataires). Aucune notification de griefs n'est intervenue à ce jour.

Autres secteurs – Aides d'Etat sur les aéroports

La Commission Européenne mène actuellement plusieurs enquêtes sur des aides d'Etat éventuelles au sens de l'article 107 du TFUE dans le secteur du transport aérien. Par décisions des 4 avril, 25 avril et 30 mai 2012, la Commission Européenne a notamment ouvert des enquêtes formelles sur certaines mesures adoptées en faveur de compagnies aériennes clientes et des gestionnaires successifs des aéroports de Carcassonne, Nîmes et Beauvais, parmi lesquels des sociétés détenues partiellement ou en totalité par Transdev Group. A la suite de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne de ces décisions

d'ouverture d'enquête formelle, les filiales de Transdev Group concernées ont adressé leurs observations à la Commission Européenne en qualité de tiers intéressé.

A ce stade, la Société n'est pas en mesure d'apprécier si les conséquences de ces procédures seraient susceptibles d'affecter sa situation financière ou ses résultats de manière significative.

29. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les opérations réalisées avec les parties liées n'ont pas été modifiées de façon significative depuis le 31 décembre 2012, en dehors de la fermeture des régimes de retraites des membres du COMEX et principaux dirigeants du Groupe (hors COMEX), comme décrit en notes 15 et 19.

30. INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe qui exercent des activités et dont les résultats opérationnels sont revus par le Président-directeur général du Groupe (principal décisionnaire opérationnel) afin de mesurer les performances de chacun de ces secteurs et de permettre les prises de décision en matière d'allocation des ressources.

Les informations présentées au principal décisionnaire opérationnel sont extraites du reporting interne du Groupe.

Les données financières par secteur opérationnel sont établies selon les mêmes règles que celles utilisées pour les Etats financiers consolidés.

La présentation par secteur opérationnel correspondait jusqu'en décembre 2012 aux quatre métiers historiques du Groupe à savoir l'Eau, la Propreté, les Services à l'Energie et les Autres secteurs.

Comme décrit en note 1.7., la première application à compter de l'exercice 2013 des nouvelles normes sur la consolidation a conduit le Groupe à comptabiliser ses co-entreprises selon la méthode de la mise en équivalence, alors qu'elles étaient jusqu'alors comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Cependant, les co-entreprises que sont Dalkia International et les Concessions chinoises font partie intégrante des objectifs stratégiques de développement du Groupe. A ce titre, ces deux co-entreprises constituent des secteurs opérationnels dont les principaux agrégats, présentés en quote-part, sont fournis dans le cadre de l'information requise par la norme IFRS 8.

L'annonce, le 8 juillet dernier, d'une réorganisation de la structure du Groupe (voir note 31), ne modifie pas, pour l'année en cours, les modalités de suivi de la performance ni l'allocation des ressources, qui résultent des décisions prises en début d'exercice.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 sur l'identification des secteurs opérationnels et après prise en compte des critères de regroupement, les secteurs présentés sont désormais les suivants :

- **L'Eau** rassemble principalement les activités d'eau potable et d'eaux usées telles que la distribution de l'eau, l'assainissement, les processus industriels, la fabrication d'installations et de systèmes de traitement de l'eau.
- La **Propreté** consiste principalement en la collecte, le traitement et l'élimination des déchets ménagers, commerciaux et industriels.
- **Les services à l'Energie** comprennent la production et la distribution de chaleur, l'optimisation énergétique ainsi que les services assimilés et la production d'électricité.
- **Les « Autres secteurs »** regroupent les activités de la SNCM, de Proactiva MedioAmbiente (Joint-venture avec FCC) et des différentes holdings du Groupe.
- **Dalkia International et les concessions chinoises**

Les informations sectorielles des périodes antérieures ont été retraitées de cette évolution.

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat des activités en cours de cession et des activités cédées (voir note 23) ont été présentés sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies ».

INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

1er semestre 2013

Co entreprises (Données
en Q⁹)

ME	Eau	Propreté	Energie	Autres	Total comptes consolidés	Dalkia International	Concessions chinoises
Produit des activités ordinaires	5 000,4	3 984,7	1 972,3	116,4	11 073,8	1 847,0	261,5
Capacité d'autofinancement	453,4	387,2	154,4	-6,4	988,6	240,1	57,3
CAF opérationnelle	430,3	404,1	154,9	-50,3	939,0	237,7	56,6
<i>Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles</i>	-23,7	16,6	3,8	38,2	34,9	-2,5	0
<i>Dotations nettes de reprises aux amortissements</i>	-210,7	-279,1	-51,3	-21,6	-562,7	-77,5	-27,7
<i>Pertes de valeur sur goodwill et goodwills négatifs</i>	0	-48,5	0	0	-48,5	0	0
<i>Plus ou moins-values de cessions d'actifs immobilisés</i>	15,5	0,9	0,5	-0,3	16,6	-0,2	0,1
<i>Autres</i>	-2,2	-5,0	0,8	0,0	-6,4	-1,3	-0,1
Résultat opérationnel	209,2	89,0	108,7	-40,0	363,9	156,2	34,2
<i>Quote-part de résultat net des entités mises en équivalence</i>	21,4	20,3	68,0	-0,6	109,1	4,2	0,2
Résultat opérationnel après QPRN des entités mises en équivalence	230,6	109,3	176,7	-43,6	473,0	160,4	29,1
Investissements industriels	-202,6	-224,9	-84,3	-13,7	-525,5	-60,7	-16,9

1er semestre 2012

Co entreprises (Données
en QP)

ME	Eau	Propreté	Energie	Autres	Total comptes consolidés	Dalkia International	Concessions chinoises
Produit des activités ordinaires	5 243,7	4 206,9	1 914,3	83,4	11 448,3	1 919,3	246,9
Capacité d'autofinancement	446,2	518,7	159,7	29,5	1 154,1	115,1	53,3
CAF opérationnelle	446,3	438,0	157,1	-35,0	1 006,4	115,6	52,1
<i>Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles</i>	9,5	-17,5	8,0	0,3	0,3	4,1	0,0
<i>Dotations nettes de reprises aux amortissements</i>	-216,1	-276,6	-46,8	-21,8	-561,3	-79,7	-26,3
<i>Pertes de valeur sur goodwill et goodwills négatifs</i>	-51,2	-12,7	0,0	0,0	-63,9	-16,6	0,0
<i>Plus ou moins-values de cessions d'actifs immobilisés</i>	1,4	0,7	2,2	-0,8	3,5	-5,0	0,1
<i>Autres</i>	-10,4	0,5	-0,9	-1,2	-12,0	4,2	0,0
Résultat opérationnel	179,5	132,4	119,6	-90,5	373,0	22,6	25,9
<i>Quote-part de résultat net des entités mises en équivalence</i>	2,8	21,0	-70,8	8,7	-38,3	4,3	
Résultat opérationnel après QPRN des entités mises en équivalence	182,3	153,4	48,8	-49,8	334,7	26,9	25,9
Investissements industriels	-246,9	-300,5	-126,2	-24,3	-697,9	-132,6	-20,7

31. EVENEMENTS POST-CLOTURE

31.1 Nouvelle organisation du Groupe

Le 8 juillet 2013, dans le cadre de la transformation de Veolia Environnement, a été annoncée la nouvelle organisation du Groupe, qui s'inscrit pleinement dans la stratégie mise en œuvre depuis deux ans, visant à faire de Veolia Environnement « l'Industriel de l'Environnement » grâce à son expertise des problématiques environnementales d'ampleur dans l'Eau, la Propreté et les Services à l'Energie.

Cette nouvelle organisation repose sur deux avancées majeures : l'intégration des activités Eau et Propreté par pays sous l'autorité d'un dirigeant unique et la création de deux nouvelles directions fonctionnelles, l'une dédiée à l'Innovation et aux Marchés, l'autre à la Technique et Performance.

A l'exception des activités intégrées mondialement et de Dalkia, les activités seront désormais intégrées au sein de chaque pays, avec des directeurs pays en charge conjointement des activités Eau et Propreté. Le pilotage intégré et direct du Groupe, assuré par le Directeur des Opérations, sera organisé en neuf regroupements de pays, ces derniers représentant l'échelon primaire d'allocation des ressources.

Une organisation spécifique regroupera les entreprises de spécialité mondiale, dont les marchés sont largement globalisés.

Dalkia, filiale de Veolia Environnement et EDF, conservera son organisation actuelle mais a vocation à intégrer le même schéma organisationnel à terme.

La composition du comité exécutif de Veolia Environnement a été revue pour mieux refléter cette organisation géographique. Sous la Présidence d'Antoine Frérot, il compte désormais onze membres :

- Laurent Auguste, Directeur Innovations et Marchés ;
- François Bertreau, Directeur des Opérations ;
- Estelle Brachlianoff, Directeur de la zone Europe du Nord ;
- Régis Calmels, Directeur de la zone Asie ;
- Philippe Guittard, Directeur de la zone Europe centrale et orientale ;
- Jean-Michel Herrewyn, Directeur des entreprises mondiales ;
- Franck Lacroix, Directeur Général de Dalkia ;
- Jean-Marie Lambert, Directeur des Ressources Humaines ;
- Helman le Pas de Sécheval, Secrétaire général ;
- Pierre-François Riolacci, Directeur Financier..

La mise en œuvre de la réorganisation du Groupe conduira ce dernier à adapter les données communiquées au titre de l'information sectorielle pour refléter les performances du Groupe telles que revues par les principaux décideurs opérationnels.

31.2 CPG Italie

Comme décrit en notes 3 et 28, la procédure dite « Concordato preventivo di gruppo (CPG) », a fait l'objet d'un vote favorable de la majorité des créanciers constaté par le tribunal de la Spezia le 20 mars 2013.

Cette procédure a fait l'objet d'un jugement d'homologation du tribunal le 17 juillet 2013. Ce jugement peut faire l'objet d'un appel, mais ce dernier ne serait pas suspensif.

Le groupe examine actuellement les conséquences de cette homologation.

32. LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES INTEGREES DANS LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Au 30 Juin 2013, le Groupe Veolia Environnement a consolidé 2 679 sociétés et intégré 1 183 sociétés au total.

La liste des principales filiales n'a pas connu de modifications significatives par rapport au 31 décembre 2012 à l'exception de la cession des activités éoliennes européennes d'Eolif en février 2013 et de l'activité Eau au Portugal en juin 2013.

DEUXIEME PARTIE – Commentaires sur les résultats

1 EVENEMENTS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2013	2
PREAMBULE	2
1.1 CONTEXTE GENERAL	2
1.2 NOUVEAUX CONTRATS ET PRINCIPALES ACQUISITIONS	3
1.3 OPERATIONS DE FINANCEMENT	4
1.4 AUTRES EVENEMENTS SIGNIFICATIFS	4
2 INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES	5
2.1 DEFINITIONS ET CONTEXTE COMPTABLE	5
2.2 CHIFFRES CLES	5
2.3 PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES	6
2.3.1 <i>Commentaire général</i>	6
2.3.2 <i>Produit des activités ordinaires par secteur opérationnel</i>	7
2.3.3 <i>Produit des activités ordinaires par zone géographique</i>	9
2.4 AUTRES ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT	9
2.4.1 COUTS COMMERCIAUX, GENERAUX ET ADMINISTRATIFS	9
2.4.2 RECONCILIATION DU RESULTAT OPERATIONNEL ET DU RESULTAT OPERATIONNEL APRES QUOTE-PART DE RESULTAT NET DANS LES ENTITES MISES EN EQUIVALENCE AVEC LE RESULTAT OPERATIONNEL RECURRENT ET ANALYSE	9
2.4.3 RECONCILIATION DU RESULTAT OPERATIONNEL AVEC LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT OPERATIONNELLE ET ANALYSE	11
2.4.4 CHARGES FINANCIERES NETTES.....	15
2.4.5 IMPOTS SUR LES RESULTATS	15
2.4.6 RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES	15
2.4.7 RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE.....	16
2.4.8 RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE	16
3. FINANCEMENT	17
3.1 CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	18
3.2 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT OPERATIONNEL	18
3.3 FLUX D'INVESTISSEMENTS NETS	19
3.4 FREE CASH FLOW.....	20
3.5 FINANCEMENT EXTERNE.....	20
3.5.1 <i>Structure de l'endettement financier net et net ajusté</i>	20
3.5.2 <i>Position de liquidité du Groupe</i>	21
3.5.3 <i>Covenants bancaires</i>	21
3.5.4 <i>Taux de financement</i>	21
4. OBJECTIFS ET PERSPECTIVES	22
4.1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DEPUIS LE 1 ^{ER} JUILLET 2013.....	22
4.2 OBJECTIFS	22
5. FACTEURS DE RISQUES	22
6. ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION	23
6.1 RECONCILIATION DES DONNEES PUBLIEES EN 2012 AVEC LES DONNEES RETRAITEES 2012.....	23
6.2 DEFINITIONS COMPTABLES	23

1 Evénements marquants du 1^{er} semestre 2013

Préambule

La clôture semestrielle 2013 est marquée par l'application anticipée des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1^{er} janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 30 juin 2012 (cf notes 2.1 et 6.1). La note 1.1.3 des Etats financiers résumés au 30 juin 2013 présente l'intégralité des impacts de la première application d'IFRS 10, 11 et 12.

1.1 Contexte général

Au 1^{er} semestre 2013, après un début d'année difficile, les performances opérationnelles, bien que contrastées, résistent dans un contexte de contraction de l'activité en Europe.

Le Groupe poursuit l'accélération de la mise en œuvre de sa stratégie au travers d'un plan de transformation et de réduction de coûts et d'un vaste programme de recentrage de ses activités.

- **Plan de transformation de l'organisation et réduction des coûts**

Le 8 juillet 2013, dans le cadre de la transformation de Veolia Environnement, la nouvelle organisation du Groupe a été annoncée. Elle s'inscrit pleinement dans la stratégie mise en œuvre depuis deux ans, visant à faire de Veolia Environnement « l'Industriel de l'Environnement » grâce à son expertise des problématiques environnementales d'ampleur dans l'Eau, la Propreté et les Services à l'Energie.

Cette nouvelle organisation repose sur deux avancées majeures : l'intégration des activités Eau et Propreté par pays sous l'autorité d'un dirigeant unique et la création de deux nouvelles directions fonctionnelles, l'une dédiée à l'Innovation et aux Marchés, l'autre à la Technique et la Performance.

A l'exception des activités intégrées mondialement, de la France et de Dalkia, les activités seront désormais intégrées au sein de chaque pays, avec des directeurs pays en charge conjointement des activités Eau et Propreté. Le pilotage intégré et direct du Groupe, assuré par le Directeur des Opérations, sera organisé en neuf regroupements de pays, ces derniers représentant l'échelon primaire d'allocation des ressources.

Une organisation spécifique regroupera les entreprises de spécialité mondiale, dont les marchés sont largement globalisés.

Dalkia, filiale de Veolia Environnement et EDF, conservera son organisation actuelle mais a vocation à intégrer le même schéma organisationnel à terme.

La composition du Comité Exécutif de Veolia Environnement a été revue pour mieux refléter cette organisation. Sous la Présidence d'Antoine Frérot, il compte désormais onze membres :

- Laurent Auguste, Directeur Innovations et Marchés ;
- François Bertreau, Directeur des Opérations ;
- Estelle Brachlianoff, Directeur de la zone Europe du Nord ;
- Régis Calmels, Directeur de la zone Asie ;
- Philippe Guitard, Directeur de la zone Europe centrale et orientale ;
- Jean-Michel Herrewyn, Directeur des entreprises mondiales ;
- Franck Lacroix, Directeur Général de Dalkia ;
- Jean-Marie Lambert, Directeur des Ressources humaines ;
- Helman le Pas de Sécheval, Secrétaire général ;
- Pierre-François Riolacci, Directeur Financier.

L'annonce de la réorganisation de la structure du Groupe ne modifie, ni les modalités de suivi de la performance, ni l'allocation des ressources pour l'année en cours et n'a donc pas d'impact sur la présentation de l'information sectorielle en 2013 et en particulier dans les Etats financiers résumés au 30 juin 2013.

Au-delà du plan annuel de productivité opérationnelle, l'objectif de réductions de coûts nets (Convergence) a été porté en mai 2013 de 470 millions d'euros à 750 millions d'euros à horizon 2015 par rapport à 2011. Cette augmentation de 280 millions d'euros se décline de la façon suivante : 70 millions d'euros au titre du renforcement des efforts de mutualisation et rationalisation des systèmes d'information, 100 millions d'euros au titre des achats et 110 millions d'euros à travers des projets d'efficacité dans les métiers et les sièges.

Le plan de réduction de coûts du Groupe (Convergence) a permis de générer 74 millions d'euros d'économies nettes supplémentaires au 30 juin 2013 en résultat opérationnel (avant application des IFRS 10 et 11) sur un objectif annuel

de 170 millions d'euros nets des coûts de mise en œuvre. La contribution, hors co-entreprises, après mise en œuvre des IFRS 10, 11 et 12 est de 55 millions d'euros au 30 juin 2013.

Dans la Division Eau, au cours du mois de mars 2013, et dans le cadre du projet de transformation, une proposition d'accord global sur l'emploi en France a été présentée au Comité Central d'entreprise en vue d'ouvrir une négociation sur les modalités d'adaptation des effectifs. Ce projet qui porte sur 1 500 postes d'exploitation comporte plusieurs volets dont : mobilités internes, mobilités externes dont un plan de départs volontaires, formation, accompagnement et transformation. Aucune information concernant le détail des postes visés ainsi que les modalités de départs externes n'a encore été communiquée aux Institutions Représentatives du Personnel, et ainsi aucune provision n'a été constatée.

- **Politique de recentrage des activités :**

Le Groupe continue la mise en œuvre de sa stratégie, notamment :

- par la cession des activités européennes d'Eolfi réalisée le 28 février 2013, faisant suite au protocole d'accord signé avec Asah le 21 janvier 2013 pour une valeur de titres 23,5 millions d'euros ;
- par la cession le 21 juin 2013, à Beijing Enterprises Water Group, de sa filiale Veolia Eau au Portugal (Compagnie Générale des Eaux du Portugal – Consultadoria e Engenharia) pour une valeur d'entreprise de l'ordre de 91 millions d'euros ; et
- par l'introduction en bourse sur le marché d'Oman de 35% des parts de la société Sharqiyah Desalination Company le 29 juin 2013. Suite à la mise sur le marché, cette entité est désormais consolidée en mise en équivalence au 30 juin 2013. L'impact sur l'endettement financier net du Groupe s'élève à -88,9 millions d'euros.

Au total les cessions financières (en valeur d'entreprise) et industrielles s'élèvent à 292 millions d'euros au 30 juin 2013.

Par ailleurs, d'autres opérations de cessions devraient se dénouer d'ici le 31 décembre 2013. Ces activités sont classées en activités non poursuivies au 30 juin 2013 :

- le 7 mars 2013, un accord a été signé avec le fonds d'investissement britannique Actis pour la cession des activités dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité concédées au Maroc ;
- le 9 mai 2013, un accord entre Veolia ES Special Services et Harkand Global Holdings Limited (fonds américain) portant sur la cession de Marine Services a été signé ;
- Au cours du 2nd trimestre 2013, des discussions entre le Groupe et le Land de Berlin ont débuté afin de définir les modalités de désengagement total du Groupe dans le contrat des « Eaux de Berlin ».

Par ailleurs, le Groupe poursuit son processus de désengagement de Transdev Group, en concertation étroite avec son co-actionnaire, la Caisse des Dépôts et Consignations : ajustement de la stratégie industrielle, transfert à Veolia Environnement de la SNCM, objectif de structuration de bilan et stratégie de refinancement. Dans le cadre des discussions sur l'évolution de l'actionnariat de Transdev Group, le Groupe et la Caisse des Dépôts et Consignations ont annoncé début juillet 2013 la prolongation de leur accord du 22 octobre 2012 jusqu'au 31 octobre 2013. Au 30 juin 2013, l'avancée du processus de désengagement du Groupe de l'activité Transport se traduit par le maintien des activités de Transdev Group (hors SNCM) au sein des activités non poursuivies. La valeur de référence de la co-entreprise est identique à celle prise en compte au 31 décembre 2012 soit 400 millions d'euros à 100%.

1.2 Nouveaux contrats et principales acquisitions

- **Nouveaux contrats**

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Groupe a enregistré de nouveaux succès commerciaux dont :

- Le 31 janvier 2013, l'attribution par la ville de Rialto et sa société concessionnaire Rialto Water services à Veolia Water North America, filiale de Veolia Eau, de la gestion des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement. Ce contrat de 30 ans, générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 300 millions d'euros.
- Le gain par Veolia ES Singapore filiale de Veolia Propreté du contrat de collecte et gestion des déchets ménagers et recyclables dans le quartier de Clementi Bukit Merah à Singapour. Ce contrat d'une durée de 7 ans et demi générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 220 millions de dollars de Singapour (soit environ 135 millions d'euros au taux du 30 juin 2013).
- Le 15 avril 2013 Veolia Eau s'est vu confier par QGC, filiale à 100% de BG Group, un contrat de gestion sur 20 ans de ses trois installations de traitement des eaux issues de la production de gaz de charbon situées dans le bassin de Surat, à l'est de l'Australie dans le Queensland. Ce contrat qui devrait générer un chiffre d'affaires cumulé estimé à 650 millions d'euros, prévoit une option d'extension de 5 ans à son terme.

- Dalkia a annoncé le 29 avril 2013, le renouvellement de son contrat de gestion des installations de production et distribution de chaleur au bénéfice du quartier de Petralka de Bratislava. Ce nouveau contrat d'une durée de 20 ans générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 1,1 milliard d'euros sur la période 2019-2039.
- Veolia Eau a remporté, le 15 mai 2013, un contrat de 130 millions d'euros pour la construction de trois unités de traitement des eaux brutes et eaux usées pour le Groupe papetier chilien CMPC.
- Première société britannique de gestion des services d'eau et de traitement des eaux usées, Thames Water a confié le 31 mai 2013 à un consortium composé de Veolia Eau, Costain et Atkins, une importante tranche de son programme de rénovation des installations de production d'eau potable et de traitement d'eaux usées de Londres et de la vallée de la Tamise. Le volume d'affaires dévolu à Veolia Eau pourrait s'élever jusqu'à 450 millions de livres (530 millions d'euros) sur une période allant de 2015 à 2020.
- Le 2 juillet 2013, Marafiq a confié à Veolia Eau la conception, la construction et l'exploitation de la plus grande usine de dessalement à ultrafiltration et osmose inverse d'Arabie Saoudite. Ce contrat représente un chiffre d'affaires de 310 millions de dollars (232 millions d'euros) pour la partie conception-construction et 92 millions de dollars (69 millions d'euros) pour son exploitation sur 10 ans, avec une option d'extension de 20 ans supplémentaires.

• **Acquisitions**

Aucune acquisition significative n'est intervenue sur le premier semestre 2013.

Le Groupe a signé le 7 juin 2013 un accord avec Groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) en vue d'acquérir une participation complémentaire de 50% dans Proactiva Medio Ambiente. Le montant de l'opération s'élèverait à 150 millions d'euros et permettrait au Groupe de détenir 100% du capital de Proactiva.

Cette acquisition reste soumise aux conditions usuelles applicables à ce type d'opération ; les Etats financiers résumés au 30 juin 2013 font mention d'un engagement hors bilan donné de 150 millions d'euros. Sa réalisation définitive est attendue pour la fin de l'année 2013.

1.3 Opérations de financement

Emission hybride subordonnée perpétuelle en Euros et en Sterlings

Veolia Environnement a émis début janvier 2013 des titres super subordonnés à durée indéterminée en euros et en sterlings (1 milliard d'euros à 4,5% de rendement et 400 millions de sterlings à 4,875% de rendement). Cette opération permet de renforcer la structure financière du Groupe et d'accompagner sa transformation tout en confortant ses ratios de crédit. Cette émission est considérée comme des fonds propres dans les comptes consolidés du Groupe, établis conformément aux normes IFRS.

Financement des activités internationales de Dalkia

Le 15 février 2013, un accord portant sur le financement de sa filiale Dalkia International a été conclu entre Dalkia, Veolia Environnement, EDF et Dalkia International. Cet accord, entré en vigueur le 27 février 2013, s'est traduit par l'émission de 600 millions d'euros d'obligations super subordonnées par Dalkia International, à laquelle ses actionnaires ont souscrit à hauteur de leur participation directe au capital, soit respectivement 144 millions d'euros pour EDF et 456 millions d'euros pour Dalkia financés par un prêt à long terme de Veolia Environnement.

Paiement du dividende :

Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 14 mai 2013, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende de 0,7 euros en action ou en numéraire. L'option de paiement en actions du dividende a été retenue pour 64,86% des coupons à verser, entraînant la création de 26 788 859 titres représentant environ 4,88% du capital et 5,01 % des droits de vote. Ce taux de distribution de dividende en actions s'est traduit par une augmentation de 227,9 millions d'euros des fonds propres de Veolia Environnement. Ainsi, le paiement du dividende ayant fait l'objet de l'option de paiement en numéraire représente un montant total de 127,5 millions d'euros. Il a été versé à compter du 14 juin 2013.

Les autres opérations de financement sont présentées en note 3.4 et 16.1 des Etats financiers résumés au 30 juin 2013, y compris celles réalisées sur le 2nd trimestre 2013.

1.4 Autres événements significatifs

Evénements sur les opérations

- Enquête de la Commission Européenne

Par décision du 23 avril 2013, la Commission Européenne, après examen des pièces versées au dossier, a décidé de clôturer la procédure ouverte en 2010 relative à des soupçons de cartel et d'abus de position dominante dans le secteur de la gestion déléguée de services de distribution de l'eau et de l'assainissement en France.

- SNCM- Commission Européenne

La Commission Européenne a ouvert le 27 juin 2012 une enquête formelle afin de déterminer si les compensations reçues par la SNCM et la CMN pour la desserte des lignes maritimes entre Marseille et la Corse au titre de la délégation de service public pour la période 2007-2013 étaient conformes aux règles de l'Union Européenne sur les aides d'Etat. Par décision du 2 mai 2013, la Commission a validé les subventions reçues au titre du service de base; en revanche, la Commission a ordonné à la France de recouvrer certaines aides reçues au titre du service complémentaire pouvant s'élever, selon la Commission, à environ 220 millions d'euros hors intérêts moratoires. L'Etat a déposé le 12 juillet 2013 auprès respectivement du Tribunal de l'Union Européenne et de son Président, deux recours au fond en annulation et en suspension de cette décision de la commission. La SNCM examine, quant à elle, les moyens de recours à sa disposition. A la connaissance du Groupe, les autorités françaises n'ont pas, à date, mis en œuvre la décision du 2 mai 2013 à l'encontre de la SNCM.

Par ailleurs, le 12 juin 2013, l'Assemblée nationale a créé une commission d'enquête sur les conditions de la privatisation de la SNCM.

Dans la note 28 sur les actifs et les passifs éventuels des Etats financiers résumés au 30 juin 2013, ces opérations font l'objet d'une description plus complète.

Autres évènements

Assignment d'EDF

Le 22 octobre 2012, Veolia Environnement a été assignée par EDF devant le tribunal de commerce de Paris en vue d'obtenir le droit de détenir 50% de Dalkia, spécialiste des services énergétiques. A titre complémentaire, EDF a demandé à être indemnisée du préjudice prétendument subi en l'absence de montée à 50% au capital de Dalkia. Le Groupe rappelle qu'EDF a perdu son droit à monter au capital de Dalkia en 2005. Veolia Environnement qui détient 66% du capital de Dalkia, a toujours soutenu sa filiale, notamment en finançant le développement de ses filiales à l'international. La Société s'opposera fermement à la demande d'EDF qu'elle considère sans fondement.

2 Informations comptables et financières

2.1 Définitions et contexte comptable

Les principes comptables utilisés pour arrêter les comptes du premier semestre 2013 ont été impactés par l'application des nouvelles normes sur la consolidation et les amendements à la norme IAS 19. Les principales explications sur le référentiel comptable utilisé sont présentées en note 1.1 des Etats financiers résumés au 30 juin 2013. La réconciliation des données publiées au 30 juin 2012 avec les données retraitées à cette même date est présentée en annexe du rapport d'activité (cf 6.1).

Les définitions des indicateurs strictement comptables et non strictement comptables utilisées dans le présent document ont évolué suite à l'application des normes IFRS 10, 11 et 12 et sont décrites en annexe du rapport de gestion (cf 6.2).

2.2 Chiffres clés

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en recul de 2% à périmètre et change constants (-3,3% en courant) à 11 073,8 millions d'euros au 30 juin 2013 comparé à 11 448,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Il démontre une certaine résistance notamment sur le 2^{ème} trimestre 2013 : le 2^{ème} trimestre à périmètre et change constants ressort en baisse de 1% contre 3% constatée au 1^{er} trimestre 2013.

Ce recul peut s'analyser comme suit :

- dans la Division Eau par la baisse de l'activité Travaux partiellement compensée par l'effet favorable des hausses de tarifs en France et en Europe Centrale ;
- dans la Division Propreté, par un contexte macro-économique difficile se traduisant, d'une part, par une baisse des prix et des volumes des matières premières recyclées, et d'autre part par une baisse du niveau d'activité principalement en Europe ;
- et par la croissance de la Division des Services à l'Energie (de l'ordre de 58 millions d'euros comparé au 30 juin 2012 retraité) grâce à un effet favorable des conditions climatiques ainsi que des prix des énergies, dans un contexte commercial difficile.

Au 30 juin 2013, la capacité d'autofinancement opérationnelle s'établit à 930 millions d'euros en baisse de -6,9% à change constant (de -7,6% en courant) sous l'effet notamment des conséquences des coûts de mise en œuvre du plan d'économies de coûts. La division Eau est pénalisée par l'érosion contractuelle principalement en France, et du retrait de la rentabilité des activités de Braunschweig en Allemagne. L'activité de la division Propreté est en retrait sous l'effet du recul des prix ainsi que des volumes dans une conjoncture économique qui demeure difficile en Europe. Les activités de Dalkia restent relativement stables sur le semestre. Hors charges de restructuration, la capacité d'autofinancement opérationnelle recule de -0,5% en courant (+0,5% à change constant) sur le second trimestre, contre -7,3% sur le premier trimestre 2013 (-7,0% à change constant).

Le résultat opérationnel récurrent¹ est en progression pour s'établir à 538,6 millions d'euros (29,2% à change constant et 28,4% par rapport au 30 juin 2012 retraité). Il est en nette progression grâce à l'impact positif de la fermeture en 2013 du régime de retraite à prestations définies des hauts cadres dirigeants (40,3 millions d'euros) et bénéficie de la contribution favorable des activités Services à l'Energie.

Le résultat opérationnel récurrent intègre la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées pour un montant de 109,1 millions d'euros contre -17,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Cette évolution favorable est principalement liée au retournement des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie constatées au 30 juin 2012 pour 89 millions d'euros et à la croissance de l'activité de Dalkia International en Europe Centrale et Orientale.

Le résultat opérationnel (avant quote-part des mises en équivalence) recule légèrement de -1,7% à change constant (-2,4% en courant) pour s'établir à 363,9 millions d'euros, sous l'effet notamment de la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle et de la dépréciation de goodwill enregistrées au 30 juin 2013 sur les activités Propreté en Allemagne.

Le résultat net des activités non poursuivies ressort à -16,4 millions d'euros contre 211,3 millions d'euros au 30 juin 2012. Il comprenait au 30 juin 2012 retraité la plus-value de cession de l'activité Eau régulée au Royaume-Uni pour un montant de 233,8 millions d'euros.

Le résultat net part du groupe s'établit à 3,6 millions d'euros contre 162,2 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Le résultat net récurrent part du groupe est en forte progression et s'établit à 131,1 millions d'euros contre 17,8 millions au 30 juin 2012 retraité.

L'endettement financier net s'élève à 10 031 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 12 362 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. L'endettement financier net Ajusté des prêts consentis aux co-entreprises telle que défini en note 6.2 évolue de 8 714 millions d'euros au 30 juin 2012 pour s'établir à 6 729 millions d'euros à la fin du premier semestre 2013. L'endettement financier net et l'endettement financier net Ajusté diminuent sous l'effet conjugué de l'émission de titres super subordonnés et de la politique de recentrage du Groupe.

2.3 Produit des activités ordinaires

2.3.1 Commentaire général

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 Retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
11 073,8	11 448,3	-3,3%	-2,0%	-0,3%	-1,0%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, en recul de -2,0% à périmètre et change constants (-3,3% à change courant), s'établit à 11 073,8 millions d'euros contre 11 448,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Une amélioration relative de l'activité a été constatée sur le second trimestre 2013.

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 30 juin 2013 est négatif à hauteur de -33,2 millions d'euros dont notamment 15,9 millions d'euros dans la Division Eau (impact essentiellement de la comptabilisation d'Azaliya en intégration globale à partir du 2 août 2012), et -52,4 millions d'euros dans la Division Propreté (résultant principalement des cessions des activités en Suisse et aux Pays-Baltes en 2012).

L'effet change, quant à lui, est de -109,1 millions d'euros et reflète essentiellement l'appréciation de l'euro par rapport au yen japonais (-35,5 millions d'euros), à la livre sterling (-32,0 millions d'euros), au dollar australien (-14,6 millions d'euros), et au dollar américain (-11,3 millions d'euros).

¹ Après quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées

2.3.2 Produit des activités ordinaires par secteur opérationnel

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation 2013/2012
Eau	5 000,4	5 243,7	-4,6%
Propreté	3 984,7	4 206,9	-5,3%
Services à l'Energie	1 972,3	1 914,3	3,0%
Autres	116,4	83,4	39,6%
Produit des activités ordinaires	11 073,8	11 448,3	-3,3%
Produit des activités ordinaires à change 2012	11 182,9	11 448,3	-2,3%

EAU

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
5 000,4	5 243,7	-4,6%	-3,7%	0,3%	-1,2%

Le chiffre d'affaires de la Division Eau est en recul de -3,7% à périmètre et change constants (-4,6% en courant), essentiellement expliqué par la baisse de l'activité Travaux partiellement compensée par l'effet favorable des hausses de tarifs en France et en Europe Centrale.

- Pour les activités Exploitation, le chiffre d'affaires est stable à -0,2% à périmètre et change constants (-1,1% en courant), et hors activités Travaux, en progression de l'ordre de +1,6% à périmètre et change constants (+0,7% en courant). La relative stabilité reflète des tendances contraires :

En **France**, le chiffre d'affaires baisse de 45,5 millions d'euros soit -2,5% hors effet de périmètre (-2,8% en courant) en lien avec le ralentissement de l'activité Travaux, l'érosion contractuelle et la baisse des volumes vendus (-1,9% sur le semestre) accentuée par les effets climatiques malgré un effet favorable des indexations par rapport à 2012.

A l'**international**, le chiffre d'affaires, hors effets change et périmètre, est en légère hausse (1,6% à change et périmètre constants) et stable à 0,2% en courant. En Europe, l'activité est en hausse (4,0% à change et périmètre constants et en courant) avec de bonnes performances en République Tchèque liées aux hausses tarifaires et à une évolution favorable des volumes en Allemagne. Au Royaume-Uni, l'activité est pénalisée par la fin de contrats de Travaux. Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique recule de -7,5% à change et périmètre constants (-14,9% en courant) en raison de la baisse de l'activité Travaux en Corée et au Japon. Aux Etats-Unis, la progression de 6,2% à périmètre et change constants (4,8% en courant) bénéficie de la bonne tenue des contrats industriels.

- Les activités Technologies et Réseaux sont en fort retrait de -10,4% à périmètre et change constants (-11,3% en courant). L'activité est principalement affectée par l'achèvement de nombreux contrats en France et à l'international dans l'activité « Design and Build », ainsi qu'à la moindre contribution cette année du contrat de Hong Kong Sludge. L'activité de la SADE est affectée par les conditions climatiques défavorables en France et en Belgique. Les prises de commande sont toutefois en hausse de 22,8% par rapport à juin 2012 et s'élèvent à environ 2 milliards d'euros sur le 1^{er} semestre 2013.

PROPRETE

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
3 984,7	4 206,9	-5,3%	-3,0%	-1,2%	-1,1%

Malgré une bonne résistance sur le deuxième trimestre 2013, le chiffre d'affaires de la Division Propreté diminue de -3,0% à périmètre et change constants (-5,3% en courant) à fin juin 2013 par rapport à fin juin 2012 retraité, contre -4,6% à périmètre et change constants au 31 mars 2013. La baisse du chiffre d'affaires est le reflet, d'une part, de la baisse du prix et des volumes des matières premières recyclées pour -2,3%, et d'autre part, de la baisse du niveau d'activité de -1,1%, principalement sur l'activité Collecte.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en recul de -4,9% en courant et à périmètre constant, sous l'effet de l'évolution défavorable des prix de matières (papiers et métaux) et des volumes.
- A l'**international**, le chiffre d'affaires diminue de -1,6 % à périmètre et change constants (-5,5% en courant). Le chiffre d'affaires de l'Allemagne recule de -10,9% à périmètre constant (-10,5% en courant) sous l'effet combiné d'une baisse des prix et des volumes des matières et d'une évolution économique défavorable dans les secteurs industriel et commercial. Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni progresse de 1,7% à périmètre et change constants (-1,8% en courant) tiré par la progression des contrats intégrés (PFI). En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires bénéficie de l'activité soutenue des déchets spéciaux ainsi que pour les secteurs industriels, des secteurs de la pétrochimie et du raffinage. En Australie, le chiffre d'affaires est en croissance de 6,8% à périmètre et change constants (2,2% en courant) porté notamment par le dynamisme du secteur minier.

SERVICES A L'ENERGIE

Suite à l'application des normes IFRS 10 et 11, le chiffre d'affaires des Services à l'Energie comprend :

- 100% du revenu des activités de Dalkia France,
- le revenu des activités américaines détenues à 100% par le Groupe.

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
1 972,3	1 914,3	3,0%	4,4%	-1,3%	-0,1 %

Le chiffre d'affaires est en croissance (4,4% à périmètre et change constants et 3,0% en courant) sous l'effet favorable du prix des énergies (de l'ordre de 38 millions d'euros par rapport au 30 juin 2012 retraité) et à un effet climatique favorable sur la France, et ce dans un contexte commercial difficile.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en hausse 3,7% à périmètre constant (2,3% en courant) sous l'effet de la hausse du prix des énergies combiné à un effet climatique favorable et à la bonne tenue de l'activité Travaux.
- Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires est en forte croissance de 13,9% à périmètre et change constants (12,4% en courant) grâce, d'une part, à un effet prix favorable du gaz et de l'électricité, et d'autre part, à la hausse des volumes de vapeur vendus suite à un retour à des conditions climatiques rigoureuses par rapport à un premier semestre particulièrement doux en 2012.

AUTRES

Les activités Autres regroupent certains contrats de multiservices industriels ainsi que les différentes holdings du Groupe :

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
116,4	83,4	39,6%	6,0%	33,6%	0%

La croissance du secteur opérationnel « Autres » de 6,0% à périmètre et change constants (39,6% en courant) s'explique essentiellement par l'entrée en phase d'exploitation d'un contrat industriel significatif.

2.3.3 Produit des activités ordinaires par zone géographique

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation (%)	Variation à périmètre et change constants
France	5 684,7	5 809,2	-2,1%	-2,1%
Allemagne	987,4	1 004,1	-1,7%	-1,6%
Royaume-Uni	957,4	980,6	-2,4%	0,9%
Europe Centrale et Orientale	566,1	581,6	-2,7%	0,5%
Reste de l'Europe	399,3	453,2	-11,9%	-3,8%
Etats-Unis	870,8	886,0	-1,7%	0,5%
Pacifique	472,9	479,6	-1,4%	2,7%
Asie	539,3	659,8	-18,3%	-14,1%
Moyen-Orient	165,4	153,6	7,7%	-6,2%
Reste du monde	430,5	440,6	-2,3%	0,1%
Produit des activités ordinaires	11 073,8	11 448,3	-3,3%	-2,0%

Les effets de la conjoncture économique peuvent être variables sur l'évolution du produit des activités ordinaires selon les zones géographiques notamment en fonction du mix des différentes activités du Groupe. Les principaux commentaires ont été donnés en note 2.3.2 par Division.

2.4 Autres éléments du compte de résultat

2.4.1 Coûts commerciaux, généraux et administratifs

Au 30 juin 2013, les coûts commerciaux, généraux et administratifs représentent 1 422,1 millions d'euros contre 1 495,6 millions d'euros soit une baisse de 73,5 millions d'euros (-4,9% en courant). La baisse constatée intègre les effets de la politique de recentrage et du plan de réduction des coûts mis en œuvre par le Groupe depuis 2012.

2.4.2 Réconciliation du Résultat opérationnel et du Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence avec le Résultat opérationnel récurrent et analyse

Le résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat au 30 juin 2013 et 30 juin 2012 retraité se décompose comme suit par Division :

(en millions d'euros)	Résultat opérationnel			
	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation (en %)	Variation change constant (en %)
Eau	209,2	179,5	16,5%	16,5%
Propreté	89,0	132,4	-32,8%	-30,9%
Services à l'Energie	108,7	119,6	-9,1%	-9,0%
Autres	-43,0	-58,5	26,5%	26,5%
Total	363,9	373,0	-2,4%	
Total à change 2012	366,5	373,0		-1,7%
Taux de marge de RESOP	3,3%	3,3%		

Au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 retraité, la réconciliation du Résultat opérationnel et du Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence avec le Résultat opérationnel récurrent s'analyse comme suit:

(en millions d'euros)	30 juin 2013			Non récurrent		Résultat Opérationnel Récurrent ⁽⁴⁾
	Résultat Opérationnel (A)	QP de résultat net des entités ME (B)	Résultat Opérationnel après QP des entités ME (C)	Pertes de valeur sur Goodwill ⁽²⁾ (D)	Autres ⁽¹⁾ (E)	
Eau	209,2	21,4	230,6			230,6
Propreté	89,0	20,3	109,3	-48,5		157,8
Services à l'Energie	108,7	68,0	176,7			176,7
Autres	-43,0	-0,6	-43,6		-17,1	-26,5
Total	363,9	109,1	473,0	-48,5	-17,1	538,6

(C) = (A)+(B) et (F)= (C)-(D)-(E)

(en millions d'euros)	30 juin 2012 retraité			Non récurrent		Résultat Opérationnel Récurrent ⁽⁴⁾
	Résultat Opérationnel (A)	QP de résultat net des entités ME (B)	Résultat Opérationnel après QP des entités ME (C)	Pertes de valeur sur Goodwill (2) (D)	Autres ⁽³⁾ (E)	
Eau	179,5	2,8	182,3	-51,2	-4,6	238,1
Propreté	132,4	21,0	153,4	-12,7	0,3	165,8
Services à l'Energie	119,6	-70,8	48,8		-16,4	65,2
Autres	-58,5	8,7	-49,8			-49,8
Total	373,0	-38,3	334,7	-63,9	-20,7	419,3

(C) = (A)+(B) et (F)= (C)-(D)-(E)

⁽¹⁾ Les charges de restructuration en lien avec le plan de départ volontaire du siège sont reclassées en éléments non récurrents du résultat opérationnel.

⁽²⁾ Il s'agit des pertes de valeurs hors Goodwill négatifs, ces derniers sont présentés dans la colonne Autres éléments non récurrents. Au 30 juin 2013, ils comprennent 48,5 millions d'euros de dépréciation du Goodwill de la Propreté en Allemagne. Au 30 juin 2012 retraité, ils concernaient la dépréciation des Goodwills pour le Royaume-Uni non régulé dans l'Eau et Veolia Propreté Estonie et Lituanie.

⁽³⁾ figurent en Autres, au 30 juin 2012 retraité, les impairments des Goodwills pour la quote-part des sociétés mises en équivalence, soit 4,6 millions pour le Royaume-Uni non régulé dans l'Eau et 16,4 millions d'euros pour Dalkia Estonie et Israël.

⁽⁴⁾ le résultat opérationnel récurrent est défini en note 6.2.

L'évolution du résultat opérationnel récurrent tel que défini en note 6.2, se détaille comme:

(en millions d'euros)	Résultat opérationnel récurrent			
	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation (en %)	Variation change constants (en %)
Eau	230,6	238,1	-3,2%	-3,2%
Propreté	157,8	165,8	-4,8%	-3,3%
Services à l'Energie	176,7	65,2	171,1%	172,2%
Autres	-26,5	-49,8	46,8%	46,8%
Total	538,6	419,3	28,4%	
Total à change 2012	541,6	419,3		29,2%

Le résultat opérationnel récurrent du Groupe y compris la quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ressort à 538,6 millions d'euros contre 419,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité soit une amélioration de 29,2% à change constant et de 28,4% en courant.

L'évolution du résultat opérationnel récurrent s'explique principalement par :

- le retrait de la capacité d'autofinancement opérationnelle détaillé en 2.4.3, compensé par ;
- la contribution positive des entités mises en équivalence (notamment Dalkia International) ;

- et la reprise de provisions retraites des hauts cadres dirigeants chez Veolia Environnement SA pour 40,3 millions d'euros.

La quote-part de résultat des entités mises en équivalence de 109,1 millions d'euros se décompose en quote-part de résultat net des co-entreprises et en quote-part des entreprises associées :

- Quote-part de résultat net des co-entreprises

Elle s'établit à 96,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -42,9 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Cette évolution très favorable est principalement liée au redressement des opérations italiennes de Dalkia International (SIRAM) et au retournement des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie constatées au 30 juin 2012 pour 89 millions d'euros et à la croissance de l'activité de Dalkia International en Europe Centrale et Orientale.

Contribution ⁽¹⁾ Dalkia International (en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation (en %)
PAO	1 847,0	1 919,3	-3,8%
Résultat opérationnel	156,2	22,6	591,2%
CAFOP	237,7	115,6	105,6%
Investissements industriels	60,7	132,6	-54,2%

⁽¹⁾ Contribution de Dalkia International à 75,8%

Contribution ⁽²⁾ Concessions chinoises dans l'Eau (en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation (en %)
PAO	261,5	246,9	5,9%
Résultat opérationnel	28,9	25,9	11,6%
CAFOP	56,6	52,1	8,4%
Investissements industriels	16,9	20,7	-18,8%

⁽²⁾ En quote-part Groupe

Des analyses plus détaillées sont communiquées dans les Etats financiers résumés au 30 juin 2013 en note 8 et en note 30.

- Quote-part de résultat net des entreprises associées

Elle s'établit à 12,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 4,6 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

2.4.3 Réconciliation du résultat opérationnel avec la capacité d'autofinancement opérationnelle et analyse

La réconciliation du résultat opérationnel à la capacité d'autofinancement opérationnelle est donnée ci-après au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 retraité:

30 juin 2013 (en millions d'euros)	RESOP (A)	Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles (B)	Dotations nettes de reprises aux amortissements (C)	Pertes de valeur sur Goodwill (D)	Plus ou moins values de cessions d'actifs immobilisés (E)	Autres (F)	CAFOP (G)
Eau	209,2	-23,7	-210,7	-	15,5	-2,2	430,3
Propreté	89,0	16,6	-279,1	-48,5	0,9	-5,0	404,1
Services à l'Énergie	108,7	3,8	-51,3	-	0,5	0,8	154,9
Autres	-43,0	38,2	-21,6	-	-0,3	-	-59,3
TOTAL	363,9	34,9	-562,7	-48,5	16,6	-6,4	930,0

(G) = (A)-(B)-(C)-(D)-(E)-(F)

30 juin 2012 (en millions d'euros)	RESOP (A)	Dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles (B)	Dotations nettes de reprises aux amortissements (C)	Pertes de valeur sur Goodwill (D)	Plus ou moins valeurs de cessions d'actifs immobilisés (E)	Autres (F)	CAFOP (G)
Eau	179,5	9,5	-216,1	-51,2	1,4	-10,4	446,3
Propreté	132,4	-17,5	-276,6	-12,7	0,7	0,5	438,0
Services à l'Énergie	119,6	8,0	-46,8	-	2,2	-0,9	157,1
Autres	-58,5	0,3	-21,8	-	-0,8	-1,2	-35,0
TOTAL	373,0	0,3	-561,3	-63,9	3,5	-12,0	1 006,4

(G) = (A)-(B)-(C)-(D)-(E)-(F)

L'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle est la suivante :
(en millions d'euros)

	CAFOP			
	30 juin 2013	30 juin 2012 retraité	Variation	
			change courant	change constant
Eau	430,3	446,3	-3,6%	-3,2%
Propreté	404,1	438,0	-7,8%	-6,7%
Services à l'Énergie	154,9	157,1	-1,4%	-1,2%
Autres	-59,3	-35,0	-69,4%	-69,4%
CAF opérationnelle	930,0	1 006,4	-7,6%	
CAF opérationnelle à change 2012	936,7	1 006,4		-6,9%
Taux de marge de CAFOP	8,4%	8,8%		

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 930,0 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 1 006,4 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité en retrait de -6,9% à change constant (-7,6% en courant).

La variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle sur le premier semestre 2013 est affectée :

- dans la division Eau, par l'érosion contractuelle en France, la baisse de la profitabilité de l'activité en Allemagne liée à l'impact défavorable des effets prix, et également par la dégradation du projet Hong Kongais de l'activité Technologies et Réseaux ;
- dans la Division Propreté, par le différentiel défavorable sur le prix des matières premières recyclées en France et en Allemagne, et à une pression sur les prix auprès des clients industriels dans un environnement concurrentiel difficile ;
- et également par l'impact du plan de départ volontaire de Veolia Environnement.

Elle bénéficie en revanche :

- de la contribution positive, nette des coûts de mise en œuvre, des plans d'économie ;
- du Crédit d'Impôt pour le Compétitivité et l'Emploi (CICE) compensé partiellement par l'augmentation du forfait social ;
- de la progression des activités de la Division Eau en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires, ainsi que par la bonne tenue des contrats industriels aux États-Unis ;
- et du retournement des difficultés opérationnelles et des coûts de restructurations afférents.

L'effet de change est limité à -6,7 millions d'euros sur la capacité d'autofinancement opérationnelle et concerne essentiellement la Division Propreté (livres sterling et dollars australien).

Analyse par Division :

EAU

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation à change courant	Variation change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	430,3	446,3	-3,6%	-3,2%
Taux de marge CAFOP	8,6%	8,5%		
Résultat opérationnel récurrent *	230,6	238,1	-3,2%	-3,2%
Résultat opérationnel	209,2	179,5	16,5%	16,5%
Taux de marge RESOP	4,2%	3,4%		

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 430,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 446,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit une baisse de -3,2% à change constant (-3,6% en courant).

Le retrait de la capacité d'autofinancement opérationnelle s'explique essentiellement

- par l'érosion contractuelle et la baisse des volumes en France,
- par la baisse de la profitabilité de nos activités allemandes du fait de l'évolution défavorable des marges sur l'électricité,
- par la non récurrence de l'activité exceptionnelle enregistrée au Japon en 2012 suite au tremblement de terre ;
- et par la dégradation de la marge sur le contrat Hong Kong dans les activités Technologies et Réseaux.

Elle bénéficie notamment de :

- l'impact net des plans de réductions des coûts,
- la bonne tenue des contrats industriels aux Etats-Unis,
- la non récurrence des pertes de valeur sur créances clients et des coûts liés à la séparation des activités régulées au Royaume-Uni qui avaient été enregistrés sur le 1^{er} semestre 2012,
- et la progression des activités en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 230,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 238,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit un retrait de -3,2% à change constant (-3,2% en courant). Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, le résultat opérationnel récurrent est pénalisé par des dotations pour risques opérationnels et contractuels notamment aux Etats-Unis. Ces effets sont compensés par la réalisation de la plus-value de cession constatée sur la cession des activités au Portugal.

Les dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élèvent à -23,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre +9,5 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -210,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -216,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Ainsi, le taux de marge de résultat opérationnel (résultat opérationnel / produits des activités ordinaires) passe de 3,4% au 30 juin 2012 retraité à 4,2% au 30 juin 2013.

L'impact net sur le résultat opérationnel (avant application des IFRS 10 et 11) des plans de réductions des coûts (Convergence) de 36 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2013.

PROPRETE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation à change courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	404,1	438,0	-7,8%	-6,7%
Taux de marge CAFOP	10,1%	10,4%		
Résultat opérationnel récurrent *	157,8	165,8	-4,8%	-3,3%
Résultat opérationnel	89,0	132,4	-32,8%	-30,9%
Taux de marge RESOP	2,2%	3,1%		

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 404,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 438,0 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit une diminution de 6,7% à change constant (-7,8% en courant).

Au 30 juin 2013, la capacité d'autofinancement opérationnelle diminue sous l'effet essentiellement du contexte macro-économique difficile et du différentiel défavorable des prix des matières recyclées.

Ces éléments sont compensés par :

- l'impact net des plans de réductions des coûts,
- et le retournement des difficultés opérationnelles et des coûts de restructurations afférents notamment en Italie et dans la zone Afrique Moyen-Orient.

Le résultat opérationnel récurrent ressort ainsi à 157,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 165,8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité, soit un retrait de -3,3% à change constant (-4,8% en courant). Il s'explique par la variation de la capacité d'autofinancement compensée par les variations favorables sur les provisions opérationnelles.

Les reprises nettes de dotations aux provisions opérationnelles s'élèvent, en effet, à +16,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une dotation nette de -17,5 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -279,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -276,6 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

L'impact net sur le résultat opérationnel (avant application des IFRS 10 et 11) des plans de réductions des coûts (Convergence) de 14 millions d'euros au titre du 1er semestre 2013.

SERVICES A L'ENERGIE

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité	Variation à change courant	Variation à change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	154,9	157,1	-1,4%	- 1,2%
Taux de marge CAFOP	7,9%	8,2%		
Résultat opérationnel récurrent *	176,7	65,2	171,1%	172,2%
Résultat opérationnel	108,7	119,6	-9,1%	-9,0%
Taux de marge RESOP	5,5%	6,2%		

* y compris QP de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées.

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 154,9 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 157,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraitée, soit une diminution de -1,2% à change constant et -1,4% en courant.

Les effets favorables du prix des énergies et les actions qui ont été menées pour améliorer les marges, notamment l'achat d'énergies, ont permis d'absorber les conséquences de l'attrition du portefeuille commercial, ainsi que les éléments de contexte et réglementaires défavorables, comme l'arrêt programmé des Cogénérations Gaz.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 176,7 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 65,2 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Il augmente sous l'effet de la contribution favorable des activités de Dalkia International :

- en Europe Centrale et Orientale grâce à un double effet, prix et climatique favorable dans l'ensemble des pays de la zone en dépit de la réduction des subventions à la production d'électricité à base d'énergies renouvelables en Pologne et République Tchèque ;
- au redressement des résultats de l'Italie dû à la restructuration réalisée et aux pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie qui avaient été constatées au 30 juin 2012 pour 89 millions d'euros.

Le résultat opérationnel est en léger retrait en raison :

- des dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles s'élèvent à 3,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.
- des dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -51,3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -46,8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Au global, le taux de marge de résultat opérationnel passe de 6,2% au 30 juin 2012 retraité à 5,5% au 30 juin 2013.

Enfin l'impact net sur le résultat opérationnel (avant application des IFRS 10 et 11) des plans de réductions de coûts (Convergence) est de 24 millions d'euros au 30 juin 2013.

2.4.4 Charges financières nettes

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 30 juin 2012 retraité
Produits	22,5	30,3
Charges	-328,1	-327,0
Coût de l'endettement financier net	-305,6	-296,7
Autres revenus et charges financiers	13,4	23,5

Le coût de l'endettement financier net est de -305,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre -296,7 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité (cf note 20 des Etats financiers résumés au 30 juin 2013).

Il inclut une charge non récurrente de 43,0 millions d'euros liée au rachat de 699 millions d'équivalents euros de dettes obligataires réalisé en juin 2013.

2.4.5 Impôts sur les résultats

Au 30 juin 2013, la charge d'impôt s'établit à -76,1 millions d'euros.

En France, conformément au planning fiscal, le Groupe fiscal Veolia Environnement a limité au 30 juin 2013, comme à la clôture de l'exercice précédent, la reconnaissance des impôts différés actifs au montant des impôts différés passifs.

Le taux d'impôt apparent s'élève à 106,1%. Au 30 juin 2013, le taux d'impôt s'affiche à 52,6% après retraitement des éléments ponctuels principalement constitués d'une perte de valeur sur le goodwill de l'activité Propreté en Allemagne et de charges non déductibles, ou dont la déduction fiscale n'a pu être retenue compte tenu des projections fiscales sur ces filiales.

2.4.6 Résultat net des activités non poursuivies

Il s'élève à -16,4 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 211,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité et intègre les entités mises en équivalence des activités en cours de cession ou cédées. Se référer à la note 23 des Etats financiers résumés au 30 juin 2013.

Le résultat net de ces activités au 30 juin 2013 est principalement lié aux activités en cours de cession ou cédées :

- l'activité Eau au Maroc en cours de cession,
- des activités d'éclairage urbain « Citelum » dans la Division Services à l'Energie en cours de cession,
- les « Eaux de Berlin » en cours de cession,
- et les activités d'énergies éoliennes européennes cédées en février 2013.

Par ailleurs, les indicateurs clés opérationnels de Transdev Group à 100% au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 retraité, et sans impact dans les agrégats du Groupe à l'exception de la SNCM, sont les suivants :

(en millions d'euros)	Transdev Group au 30 juin 2013 ^(*)	Transdev Group au 30 juin 2012 retraité ^(*)
Produit des activités ordinaires	3 362,7	3 420,2
Capacité d'autofinancement opérationnelle	173,7	139,8
Résultat opérationnel	26,3	-12,6
Résultat net	-25,5	-50,0
<i>Dont Résultat net SNCM</i>	<i>-26,6</i>	<i>-2,8</i>

^(*) Transdev Group à hauteur de 100%, dont les résultats de la SNCM.

A périmètre et change constants, Transdev Group présente un produit des activités ordinaires en légère régression (-0,7%).

Le retrait de l'interurbain, la faible croissance de l'urbain et le fort recul des activités Aéroports en France, ainsi que les arrêts des contrats Friesland et ZHN au Pays-Bas sont compensés par une activité en croissance à l'international, et principalement en Australie avec le nouveau contrat de Sydney ferries et la progression de l'activité bus.

La capacité d'autofinancement opérationnelle de Transdev Group s'améliore de 22,1% à périmètre et taux de change constants. Cette amélioration s'explique par les bonnes performances opérationnelles enregistrées aux USA et en Australie, l'arrêt ou la cession de contrats déficitaires aux Pays bas, l'amélioration de contrats ferroviaires en Allemagne, la mise en place de plan d'économies et la non-réurrence des coûts d'assistance technique et de marque constatés au 1er semestre 2012

Le résultat opérationnel au 30 juin 2013 varie sous l'effet de la croissance de la capacité d'autofinancement et de la provision pour plan de départs volontaires constatée en 2012, non récurrente en 2013.

2.4.7 Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 84,7 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 28,3 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Son augmentation s'explique principalement par la progression des résultats de Dalkia International.

2.4.8 Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 3,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 162,2 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité. Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère est de 131,1 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 17,8 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation qui s'élève à 510,0 millions au 30 juin 2013 (dilué et non dilué) et 507,7 millions au 30 juin 2012 (dilué et non dilué), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère (dilué et non dilué) par action ressort à -0,03 euro, contre 0,32 euro au 30 juin 2012. Le résultat net récurrent par action attribuable aux propriétaires de la société mère, y compris les coupons versés des titres super subordonnés, (dilué et non dilué) ressort à 0,22 euro au 30 juin 2013 contre 0,04 euro au 30 juin 2012 retraité.

Au 30 juin 2013 la formation du résultat net récurrent est la suivante :

Au 30 juin 2013 (en millions d'euros)	Récurrent	Non récurrent	Total
Résultat opérationnel après QP dans les entités mises en équivalence	538,6	-65,6 ^(*)	473,0
Coût de l'endettement financier net	-262,6	-43 ^(**)	-305,6
Autres revenus et charges financiers	13,4		13,4
Charges d'impôts sur les sociétés	-76,1		-76,1
Résultat net des activités non poursuivies		-16,4	-16,4
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-82,2	-2,5	-84,7
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	131,1	-127,5	3,6

* Les éléments non récurrents du résultat opérationnel sont présentés au paragraphe 2.4.2.

** Coûts liés aux rachats de souches obligataires en fin d'année. Voir paragraphe 2.4.4.

Au 30 juin 2012 retraité, le résultat net récurrent s'établissait de la manière suivante :

Au 30 juin 2012 retraité (en millions d'euros)	Récurrent	Non récurrent	Total
Résultat opérationnel après QP dans les entités mises en équivalence	419,3	-84,6 ^(*)	334,7
Coût de l'endettement financier net	-296,7		-296,7
Autres revenus et charges financiers	23,5		23,5
Charges d'impôts sur les sociétés	-82,3		-82,3
Résultat net des activités non poursuivies		211,3	211,3
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-46,0	17,7	-28,3
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	17,8	144,4	162,2
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère publié	7,6	145,5	153,1

* Les éléments non récurrents du résultat opérationnel sont présentés au paragraphe 2.4.2.

3 Financement

Le tableau ci-après récapitule la variation d'endettement financier net ainsi que le tableau de flux de trésorerie et les éléments de passage entre les deux états au 30 juin 2013 et 2012.

Au 30 juin 2013 :

(en millions d'euros)	Variation d'Endettement financier Net (EFN)	Éléments de passage	Tableau de flux de trésorerie (TFT)**
Capacité d'autofinancement	989		989
Impôts versés	-123		-123
Variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel	-749		-749
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (A)	117		117
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements (au tableau de variation de l'EFN) (B)	-248	-147	N/A ⁽¹⁾
Dividendes reçus (incluant ceux reçus des coentreprises et des entreprises associés) (C)	76		76
Variation des créances et autres actifs financiers (D)	-338		-338
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements (au tableau de flux de trésorerie)	N/A ⁽¹⁾		-657
Variation des passifs financiers courants	-	-599	-599
Émission d'emprunts et autres passifs	-	81	81
Emission de titres super subordonnés y compris coupons versés (E)	1 454	-	1 454
Remboursements d'emprunts et autres passifs	-	-1 181	-1 181
Augmentation de capital attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (F)	1		1
Mouvement sur actions propres y/c augmentation de capital de VE SA (G)	0	0	-
Dividendes versés (H)	-172	-	-172
Intérêts financiers nets versés (I)	-334	-125	-459
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles		-9	-9
Transactions entre actionnaires : cessions partielles		1	1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	949	-1 832	-883
FREE CASH FLOW = (A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)+(G)+(H) + (I)		556	
Effets de change et autres variations ⁽⁷⁾	235	-134	101
Variation	791	-2 113	-1 322
ENDETTEMENT FINANCIER NET / TRESORERIE NETTE D'OUVERTURE	-10 822		4 745
ENDETTEMENT FINANCIER NET / TRESORERIE NETTE DE CLOTURE	-10 031		3 423

(*) : Les effets de change et autres variations de la variation de l'EFN incluent notamment au 30 juin 2013 l'impact des reclassements en actifs destinés à la vente de la trésorerie liée à la cession de Eolfi pour 68,5 millions d'euros, ainsi que le reclassement en actifs et passifs disponibles à la vente du Maroc pour 33,2 millions d'euros.

(**) : tel qu'il est présenté dans les états financiers.

⁽¹⁾ Les symboles N/A signifient que cette donnée dans le tableau ne correspond pas à la définition du flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements dans le TFT ou dans le tableau de variation de l'EFN.

Au 30 juin 2012 retraité:

<i>(en millions d'euros)</i>	Variation d'Endettement financier Net	Éléments de passage	Tableau de flux de trésorerie
Capacité d'autofinancement	1 154		1 154
Impôts versés	-98		-98
Variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel	-500		-500
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (A)	556	-	556
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements (au tableau de variation de l'EFN) (B)	734	-804	N/A ⁽¹⁾
Dividendes reçus (incluant ceux reçus des coentreprises et des entreprises associés) (C)	73	-	73
Variation des créances et autres actifs financiers (D)	-129		-129
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements (au tableau de flux de trésorerie)	N/A ⁽¹⁾	-	-126
Variation des passifs financiers courants	-	-551	-551
Émission d'emprunts et autres passifs	-	1 112	1 112
Remboursements d'emprunts et autres passifs	-	-1 183	-1 183
Augmentation de capital attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾ (E)	2	-2	0
Mouvement sur actions propres y/c augmentation de capital de VE SA ⁽²⁾ (F)			
Dividendes versés (G)	-403	0	-403
Intérêts financiers net versés ⁽³⁾ (H)	-281	-174	-455
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-	-80	-80
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	-	2	2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-682	-876	-1 558
FREE CASH FLOW = (A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)+(G)+(H)		552	
Effets de change et autres variations (*)	-218	182	-36
Variation	334	- 1 498	-1 164
ENDETTEMENT FINANCIER NET / TRESORERIE NETTE D'OUVERTURE	-12 696	-	4 635
ENDETTEMENT FINANCIER NET / TRESORERIE NETTE DE CLOTURE	-12 362	-	3 471

(*) : Les effets de change et autres variations incluent notamment au 30 juin 2012 retraité l'impact des taux de change sur la dette pour - 230,1 millions d'euros.

3.1 Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement totale s'élève à 988,6 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 1 154,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité dont 930,0 millions d'euros de capacité d'autofinancement opérationnelle (contre 1 006,4 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité), 50,8 millions d'euros de capacité d'autofinancement financière (contre 77,1 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité) et 7,8 millions d'euros de capacité d'autofinancement des activités non poursuivies (contre 70,6 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité).

L'analyse de la capacité opérationnelle est présentée en paragraphe 2.4.3.

3.2 Besoin en fonds de roulement opérationnel

La variation du Besoin en Fonds de roulement Opérationnel, qui s'élève au 30 juin 2013 à -749 millions d'euros par rapport à fin 2012 retraité, résulte principalement :

- de l'incidence de la saisonnalité de l'activité du Groupe (la variation du BFR opérationnel au 30 juin 2012 retraité s'élevait à - 500 millions d'euros),
- d'un allongement, circonscrit à certaines activités, des délais d'encaissement des créances clients relatives aux collectivités publiques ;
- des modifications contractuelles de modalités de recouvrement et de règlement dans l'Eau, en France.

3.3 Flux d'investissements nets

Les flux d'investissements nets sont détaillés ci-après au 30 juin 2013 et 30 juin 2012 retraité :

<i>(en millions d'euros)</i>	30-juin-13	30 juin 2012 retraité
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissements au tableau de flux de trésorerie	-657	-126
Nouveaux actifs financiers opérationnels (AFO)	-	
Investissements industriels	-11	-8
Investissements financiers	-10	-14
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-9	-80
Cessions industrielles et financières	176	904
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	1	2
Dividendes reçus	-76	-73
Variation des créances et autres actifs financiers	338	129
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements au tableau de variation de l'endettement financier net	-248	734
Augmentations de capital souscrites par les participations ne donnant pas le contrôle	1	2
Total Investissements nets	-247	736

Le Groupe poursuit une politique d'investissement sélective tout en préservant les investissements industriels à caractère contractuel ou nécessaires à l'outil industriel. Les acquisitions et les cessions sont détaillées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 Juin 2013	30 juin 2012 retraité
Investissements Industriels	536	706
Investissements Financiers	13	69
Nouveaux actifs financiers opérationnels	76	89
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	9	80
Total Investissements Bruts	634	944
Cessions industrielles	-30	-26
Cessions financières	-261	-1 557
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	0	0
Augmentations de capital souscrites par les minoritaires	-1	-2
Total cessions	-292	-1 585
Remboursements des actifs financiers opérationnels	-95	-95
Total Investissements Nets	-247	-736

Au 30 juin 2013, les investissements bruts sont en retrait de près de 30% par rapport au 30 juin 2012, du fait d'une part des investissements réalisés sur le premier semestre 2012 (avec notamment le rachat de 6.9% de Veolia Voda en République Tchèque à la BERD pour 79 millions d'euros et la prise d'une participation de 10% dans le fonds d'investissements Affinity Water A pour 44 millions d'euros), et d'autre part, du fait de la réduction des investissements industriels.

Les cessions financières (en valeur d'entreprise) et industrielles s'élèvent à 292 millions d'euros au 30 juin 2013 et incluent notamment la cession des activités Eau au Portugal pour 91 millions d'euros. Pour mémoire, les activités Eau Régulé au Royaume-Uni étaient cédées sur le premier semestre 2012 pour un montant de 1 517 millions d'euros en valeur d'entreprise.

3.4 Free Cash Flow

Le Groupe suit l'indicateur *free cash flow* (ou *cash flow* libre), indicateur non-GAAP défini au paragraphe 6.2 et dont le calcul est présenté au paragraphe 3.

Au 30 juin 2013, le *free cash flow* (après paiement du dividende) s'élève à 556 millions d'euros contre 552 millions d'euros au 30 juin 2012 retraité.

Le *free cash flow* au 30 juin 2013 reflète notamment:

- l'émission début janvier 2013 de titres super subordonnés à durée indéterminée, y compris coupons versés, de 1 454,0 millions d'euros ;
- la dégradation du Besoin en Fonds de Roulement de -749 millions d'euros ;

3.5 Financement externe

3.5.1 Structure de l'endettement financier net et net ajusté

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Dettes financières non courantes	10 111,4	12 131,3
Dettes financières courantes	3 507,6	3 606,1
Trésorerie passive	260,9	252,7
Sous-total dettes financières	13 879,9	15 990,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-3 683,4	-4 998,0
Imputation de la juste valeur des dérivés de couverture	-165,6	-170,4
Endettement financier net	10 030,9	10 821,7
Prêts consentis aux co-entreprises	- 3 302,3	- 2 984,8
Endettement financier net Ajusté ⁽¹⁾	6 728,6	7 836,9

⁽¹⁾ cf note 6.2 pour la définition

Les prêts consentis aux entités mises en équivalence sont composés des prêts à Dalkia International pour 2 229,4 millions d'euros et à Transdev Group pour 909,0 millions d'euros au 30 juin 2013.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des dettes financières non courantes du Groupe au 30 juin 2013 :

(en millions d'euros)	Montant	Echéancier des dettes financières non courantes		
		2 et 3 ans	4 et 5 ans	+ de 5 ans
Dettes obligataires	9 338,8	1516,2	2 036,3	5 786,3
Dettes bancaires	772,6	309,5	146,8	316,3
Dettes financières non courantes	10 111,4	1825,7	2 183,1	6 102,6

3.5.2 Position de liquidité du Groupe

Le détail des liquidités dont le Groupe disposait est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2013	Au 31 décembre 2012 retraité
Veolia Environnement :		
Crédit syndiqué MT non tiré	3 000,0	2 607,3
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	625,0	625,0
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	200,0	300,0
Ligne de lettres de crédit	377,8	473,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 145,6	4 349,6
Filiales :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	537,8	648,4
Total des liquidités	7 886,2	9 004,0
Dettes courantes et trésorerie passive		
Dettes courantes	3 507,6	3 606,1
Trésorerie passive	260,9	252,7
Total des dettes courantes et trésorerie passive	3 768,5	3 858,8
Total des liquidités nettes des dettes courantes et trésorerie passive	4 117,7	5 145,2

Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et sur l'ensemble des lignes de crédit.

Crédits syndiqués MT non tirés

Les deux crédits syndiqués, l'un multi devises d'un montant de 2,5 milliards d'euros et le deuxième d'un montant de 500 millions d'euros pour des tirages en zlotys polonais, en couronnes tchèques et en forints hongrois ne sont pas tirés au 30 juin 2013. La deuxième option d'extension d'un an des crédits syndiqués a été exercée et acceptée très majoritairement au cours du premier semestre 2013.

Ligne de lettre de crédit

Au cours du second trimestre 2013, Veolia Environnement a réduit de 400 millions de dollars le montant de la ligne de lettres de crédit en dollars américains signée le 22 novembre 2010 qui était initialement de 1,25 milliards de dollars américains. Au 30 juin 2013, la facilité est tirée sous forme de lettres de crédit à hauteur de 355,8 millions de dollars ; la partie tirable en cash est de 494,2 millions de dollars (soit 377,8 millions d'euros équivalents), non tirée, et figure dans le tableau de liquidité ci-dessus.

3.5.3 Covenants bancaires

Les financements de projet en Italie, à l'instar du 31 décembre 2012, qui ne respectaient pas l'intégralité de leurs covenants bancaires au 30 juin 2013 ont été maintenus en dettes financières courantes, compte tenu des procédures en cours.

3.5.4 Taux de financement

Le taux de financement (défini comme le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies) passe de 4,74% au 30 juin 2012 retraité à 5,16% au 30 juin 2013 (hors coûts de rachat des dettes obligataires de juin 2013 enregistrés à hauteur de 43 millions d'euros en non récurrent).

La hausse du taux de financement s'explique principalement par le coût de portage de la liquidité (hausse de la liquidité moyenne du groupe entre juin 2012 et juin 2013 de 1.5 milliards d'euros), qui est partiellement atténué par la baisse des taux courts sur la part variable de l'endettement financier net du groupe, et par la gestion active de la dette.

4. Objectifs et perspectives

4.1 Evénements significatifs depuis le 1^{er} juillet 2013

- Propreté – Italie

Confrontée à un déséquilibre économique important des contrats de concession de ses deux principales filiales, les sociétés Termo Energia Calabria (« TEC ») et Termo Energia Versilia (« TEV »), et à une situation de retard de paiement chronique des autorités concédantes à l'égard de celles-ci, le groupe Veolia Servizi Ambientali Tecnitalia S.p.A (« VSAT »), spécialisé dans l'incinération de déchets en Italie, s'est vu contraint de déposer le 18 avril 2012 une demande de procédure de règlement amiable avec les créanciers, dite *concordato preventivo di gruppo* (« CPG »). L'un des intérêts du CPG est l'unicité de la procédure pour l'ensemble des sociétés concernées avec un juge unique, le ou les mêmes commissaires au *concordato* et une seule et même masse de créances et de dettes. Parallèlement, les contrats de concession de TEC et TEV ont été résiliés respectivement le 31 janvier 2012 et le 15 mai 2012 et les installations opérationnelles restituées respectivement le 23 novembre 2012 et le 29 juin 2012.

A la suite de l'adoption à l'été 2012 d'un décret-loi assouplissant le régime du *concordato preventivo*, une nouvelle demande de CPG est déposée le 17 septembre 2012 auprès du tribunal civil de la Spezia et admise le 5 décembre 2012. Le tribunal civil de la Spezia a constaté que le vote des créanciers était favorable à l'ouverture du CPG, en nombre de classes et en montant et, le 17 juillet 2013, a homologué le CPG. Ce jugement peut faire l'objet d'un appel, mais ce dernier ne serait pas suspensif. Le groupe examine actuellement les conséquences de cette homologation.

Les événements décrits ci-dessus n'ont pas engendré d'impact financier significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2013.

4.2 Objectifs

Le Groupe confirme les objectifs modifiés lors de la présentation des comptes annuels 2012 compte tenu des nouvelles normes comptables qui imposent le passage des entités anciennement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de mise en équivalence d'une part et de l'exécution plus rapide que prévu du programme de cessions d'autre part.

Pour la période 2012-2013, les objectifs du Groupe sont :

- De céder 6 milliards d'euros² d'actifs, y compris remboursement de prêts des co-entreprises liés à des cessions ;
- De réduire son endettement financier net entre 8 et 9 milliards d'euros et son endettement financier net ajusté (net des prêts aux co-entreprises) entre 6 et 7 milliards d'euros hors effet de change de clôture ;
- D'ajuster, face à la conjoncture économique, sa réduction de coûts en 2013 à 270 millions d'euros en brut et 170 millions d'euros en net, dont, en raison du nouveau traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel récurrent ;
- Et de verser un dividende en 2013 et en 2014 de 0,7 euro par action, au titre respectivement de l'exercice 2012 et de l'exercice 2013.

Après 2013, le Groupe vise, dans une conjoncture économique moyenne :

- Une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3% par an ;
- Une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5% par an ;
- Un leverage ratio Endettement Financier Net Ajusté / (Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de l'ordre de 3x, à +/-5% ;
- Un taux de distribution en ligne avec la moyenne historique ;

Au titre de 2015, le Groupe a augmenté ses objectifs de réduction de coûts à 750 millions d'euros d'impact net dont, en raison du nouveau traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel récurrent.

5. Facteurs de risques

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans le chapitre 4 du Rapport Financier Annuel du document de référence 2012 établi le 21 mars 2013.

² Y compris désendettement lié au passage en mise en équivalence des Eaux de Berlin pour 1,4 milliard d'euros

6. Annexes au rapport de gestion

6.1 Réconciliation des données publiées en 2012 avec les données retraitées 2012

en millions d'euros	30 juin 2012 publié	retraitement IFRS5 ⁽¹⁾	retraitement IFRS 10 & 11	retraitement IAS 19r	30 juin 2012 retraité
Chiffre d'affaires	14 781	-4	-3 329		11 448
Capacité d'autofinancement opérationnelle	1 384	23	-401		1 006
Résultat opérationnel	523	47	-202	5	373
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence ⁽²⁾	523	38	-231	5	335
Résultat opérationnel récurrent ⁽³⁾	631	15	-232	5	419
Résultat net ⁽⁴⁾	153		4	5	162
Résultat net récurrent ⁽⁴⁾	8	1	4	5	18
Investissements bruts	1 348		-404		944
Cash flow libre	348		+204		552
Endettement financier net	14 693		-2 331		12 362
Prêts consentis aux co-entreprises	-	-	+3 648	-	3 648
Endettement financier net ajusté	-	-	-	-	8 714

⁽¹⁾ Eau Maroc, Eaux de Berlin et Eolfi

⁽²⁾ Y compris quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées au 30 juin 2012 retraité

⁽³⁾ Y compris quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et entreprises associées au 30 juin 2012 retraité

⁽⁴⁾ Parts de propriétaires de la société Mère

6.2 Définitions comptables

- Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : IFRS)

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le taux de marge RESOP est défini comme étant le ratio résultat opérationnel / produits des activités ordinaires des activités poursuivies.

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

- Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

Par ailleurs, le Groupe utilise pour ses besoins de gestion des agrégats à caractère non strictement comptable (« indicateurs non GAAP ») qui sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du Groupe ;

Les nouvelles normes IFRS 10, 11 et 12 ont modifié ou ont généré de nouveaux indicateurs décrits ci-dessous :

- Suite à l'application des nouvelles normes, les financements internes consentis aux co-entreprises ne sont pas déduits de l'Endettement financier net. Les financements internes non éliminés sont enregistrés au bilan en prêts et créances financières. Dans la mesure où ces prêts et créances ne sont pas considérés dans la définition du Groupe comme Trésorerie ou équivalent de Trésorerie et que ces partenariats ne génèrent plus de flux strictement opérationnels dans les comptes du Groupe, le Groupe utilise désormais en complément de l'Endettement financier net la notion d'Endettement financier net Ajusté. L'Endettement financier net Ajusté correspond ainsi à l'Endettement Financier Net diminué des prêts et créances aux co-entreprises ;
- Le résultat opérationnel récurrent correspond au résultat opérationnel après quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ajusté des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;

Les autres agrégats, non impactés par les nouvelles normes, se définissent comme suit :

- Le terme "croissance interne" (ou « à périmètre et change constant ») recouvre la croissance résultant :
 - o du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités,
 - o des nouveaux contrats,
 - o des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.
 - Le terme "croissance externe" recouvre les acquisitions (intervenus sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé), nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs utilisés sur différents marchés et/ou détenant un portefeuille de contrats multiples.
 - Le terme "variation à change constant" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.
 - L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette ;
 - Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies ;
 - Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère correspond au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère ajustés des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;
 - La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle est définie comme étant le ratio capacité d'autofinancement opérationnelle/produits des activités ordinaires des activités poursuivies ;
 - Le free cash flow ou cash flow libre correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions , (iv) variation des créances et autres actifs financiers, (v) intérêts financiers nets versés et (vi) impôts versés.
 - Les investissements nets tels que pris en compte dans le tableau de variation d'EFN incluent les investissements industriels nets de cessions industrielles (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de cessions), les investissements financiers nets de cessions financières (acquisitions d'actifs financiers nettes de cessions et y compris l'endettement net des sociétés entrantes et sortantes), les acquisitions nettes de cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, les nouveaux actifs financiers opérationnels, le remboursement des actifs financiers opérationnels. La notion d'investissements nets prend également en compte les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.
- Le Groupe dissocie les investissements de croissance qui génèrent du cash-flow supplémentaire des investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe.

Veolia Environnement

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013
Veolia Environnement
36-38, avenue Kléber – 75116 PARIS

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex
France
S.A. au capital de € 5.497.100

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Veolia Environnement

Siège social : 36-38, avenue Kléber – 75116 PARIS
Capital social : € 2 744 378 540

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Veolia Environnement, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1.3 – Changements comptables – des comptes consolidés intermédiaires résumés qui expose les changements de méthodes comptables relatifs à l'application au 1^{er} janvier 2013 des normes IFRS 10, 11, 12, IAS 28 révisée et IAS 19 révisée.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, le 2 août 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Paul Vellutini

Karine Dupré

Gilles Puissochet

Xavier Senent